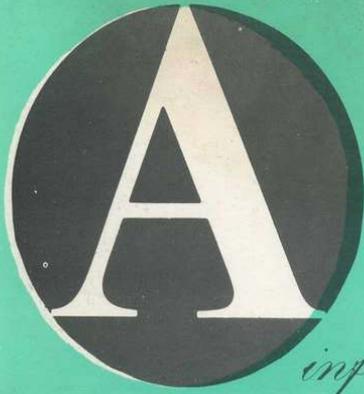


automne 1980

n°3



GORA

informations libertaires internationales

● Mintz: de l'anti-léninisme ● Pays-Bas: Squatters en lutte ● Pa Chin, écrivain libertaire ● La Colonne de Fer ● Suisse: "Faites de la salade avec l'Etat!"



10 frs

N°3

AUTOMNE 1980

«AGORA»

revue d'informations
libertaires internationales

Éditée par: «Pensée et Action».
Périodicité: trimestrielle.
Directeur de publication: Solon Amoros.

Dépôt légal: 3^e trimestre 1980.
Commission paritaire: n°62.601.
I.S.S.N.: n° 0245-3630

Imprimerie: «Corep», 21 rue de la
Viguerie, 31300 Toulouse.

Équipe de rédaction: Claude Ariso,
Marc Létondor, Solon Amoros,
Tony Alvarez.



Rédaction et Administration:

«AGORA», B.P. 3187
31027-Toulouse-Cédex

Prix du numéro: 10 Frs.

Abonnement: 4 numéros - 35 Frs.

Diffusion militante:

- 5 exemplaires: 45 Frs.

- 10 exemplaires: 90 Frs.

Pour tout versement: libellé à
l'ordre de Claude Ariso, C.C.P.
n° 3-417-57-S, Toulouse.



sommaire

«je crois aux sensations
que j'allume vers
une direction qui,
jusqu'à ce jour, n'a pas été testée,
et qui vise une liberté contraire
à tous les pouvoirs
et à une justice identique
à la lumière totale»

odysseus elytis
(«to axion esti»)

• EN MARGE

4

- Le rocardisme à nos portes.
- Mairies libérées.

• SANS FRONTIERES

7

- Pologne: Démocratie directe? ...Oui, merci!
- Pays-Bas: L'Été des krakers.
- Irlande: En finir avec les Block-H.
- Espagne: CNT, ruptures consommées.
- Mexique: La crise qui vient.
- Suisse: «Faites de la salade avec l'État!».
- Turquie: Au carrefour des pouvoirs.

• REPERES

26

- Les contradictions de l'anti-léninisme.

• NOTRE MEMOIRE

36

- La Colonne de Fer.

• ARGUMENTS

40

- Livres.
- Éléments d'éducation libertaire.
- La longue marche de Pa Chin.

• EN BREF

46

- Faut tout vous dire.
- Ça s'agite autour de nous.
- Encres noires et rouges.

• COURRIER

49

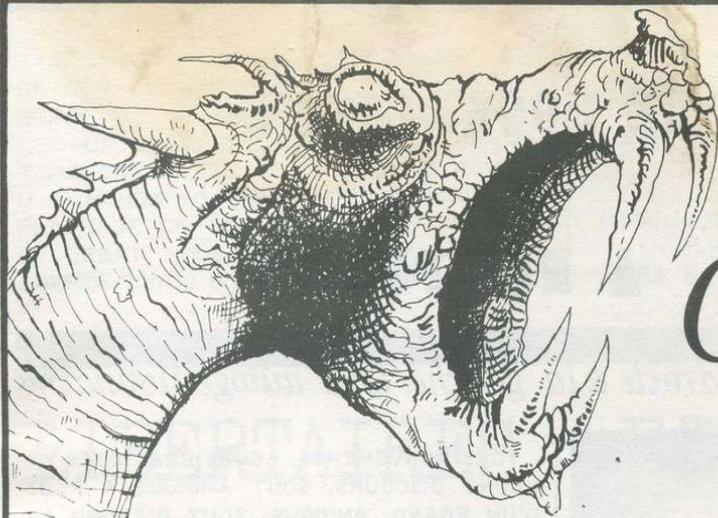
- La parole à nos lecteurs.

• CRAYON NOIR

52

- Djebel.

Ont été mis à contribution pour ce numéro: Augusto Boal,
Camillo Lévi, Claude Ariso, Djebel, Frank Mintz, Le Réveil
Anarchiste, la Libertaire Presse Agentur, Marc Létondor,
Marianne Enckell, Nestor Romero, Philippe Lamotte, René
Arcos, Solon Amoros, Tony Alvarez, le Walchers Anarchisties
Kollektief, Yusuf Däg.



CHÉRI,

FAIS-MOI PEUR!

- En cette fin de règne
où notre souverain se fait couvrir de diamants,
comme un vieux mac sur le retour,
des spectres hantent le pays.
- On censure une émission télévisée
de Cohn-Bendit sur «l'Allemagne alternative»
et, simultanément,
l'armée parade à dates régulières sur FR3.
La paix des versaillais continue de
s'installer sur la France.
- L'extrême-droite reprend du poil
de l'immonde bête et inspire nos gouvernants.
Beullac déclare:
«Il faut tuer cette vieille idée
selon laquelle les enfants sont égaux».
Tuer des idées? Nos chefs ont de ces rêves!
- Les syndicats (ce qu'il en reste)
jouent à «qui-perd-gagne», et ça ne rate pas:
Les échecs victorieux
se font quotidiens.
- On arrête et emprisonne le «Baader français»
et on espère avoir mis les révoltes sous le verrou.
Au Café du Commerce
les pastis vont bon train: pour ceux-là,
la 3^e guerre mondiale est commencée
contre tout ce qui parle, bouge
et vit en différence.
- «Les Français sont des veaux»
disait De Gaulle.
«Il faut boycotter les veaux»
disent les consommateurs.
Pour une fois, nous voilà d'accord!
- Ailleurs, parfois, le Vent se lève.
Gdansk, Zürich, Amsterdam...
Cet été, le soleil nous a fait des sourires historiques.

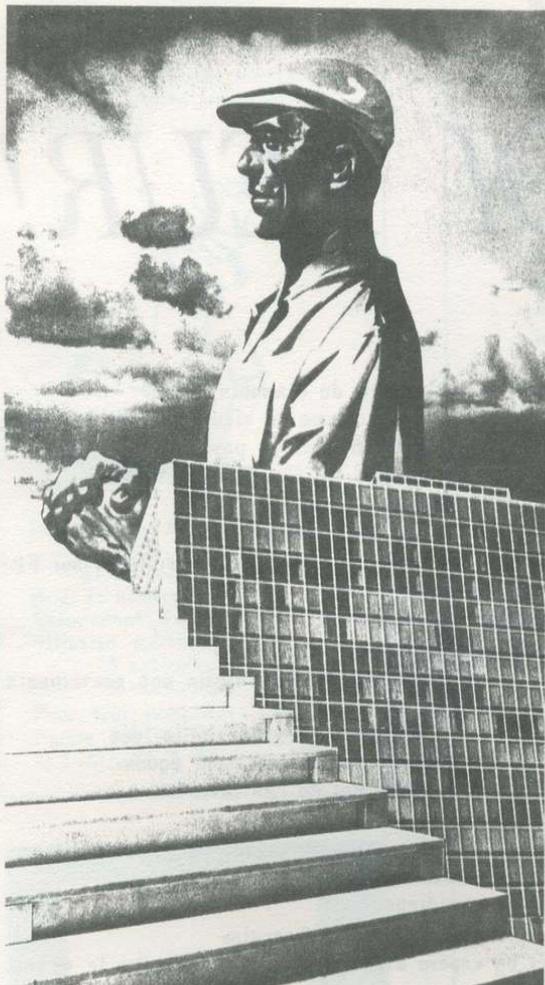
Le concierge d'Agora.



LE ROCARDISME

A NOS PORTES

...Maintenant de la droite à la gauche, tous autogestionnaires



La comédie urbaine.

"ESSOR DES ASSOCIATIONS, MULTIPLICATIONS DES COMITES D'USAGERS, PROLIFERATIONS DES GROUPEMENTS REVENDICATIFS, FLORAISON DES PRATIQUES DITES ALTERNATIVES, ONT MARQUE DEPUIS UNE QUINZAINE D'ANNEES L'EMERGENCE AU SEIN DES FORMATIONS CAPITALISTES CENTRALES DE NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX APPARUS EN DEHORS DES REORGANISATIONS PARTISANES OU SYNDICALES TRADITIONNELLES ET DANS LES CHAMPS DELAISSES JUSQU'ALORS PAR ELLES.

CES MOUVEMENTS, LEURS PRATIQUES ET LEURS DISCOURS, SONT AMBIGUS A PLUS D'UN EGARD. AMBIGUS, TOUT D'ABORD AU NIVEAU DE LEURS FINALITES: SI LES UNS INTERVIENNENT POUR ACCROITRE LA CRISE, L'ACCENTUER, L'APPROFONDIR, VOIRE TOUT SIMPLEMENT POUR LA FAIRE ECLATER, LES AUTRES INTERVIENNENT AU CONTRAIRE POUR LA RESOUDRE, POUR CHERCHER UNE SOLUTION; SI LES UNS VISENT LA REVOLUTION A TRAVERS LA MAITRISE ET L'APPROPRIATION DE LEURS CONDITIONS GLOBALES D'EXISTENCE, LES AUTRES PRATIQUENT LA REFORME EN SE CONTENTANT DE SOLUTIONS PARTIELLES A DES PROBLEMES LIMITES. AMBIGUS ENSUITE, AU NIVEAU DE LEURS FORMES D'ACTION, LES UNS S'ERIGENT EN SIMPLES GROUPES DE PRESSION A L'EGARD DES POUVOIRS CONSTITUES, POUR OBTENIR LEUR INTERVENTION SUR LE PROBLEME CONSIDERE, POUR LES RAPPELER A LEUR «DEVOIR»; LES AUTRES PROCLAMENT AU CONTRAIRE UNE VOLONTE DE PRISE DE PARTICIPATION DANS LE PROCESSUS DE DECISION, VOIRE UNE VOLONTE DE PRISE DE POUVOIR (SE SUBSTITUER AUX POUVOIRS INCOMPETENTS OU IMPUISSANTS) - LES DEUX POSITIONS DETERMINANT DES ATTITUDES OPPOSEES A L'EGARD DES FORMATIONS POLITIQUES (ALLIANCE DANS UN CAS, REJET DANS L'AUTRE). AMBIGUS ENFIN, DU FAIT DE LEUR NATURE PLURICLASSISTE: LA COMPOSITION SOCIALE DE CES MOUVEMENTS PEUT VARIER DE L'UN A L'AUTRE, AVEC CEPENDANT EN LEUR SEIN UNE HEGEMONIE FREQUENTE DE LA NOUVELLE PETITE BOURGEOISIE. (*)

QUE DIRÉ DE PLUS, QUE DIRE DE MIEUX A L'HEURE DU ROCARDISME TRIOMPHANT, DES "EXPERIMENTATIONS SOCIALES" ENCOURAGEES, DES SYNDICATS "RECENTRES", ET DES ESPACES SOI-DISANT "LIBERES"? LA NOUVELLE VAGUE DES GESTIONNAIRES A SAISI L'INTERET D'UN "DELESTAGE" DE L'ETAT AU PROFIT DE CONTESTATAIRES EN MAL DE POLITIQUE. DANS CETTE BRECHE (?) S'ENGOUFFRENT PELE-MELE, TECHNOCRATES ET ECOLOGISTES, MAOISTES REPENTIS ET LIBERTAIRES DEÇUS. ET POURTANT CER-

TAINES DE CES EXPERIENCES VALENT LE DETOUR. LE POINT CENTRAL DE CE DEBAT RESTE DE DETERMINER AVEC PRECISION LES RUPTURES REELLES ET LES RECUPERATIONS CONCRETES, DE BALISER LA ROUTE D'UN MONDE NOUVEAU OU D'AIDER AU REPLATRAGE DE CET «UNIVERS DE TISANE». CE DEBAT, NOUS L'OUVRONS ICI AVEC LE COMPTE-RENDU D'UNE «PARTICIPATION» MU-

NICIPALE. VOILA UNE REALITE BIEN EN-DEHORS DE NOS ACTIVITES TRADITIONNELLES. RESTE A SAVOIR COMMENT NOUS Y SITUER. ET SI NOUS EN PARLIONS ? ■

(*) Alain Bihl et Jean-Marie Heinrich: «La néo-social-démocratie ou le capitalisme autogéré», Ed. Le Sycomore.

LIBERTAIRES ET MAIRIES

Franche-Comté La Commune de Vandoncourt

Situation géographique. Bref historique.

Vandoncourt compte 600 habitants, le village est situé à la limite du territoire de Belfort sur la frontière suisse.

C'est un lieu de passage, qui a vu passer toutes les invasions y compris les divers flux et reflux des dernières années.

La région est de religion protestante luthérienne, d'où un sens beaucoup plus communautaire que dans la tradition catholique.

Son économie est assez semblable à celle du Jura suisse (qui avait été propice à la diffusion des idées anarchistes).

Organisation de la commune.

En 1971, une équipe prend en main la responsabilité de la commune. Son objectif est de faire participer au maximum les gens à la vie de leur commune. Cette participation est organisée, l'équipe lui donne une structure et met en place un moyen de concertation permanente. Dans les communes de France, le maire est seul habilité à prendre les décisions, les gens suivent où ne suivent pas, cela n'a aucune importance. Par contre, ici, l'équipe veut amener les habitants à organiser la vie de leur village, et à préparer son avenir, elle imagine donc un système de quatre conseils municipaux:

— un conseil des anciens qui regroupe des gens de plus de 55 ans; qui élit 13 conseillers.

— un conseil des jeunes qui regroupe des gens de 15 à 25 ans; les élections se font dans les mêmes conditions.

— un conseil des sociétés du village, c'est-à-dire des associations; (18 membres y siègent en tant que conseils des sociétés et des associations).

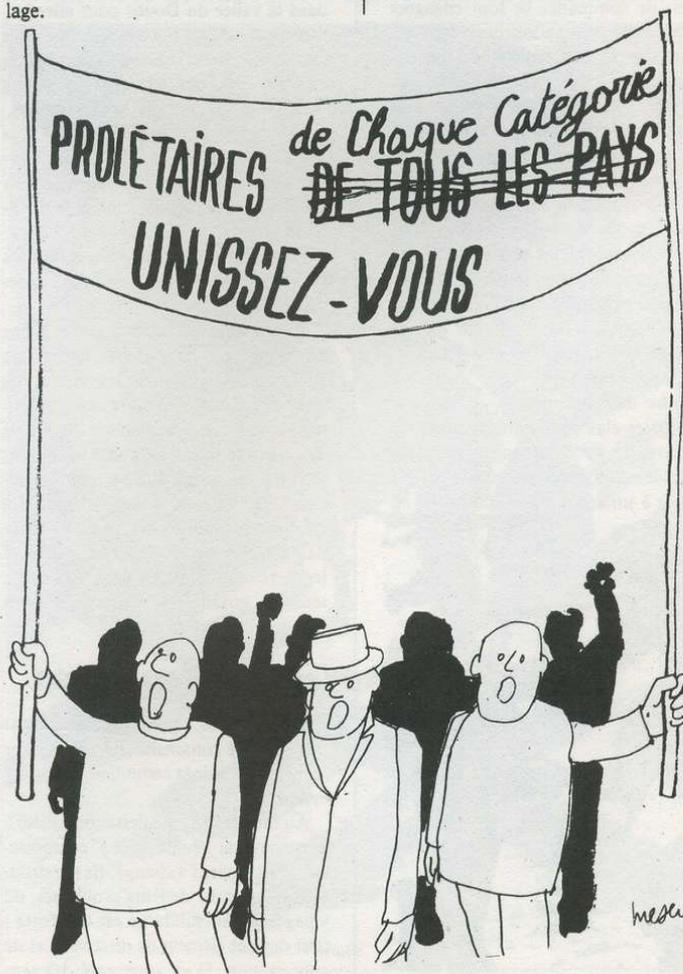
— un conseil municipal de 13 conseillers.

Ces quatre conseils constituent le grand conseil du village.

Ils se réunissent à part; chaque conseil délègue deux personnes dans les commissions extra-municipales du village.

Les commissions sont au nombre de sept, elles règlent les problèmes de fonctionnement du village, elles se réunissent par secteurs:

- commission scolaire
- commission des travaux
- commission technique
- commission d'animation
- commission des fêtes
- commission d'environnement
- commission de la protection de la nature.



De leur côté, les quatre conseils se réunissent une fois par mois comme dans toutes les communes.

Les trois conseils parallèles (anciens, jeunes, associations) ont voix délibérative mais participent à la gestion.

La loi française interdisant à un simple citoyen de prendre la parole dans un conseil municipal, l'organisation de ce conseil est réglée par un système de lampes : en actionnant une lampe verte les membres des conseils parallèles peuvent interrompre la séance et prendre la parole, alors que quand la lampe rouge est allumée la séance est officielle et seuls les membres du conseil municipal proprement dit peuvent s'exprimer.

Si un important problème se pose, l'avis du village est demandé et une assemblée générale est organisée.

Le cas s'est produit pour le problème de l'objection de conscience, le village s'est prononcé « POUR ». Des objecteurs y sont accueillis depuis 1971.

Un certain nombre d'orientations politiques et sociales ont été adoptées par la municipalité, entre autres contre le nucléaire. La commune est très portée sur l'écologie et s'oppose par exemple au grand canal du Rhône au Rhin, ainsi qu'à l'implantation des missiles Pluton aux Fougères.

Peu de communes se sont engagées comme celle de Vandoncourt dans ces oppositions et il en va de même lors des soutiens des grèves dans les environs. Soutien non seulement théorique mais aussi actif : discussions, expositions, fêtes (qui rassemblent un nombre important de participants).

Dernièrement, la commune a voté la mondialisation du village dans le cadre de la citoyenneté mondiale, car il lui tient à cœur de lutter contre la guerre.

Le côté original de la commune tient dans le fait qu'il touche à tous les secteurs de la vie. Ce n'est pas un point spécifique qui est touché mais un ensemble de problèmes.

Tous les élus sont « animateurs », la tentative de la commune était, rappelons-le, de toucher les gens et de les amener à un engagement individuel au



niveau collectif.

« Vandoncourt, c'est un dialogue », nous a dit le maire.

► L'environnement.

Un problème se pose : que va-t-il rester aux jeunes ? Est-ce que tout ne sera pas détruit avant de « passer la relève ».

Un bulldozer ça fout en l'air des mètres cubes de terre, ce qu'il y a dessus, ce qu'il y a dessous, alors... venir et parler écologie et défense de l'environnement après !...

Il y a donc à Vandoncourt, une équipe de jeunes très active qui, par ses travaux, fait prendre conscience du problème aux plus anciens.

En pratique, un exemple : Vandoncourt a supprimé déjà tous les insecticides, pesticides, herbicides.

► Industrie, agriculture

Au début du siècle, la commune comptait 1000 habitants (elle devait cela à l'industrie locale), elle en compte aujourd'hui 600. La commune étudie actuellement un plan d'occupation des sols qui pourrait amener la population à retrouver son effectif de 1000 habitants.

Deux familles ont marqué l'histoire de Vandoncourt : Peugeot, descendu dans la vallée du Doubs pour aller installer ses usines à Sochaux. Jappy dont un des membres : la Fonderie Jappy, est l'un de ceux qui ont organisé la vie industrielle du coin par la taylorisation.

Le village à l'époque était mixte, à la fois agricole et industriel. Les gens travaillaient en hiver comme horlogers ou outilleurs et l'été, ils étaient agriculteurs.

Petit à petit, les usines se sont fermées et les gens sont partis vers les usines extérieures.

Il reste aujourd'hui 4 paysans. Ils ne participent pas du tout à l'organisation de la commune. Ils ne travaillent pas pour eux mais pour payer leurs machines agricoles et on déplore de fortes jalousies entre eux. La moitié de ces paysans est suisse, l'autre moitié française, ce qui pose des problèmes. En effet des rivalités se sont produites pendant la guerre : les Suisses rachetaient les terres des Français mobilisés et les tensions aujourd'hui encore trouvent leur source dans ce fait.

► La collectivité au niveau individuel

Un des plus importants dialogues : une prise de conscience individuelle sur les problèmes de la commune, a déjà été évoqué.

Au niveau de la vieillesse, on assiste à beaucoup de réunions. Le comportement des anciens a changé. Ils se retrouvent pour parler de leurs problèmes, du village, et leur solidarité est très forte ; tout devient élément de discussion et de concertation. D'un autre côté, les gens

de Vandoncourt considèrent que l'individu ne doit pas être noyé dans la collectivité. L'engagement doit être individuel et c'est en cela surtout qu'ils se sentent proches de l'esprit libertaire.

► Au niveau politique

La commune désire garder toute sa liberté d'intervention, de choix et de critique ; tous les sujets sont embrassés et donnent lieu à des discussions. Cette liberté fera travailler l'imagination et le vieux slogan de 68 « l'imagination au pouvoir » est repris par la municipalité de Vandoncourt. « Sans l'imagination, tout est foutu ! », déclare le maire.

Politiquement, le village se situe à gauche, le « maire » considérant que la commune est liée à la politique des partis par le système de vote. En effet, l'éventail politique ne lui laissait guère de choix. Il était difficile pour que ses projets aboutissent d'être en marge de la gauche classique PC-PS dans l'expression d'un vote. C'est pourquoi cette municipalité a l'étiquette PS. Le maire de Vandoncourt nous dit qu'il est certain que s'il s'était présenté sous l'étiquette PSU ou « libertaire » (ce qui est impossible) il ne serait pas passé. Il a préféré tenter quelque chose sous la bannière d'un parti « accepté » par les mentalités. L'important au fond pour la commune de Vandoncourt est de conserver son ouverture, aussi au niveau de l'action. La commune organise de nombreux voyages à l'extérieur et reçoit une quantité de gens qui viennent de partout, du Midi, de Hollande, de Hongrie, d'Amérique même... Elle a aussi accueilli une famille de réfugiés vietnamiens bien entendu anti-communiste, ce contact créant entre autres un dialogue avec les habitants sur le problème du stalinisme.

La commune est en liaison permanente avec Amnesty International et divers autres mouvements, ceci notamment pour éviter que les habitants ne s'endorment dans leur petit confort et pour stimuler la prise de conscience.

Contacts aussi avec d'autres communes autogérées : communes autogérées d'Alsace, Werez dans le Val d'Aoste, liaison avec la Wallonie et les Ardennes françaises (les problèmes de certaines communes belges sont semblables à ceux de Vandoncourt, ces communes étant en grande partie des villages de vacances), Schworstadt au sud de l'Allemagne.

Grâce à la correspondance Vandoncourt a découvert d'autres villages autogérés ou qui désirent le devenir. La commune reçoit également beaucoup de demandes d'objecteurs de conscience qui désirent y venir.

La commune est actuellement en train de préparer une exposition et un livre « d'images témoignages ».

Lorsque le 17 juillet, les troupes aux ordres du général Luis Garcia Meza ont pris possession des centres vitaux de la Bolivie, déclarant déchu le gouvernement en place, et se présentant comme les nouveaux garants de l'ordre et de la légalité, beaucoup d'observateurs politiques se sont empressés de faire le compte: au cours de ses 155 ans d'existence (avant 1825, c'était une colonie espagnole) la Bolivie a connu 189 coups d'état. Un beau score, si on peut dire: plus d'un par an!

Cependant, ce dernier putsch semble avoir surpris pas mal de monde, et en premier lieu tous ceux qui croyaient à la solidité du processus de démocratisation engagé depuis peu dans ce pays. A la fin de la dictature du général Banzer (arrivé au pouvoir après le coup d'Etat de 71 et y restant jusqu'en 78), il avait semblé que les généraux voulaient progressivement confier les rênes du pouvoir aux civils. Le 29 juin dernier des élections, plus ou moins libres et malgré les traditionnelles fraudes, avaient donné la victoire aux organisations de gauche. Par-delà ces résultats électoraux, les forces de gauches et surtout les forces syndicales avaient, au cours de ces dernières années, considérablement élargi leur influence, provoquant un virage social, plus que politique ou institutionnel, de grande importance.

Dans un dossier, entièrement consacré à la situation bolivienne, que nous ont fait parvenir les camarades de la *Coordination Libertaire latino-américaine* (*), on peut notamment lire: *indépendamment du fait que ce coup d'état fait partie d'un plan d'ensemble dans lequel jouent un rôle prépondérant les dictatures du cône méridional de l'Amérique latine (et dans le cas présent, particulièrement l'Argentine), il est évident que son objectif est la destruction du mouvement ouvrier bolivien représenté par la C.O.B. (Centrale Ouvrière Bolivienne), dont la combativité de classe et révolutionnaire a été, et continue d'être, considérée comme un danger permanent par les groupes de pression de l'oligarchie bolivienne. Créée le 17 avril 1952, la C.O.B. rassemble de façon unitaire les ouvriers, mineurs et paysans. Bien qu'en son sein coexistent toutes les tendances de la gauche et des révolutionnaires, la C.O.B. a su jalousement défendre son indépendance*

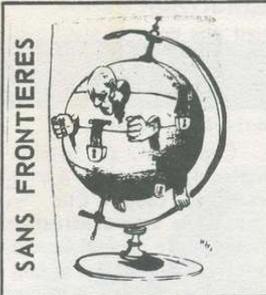
(*) Faustino Llosa, Centre Culturel Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse, 75005 Paris.

Bolivie

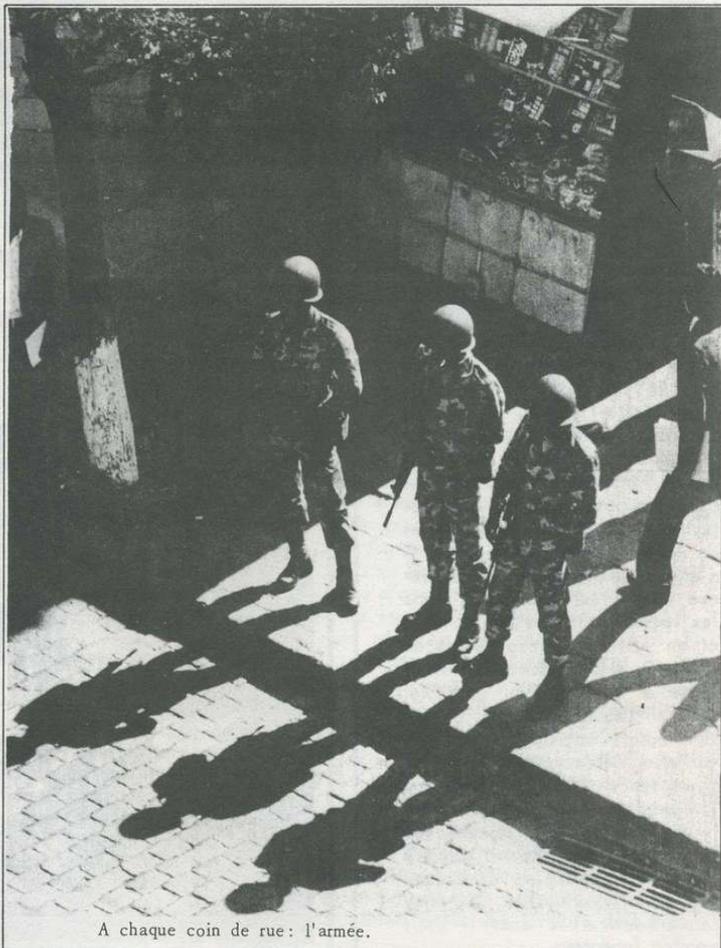
COUP D'ETAT!

syndicale et politique, confirmant constamment sa volonté de changement social. Dans ces derniers temps, face aux carences et aux graves irresponsabilités des secteurs politiques de gauche, incapables de donner au «processus démocratique» en cours une alternative sérieuse, la C.O.B. était devenue l'unique organisation porteuse des aspirations populaires. Voilà pourquoi les militaires ont, depuis le début, dirigé leurs coups contre la C.O.B. et ses militants».

Les informations, inévitablement fragmentaires, qui nous sont parvenues sur la résistance popu-



laire au coup d'état et à la répression militaire, parlent clair. Les 70.000 travailleurs des mines de zinc se sont immédiatement mis en grève, bloquant les routes avec des wagonnets pleins de dynamite et tirant contre les soldats qui voulaient forcer les barrages. Quelques radios ouvrières et syndicales ont continué leurs émissions clandestines, appelant à la résistance et mettant en œuvre un réel travail de contre-information. Dans la capitale, La Paz, et dans d'autres villes de Bolivie, des milliers de jeunes, surtout étudiants, sont sortis dans les rues. Cette fois les généraux putschistes ne pour-



A chaque coin de rue: l'armée.

ront pas compter sur l'indifférence qui, en de nombreuses occasions avait caractérisé l'attitude populaire envers les derniers arrivés au pouvoir.

Cependant, sur le plan international, il semble, à un mois et demi du coup d'Etat, que les choses ne se présentent pas très bien pour le général Garcia Meza. Seuls, une dizaine de pays ont, à ce jour, reconnu son gouvernement. Il manque notamment la reconnaissance et l'appui décisif du gouvernement des U.S.A., allié traditionnel de l'oligarchie latino-américaine. Mais l'époque du soutien spectaculaire de Washington semble révolue. Ce n'est plus, comme il y a une douzaine d'années, une aide directe dans la lutte contre les guérillas d'Ernesto Che Guevarra ou dans la répression des mineurs. N'ayant pas actuellement d'intérêts politiques et économiques à défendre en Bolivie, l'administration Carter évite de se lier de façon trop voyante aux généraux et continue à «défendre» les forces démocratiques modérées. Un nouveau coup de peinture fraîche à son image de défenseur des droits de l'homme et de la démocratie peut toujours être utile à Carter, en vue des prochaines élections présidentielles aux USA.

Pendant que, au niveau international, on discute des chances du pouvoir en Bolivie, nous parvenons de l'intérieur des informations dramatiques: milliers d'assassinats perpétrés par l'armée, prisons surpeuplées, partout la répression. Déjà, huit jours après le coup d'état, le «Secrétariat de coordination extérieure» de la C.O.B. a émis depuis Paris (son siège provisoire) un communiqué faisant un premier bilan du sort de ses militants réunis au local de la C.O.B. le jour où celui-ci fut pris d'assaut par les militaires: on y trouve une dizaine de noms, parmi lesquels celui de l'anarchiste Liber Forti, responsable culturel de la C.O.B. et de la fédération des mineurs. Il s'agit d'un de nos vieux camarades, animateur des luttes dans les régions minières boliviennes, et en particulier responsable de la radio des mineurs, à travers laquelle a été rendu possible, comme souvent par le passé, l'immédiate mobilisation des travailleurs. Récemment, nous avons rencontré Liber Forti; trop vite pour que nous puissions l'interviewer sur ses nombreuses expériences de lutte: il allait à Paris rencontrer les camarades de la «Coordination libertaire latino-américaine» dont il était membre fondateur.

Sa vie, comme celle de milliers de militants syndicalistes, de gauche, révolutionnaires boliviens est en danger. Il est indispensable que, contre les militaires, contre la féroce répression qui frappe l'opposition bolivien-

ne, se développe une puissante mobilisation internationale. Pour les camarades qui, en Bolivie, continuent la lutte contre l'armée, c'est une question de vie ou de mort. ■

Camilo LEVI.

APPEL EN FAVEUR DE LIBER FORTI

Liber Forti est aujourd'hui âgé de 62 ans. Argentin installé en Bolivie depuis 1945, il dirige le groupe de théâtre «Nuevos Horizontes» et introduit en Amérique Latine un théâtre populaire réalisé par les ouvriers eux-mêmes, notamment les mineurs de l'étain. Il a également été le créateur de plusieurs radios libres autogérées dans les centres miniers boliviens et le fondateur des cours du soir, pour ouvriers et paysans. Exilé pendant la dictature du général Banzer, il avait repris, à La Paz, ses fonctions de conseiller culturel de la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.). Il a été arrêté au lendemain du coup d'Etat du 17 Juillet et est détenu dans les locaux du ministère de l'intérieur. Pour lui et ses camarades: Liberté!

ARRETE POUR DELIT DE «THEATRE POPULAIRE»

par AUGUSTO BOAL (*)

Liber Forti est en prison en Bolivie. Parce qu'il est un homme de théâtre. Liber fait du théâtre populaire, et c'est pour cela qu'il est en danger.

Ici en Europe, il arrive au théâtre populaire de compter sur les mêmes moyens techniques et les mêmes facilités que le théâtre bourgeois. En Amérique latine, Liber me racontait un jour qu'il utilisait jusqu'aux objets sortis de la poubelle pour

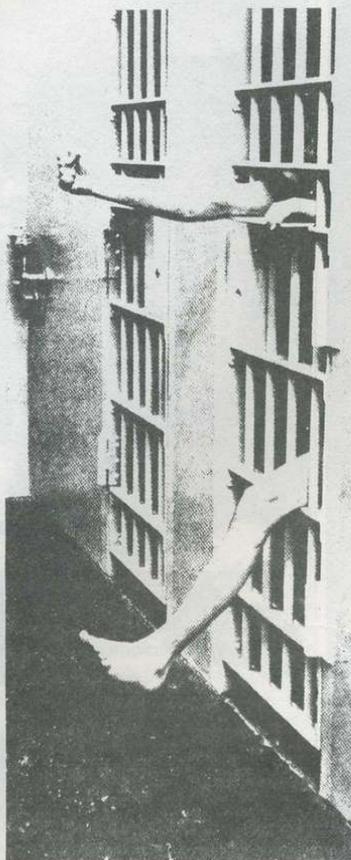
créer les plus beaux décors. Et, quand il faisait du théâtre pour les mineurs boliviens, il présentait son spectacle de nuit (puisque de jour on travaille). Mais, dans ces régions, il n'y avait pas d'électricité; alors Liber se débrouillait: «Je demandais aux mineurs d'allumer la lanterne de leurs casques pour éclairer la scène. Si le spectacle était bon, la scène était pleine de lumière, sinon la scène plongeait dans l'obscurité».

Ce théâtre qui parle aux ouvriers des problèmes des ouvriers, qui parle aux paysans des problèmes des paysans, ce théâtre est censuré, persécuté et même fusillé, en Amérique latine. Cela n'a pas empêché Oscar Castro d'écrire et de jouer plusieurs pièces à l'intérieur même d'un camp de concentration chilien.

Cela n'a pas empêché Liber Forti d'utiliser le théâtre pour s'échapper du territoire bolivien lors d'un coup d'Etat: il a fait la mise en scène d'un enterrement, avec veuves éplorées, prêtres et figurants larmoyants; quant à lui, il s'était donné le rôle du défunt, promené dans son cercueil. C'est ainsi qu'il s'est rendu au cimetière proche de la frontière, en territoire chilien, qui à l'époque était encore celui d'un pays libre. Aujourd'hui, les cimetières sont partout et les frontières n'existent plus pour ces régimes sanguinaires.

En Bolivie, on voit de loin, de ridicules généraux se disputant la chaise du pouvoir; de près, on voit les mêmes ridicules petits généraux, mais on voit aussi les mineurs de Siglo XX, de Catavi, les étudiants de San-Andrés. Ce sont ces femmes et ces hommes qui luttent à coup de pierres et de faucilles contre les chars d'assaut et les hélicoptères. On voit Liber Forti, ouvrier linotypiste et homme de théâtre, qui manie le théâtre comme un paysan manie sa houe, comme un écrivain manie son crayon. ■

(*) Metteur en scène brésilien, auteur du «Théâtre de l'Opprimé», ed. Maspéro.



POLOGNE



«Comment peut-on sortir – demande-t-on à "Radio-Erivan" – d'une situation sans issue?».

Réponse: «Malheureusement, nous ne nous occupons pas des affaires polonaises».

DEMOCRATIE DIRECTE?

OUI, MERCI!

L'ETAT-PARTI EN CRISE

Les hésitations gouvernementales ne datent pas d'hier. Elles ont, depuis 75, plongé la Pologne dans une crise économique sans précédent. Malgré la volonté qui a présidé à une vaste modernisation de l'appareil productif (plus de la moitié des installations industrielles ont aujourd'hui moins de 5 ans), tout semble échapper à un pouvoir qui recule sous les coups de boutoir de l'opposition et surtout du mouvement ouvrier.

D'abord un déficit important du commerce extérieur, une dette extérieure (qui s'est encore accrue après les récents événements) de 17 milliards de dollars contre 7 en 75. Mais aussi un déficit énergétique qui aurait fait perdre 30 milliards de zlotys en 1978 (1 zloty = 13 centimes) et trois ou quatre fois plus en 79. Bien avant les grèves, ces difficultés ont entraîné des restrictions dans la productivité: les entreprises tournaient au-dessous de leur capacité, mettaient en place des équipes de nuit pour résorber les dépenses énergétiques.

Enfin, une bureaucratie plongée dans des luttes intestines, gonflée de privilèges (voitures, propriétés, magasins de luxe...) et incompétente a fini par désor-

ganiser tout ce qui pouvait l'être: chemins de fer, marché intérieur... Le 4 Juillet, «Politika», hebdomadaire officieux du parti, dressait un sombre bilan: «Le revenu national a baissé l'année dernière de 2%. Les mécanismes de gestion grippent et fonctionnent parfois contre toute logique. Les statistiques sont manipulées. La discipline du travail est en baisse. Des centaines de milliers d'ouvriers font preuve de laisser-aller. Les plans de construction des nouveaux logements ne sont pas réalisés. Les cheptels porcins et bovins ne progressent pas. L'approvisionnement de la population en denrées alimentaires de base ne s'améliore pas. Les queues ne s'allongent pas seulement devant les boucheries».

C'est ce dernier point qui constitue le détonateur traditionnel des révoltes. Alors que le quart du budget national est consacré à subventionner les prix alimentaires, face à l'opposition ceux-ci n'étaient relevés que de façon déguisée. On parait au plus pressé: selon les aléas des pressions populaires, on approvisionnait telle ville en en privant telle autre, ce qui entraînait une désorganisation totale des circuits déjà bien mal en point.

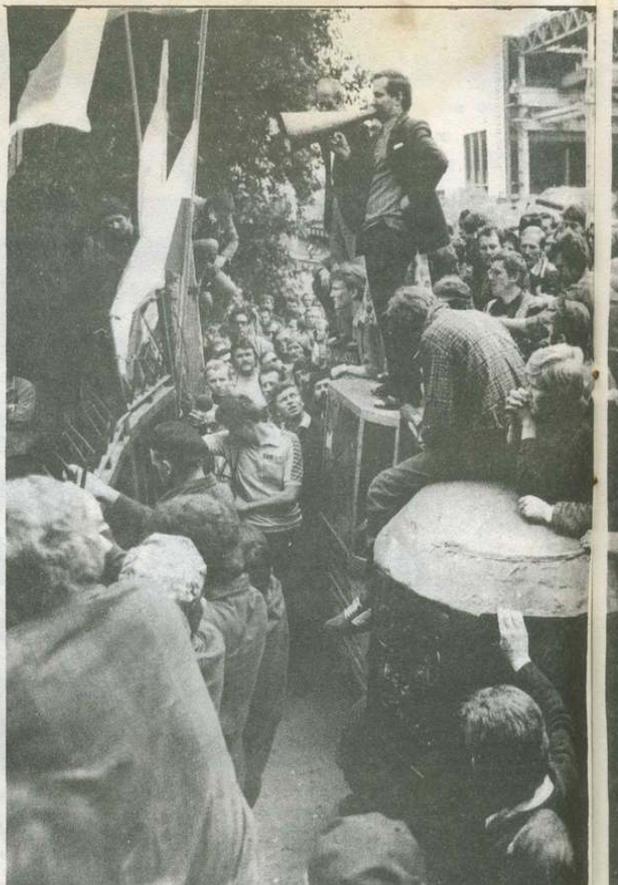
LES RESISTANCES OUVRIERES

Tout ceci n'allait pas sans répercussions sur les conditions de travail. «Trybuna Ludu», organe du POUP (Parti Ouvrier Unifié Polonais) avouait le 22 novembre 1977: «Dans les transports, dans les ateliers importants des usines et surtout dans le bâtiment, partout où les tâches sont grandes et les hommes en nombre insuffisant, la journée de travail d'une partie des travailleurs dure 10 à 12 heures». Il n'est donc guère étonnant que les résistances s'organisent et prennent, avant tout conflit direct, des formes variées. En Pologne, comme dans toute l'Europe de l'Est «l'absentéisme est un facteur important de faible productivité».

Ces résistances, en tout cas, ne passent pas par les syndicats officiels qui, depuis longtemps, se sont installés dans une non-intervention déroutante. La règle de la «courroie de transmission» a toujours été respectée. Chaque congrès syndical voyait réaffirmer leur rôle dans la «stimulation de la production» et dans «l'émulation socialiste du travail». Un rouage de plus. L'adhésion était automatique au moment de l'embauche, les cotisations directement déduites du salaire. En fait, une bureaucratie au service de l'Etat, empêtrée dans la gestion des maisons de repos, colonies de vacances, fêtes... Quant à la défense des travailleurs... On comprend pourquoi l'idée de leur rénovation vient aujourd'hui trop tardivement, on comprend pourquoi ils craquent et prennent l'eau de toutes parts. Quant au Parti, malgré son omniprésence (2,5 millions de membres) il ne compte en son sein que 40% de travailleurs, soit 10% de la classe ouvrière.

C'est donc dans leur auto-organisation que les ouvriers vont trouver la force nécessaire aux victoires. Ne compter que sur leurs propres forces, ils l'ont, peu à peu et péniblement, appris au cours des révoltes précédentes (voir encadré). Pour eux, il n'y a plus rien à attendre des changements de personnes à la tête du parti ou des syndicats.

Les semi-échecs successifs du pouvoir ont amené ce dernier à se bâtir une stratégie qui dorénavant évitera l'affrontement central avec la classe ouvrière, mêlant répression et laisser-faire. Selon le mot d'un dirigeant qui résume parfaitement cette position: «Mieux vaut ne pas gagner que perdre». A la recherche d'un rapport de forces qui leur soit favorable, les travailleurs mettront sur pied, bien avant les grèves de cet été, leurs propres organes d'expression: embryons de syndicats libres, débuts de journaux ouvriers (comme «Robotnik Wybrzeza» l'Ouvrier du Littoral)... De plus, les grèves de Juin 76 auront permis d'établir des



liens étroits avec l'opposition intellectuelle. Cette liaison étant une des spécificités de la situation polonaise.

QUELLES OPPOSITIONS ?

D'abord l'Eglise, dont la visite du Pape avait montré l'impact et qui, favorable à des réformes, constitue «une force politique d'opposition incontournable». Bien des signes montrent son implantation en milieu ouvrier (photos du Pape, croix, messes...). Il n'y a là rien d'étonnant lorsqu'on sait qu'elle a constitué pendant 35 ans une source et un refuge de la résistance. Mais une observation moins superficielle permet également de voir les ruptures entre ces croyants et une hiérarchie religieuse qui a montré sa complicité avec la bureaucratie communiste dans le maintien et le renforcement du conservatisme. Un exemple parmi d'autres nous a été fourni pendant les événements récents. Fin Août, à Gdansk, l'évêque Kaczmarek demande vainement aux grévistes de reprendre le travail. Peu après, le 26, c'est le cardinal Wyszynski, primat de l'Eglise catholique de Pologne, qui renouvelle l'appel à finir la grève. Sans plus de succès. En réalité, l'Eglise suit plus les ouvriers qu'elle ne les précède. Il n'en va pas de même pour nombre de catholiques progressistes qui ont constitué l'armature de ces fameux «experts» appelés par les nouveaux syndicats (par exemple M. Mazowiecki, rédacteur en chef de la revue catholique «Wiesz»). Le poids des catholiques, et des intellectuels en général, devra être mesuré à leur capacité à tempérer les passions ouvrières.

Une autre force d'opposition non négligeable est le pôle nationaliste représenté par le ROPCIO (Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen).

LES LECONS
DE L'HISTOIRE

● 1956, JUIN :

Révoltes ouvrières de Poznan. Apparition et extension des conseils ouvriers. Parant au plus pressé, le PC sort Gomulka de prison et le place à la tête du pays. L'espoir s'éteindra peu à peu. Deux ans après, l'officialisation des Conseils consacra leur mort.

● 1970, DECEMBRE :

En réponse aux augmentations des denrées alimentaires, les villes du littoral entrent en révolte. A Gdansk, le siège du PC est incendié.

La milice tire sur les ouvriers. On dénombrera plusieurs centaines de morts. Gomulka est sacrifié au profit de Gierek.

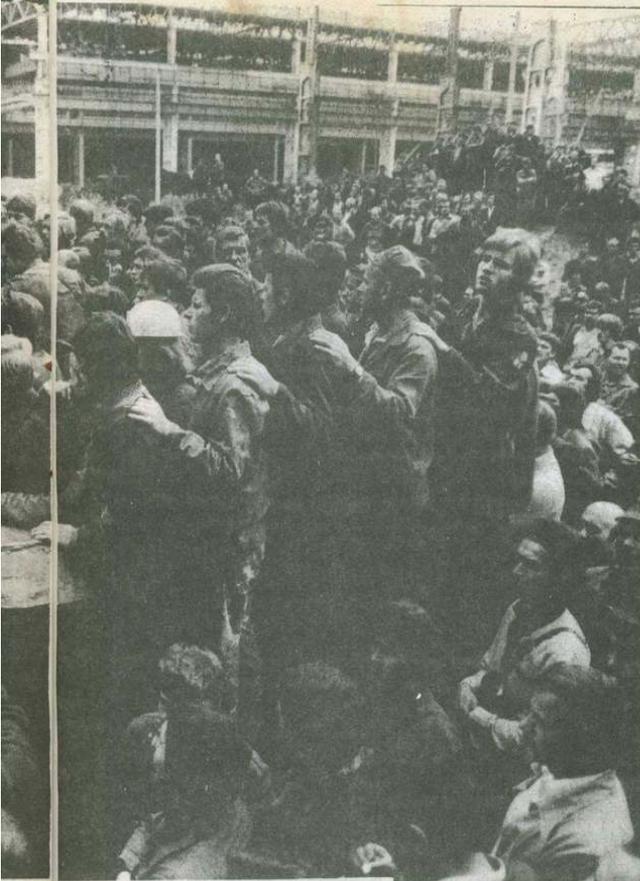
● 1976, JUIN :

Emeutes à Radom où le bâtiment du PC est assiégé et pillé. Les manifestants obtiennent l'abrogation d'une hausse des prix qui s'élevait de 50 à 100%.

● 1980 :

«Ici, nous sommes dans la ligne de 1956, de 1970; c'est notre épopée que nous continuons».

(Lech Walesa au «Club de la Presse» d'Europe 1).



Dans la lignée de 1956, de 1970 et de 1976.

LES TARTUFFES ROUGES

Avec les événements polonais les Tartuffes rouges se sont déchaînés. On a pu admirer les mensonges et l'incapacité prévisionnelle d'un Jacques Dimet qui, dans *l'Humanité* du 5 Juillet, écrivait :

«Les questions qui se posent actuellement en Pologne ne sont pas dues à une crise, mais à la croissance d'une société. Le socialisme, en instaurant la justice sociale, libère du même coup une masse importante d'argent et débarasse les gens de toute une série de problèmes que nous connaissons en Occident (santé, sécurité du travail, études, vacances). Le niveau de vie, le niveau cul-

turel ont augmenté considérablement, mais la production ne suit pas encore. Il s'agit de problèmes d'un type nouveau et qui sont essentiels pour comprendre ce qui se passe ici. D'ailleurs, à la suite des explications données sur la portée réelle des augmentations de prix, la situation s'est détendue.» (Cela, rappelons-le, est écrit le 5 Juillet!).

Il est vrai que les camarades trotskystes n'ont rien à envier aux communistes sur le terrain de la falsification. A preuve, cette perle de Ch. Michaloux dans le *«Rouges»* du 22 Août :

«Les ouvriers polonais de Gdansk (...) luttent pour arracher le droit de s'organiser et de s'exprimer librement dans un régime où le capital ne fait plus la loi. No comment !

Cette organisation à tendances patriotiques, anti-soviétiques et chrétiennes attribue les difficultés économiques actuelles à l'absence de liberté. Réunissant plusieurs milliers de personnes à ses manifestations, elle se place sur des terrains plus qu'ambigus en fêtant la libération de la Pologne en 1918 par Pilsudsky, libération qui vit aussi l'écrasement des conseils ouvriers.

En réalité, l'opposition la plus conséquente et la plus liée au mouvement ouvrier reste le KOR (Comité d'auto-défense sociale) né après 76 en solidarité con-

tre la répression qui frappait les travailleurs. En peu de temps, le KOR a recueilli une large sympathie qui, en Occident, a longuement masqué ses tendances sociaux-démocrates. Sans programme précis, le KOR a pourtant un large impact grâce surtout à son journal bimensuel *«Robotnik»* (L'ouvrier) et à son réseau de correspondants dans toutes les villes. La création même du journal révèle les désirs profonds des dirigeants du KOR : après les émeutes de 76, le KOR tenta la mise en place de cercles ouvriers, sans aucune réussite. La frange combative des travailleurs voulait passer à l'action directe. Dans les instances du KOR la stratégie fut tracée : *«Au lieu de leur donner des grenades, donnons-leur un journal!»*. *«Robotnik»* était né (*). Une dizaine d'autres périodiques suivirent, complétés par les éditions indépendantes *«Nowa»* qui, depuis Juin 77, ont publié une centaine de livres.

Le Parti Communiste n'est pas lui-même à l'abri des divergences. Nous avons déjà parlé du journal *«Politika»* dirigé par Rakowski, membre moderniste du Comité Central. Mais celui qui joue un grand rôle c'est le groupe DIP (Expérience et Avenir) fondé fin 78. Club de recherches, il regroupe des intellectuels catholiques et des membres critiques du PC. Le journaliste Stefan Bratkowski, militant communiste et membre du DIP en définit ainsi les objectifs : *«Le DIP est né d'une volonté d'action dans le but de faciliter une entente sociale en Pologne. [Il cherche à créer] une culture de la négociation, [à] assainir cette République, celle qui existe. Il n'est pas question de la démanteler, ni de la détruire... Il n'y a pas assez de place, ici, pour la guerre sociale.»*

LES PEURS DE L'OPPOSITION

La guerre sociale, telle est la peur du DIP, de l'Eglise et du KOR. Celui-ci a constamment cherché à encadrer, et à freiner, un mouvement ouvrier de plus en plus autonome. Une volonté réformiste marque la tendance générale des dirigeants du KOR. L'idée essentielle reste celle d'une transformation graduelle, très lente, afin d'éviter une possible intervention militaire russe. Pour cela il faut mener de front un encadrement de la classe ouvrière en satisfaisant certaines de ses revendications et développer des propositions de réforme qui rassurent la bureaucratie en place.

Le «héros» de cette tentative pour constituer une nouvelle direction rassemblant l'opposition «responsable» et le courant moderniste du parti, n'est autre que Jacek Kuron. Dans un article, très critiqué de Mai 79, (*«La situation actuelle et le programme de l'opposition polonaise»*) il soulignait le danger d'une explosion sociale et souhaitait aider les courants «évolutionnistes» (tel le DIP) nés à l'intérieur de la structure officielle : *«Viser à renverser le régime actuel dès maintenant relève, selon moi, de l'aventurisme (...). Il est de notre devoir d'empêcher une telle explosion (...). Je propose donc comme modèle d'action, la pression de la population sur les autorités par des canaux officiels.»* Aujourd'hui, face aux événements, à la volonté de lutte, cette stratégie est largement reprise par des gens comme Witold Luczywo de *«Robotnik»* : *«Les groupes ouvriers organisés ont actuellement conscience que la situation économique est à tel point mauvaise et compliquée qu'on ne peut espérer une amélioration à court terme. Mais le danger est que les couches ouvrières les moins bien payées, qui vivent dans la misère, qui n'ont pas d'organisation, se mettent en branle, posent des revendications impossibles à satisfaire car la situation économique va s'aggraver. On peut revoir les explosions violentes de décembre 70.»*

(* Anecdote racontée par Jan Litynsky dans le n°1 de la revue *«L'Alternatif»*.

C'est le grand risque actuellement». (Interview du 12 Septembre).

En engageant certains membres du KOR (comme Jan Litynski de «Robotnik») en tant qu'experts, les nouveaux syndicats ont à la fois consacré leur autorité politique et lié leur avenir aux potentialités de lutte des travailleurs. A l'épreuve des faits, comment concilier un Jan Litynski qui déclare: «Nous ne croyons pas que le mot d'ordre d'autogestion puisse mobiliser aujourd'hui le mouvement ouvrier ou même, tout simplement, qu'il soit valable. Qui plus est, les ouvriers ne manifestent aucune volonté de gérer la production. Ce problème ne les intéresse pas», et un Lech Walesa qui affirme: «Une des choses que nous voulons le plus est de posséder les terres et les usines où nous travaillons»?

REUSSITES ET DANGERS DE LA VICTOIRE

Ce qui frappe le plus dans les événements en cours c'est que, peut-être pour la première fois à l'Est, les revendications ouvrières n'ont pas été seulement corporatistes, mais d'emblée sociales et politiques. A l'heure d'un bilan, une autre des avancées (par rapport aux luttes précédentes) aura été la capacité, à travers le M.K.S. (comité de grève inter-entreprises), de globaliser et de coordonner des actions, de donner une cohérence à l'ensemble du mouvement. Et cela est d'autant plus important qu'à aucun moment ça n'a empiété sur la démocratie directe enfin retrouvée. Le fait que les négociations aient constamment été retransmises sur l'ensemble du Chantier Lénine; que dans la salle des négociations des hauts-parleurs répercutaient les réactions des grévistes, est plus qu'un symbole. C'est la rupture avec une bureaucratie syndicale incontrôlable et inamovible, rupture confirmée par le projet de statut des nouveaux syndicats («On ne peut avoir la même fonction que pendant deux mandats», soit deux fois trois ans) et par une déclaration de Lech Walesa («Il n'y a pas de danger de bureaucratisation. Les diri-

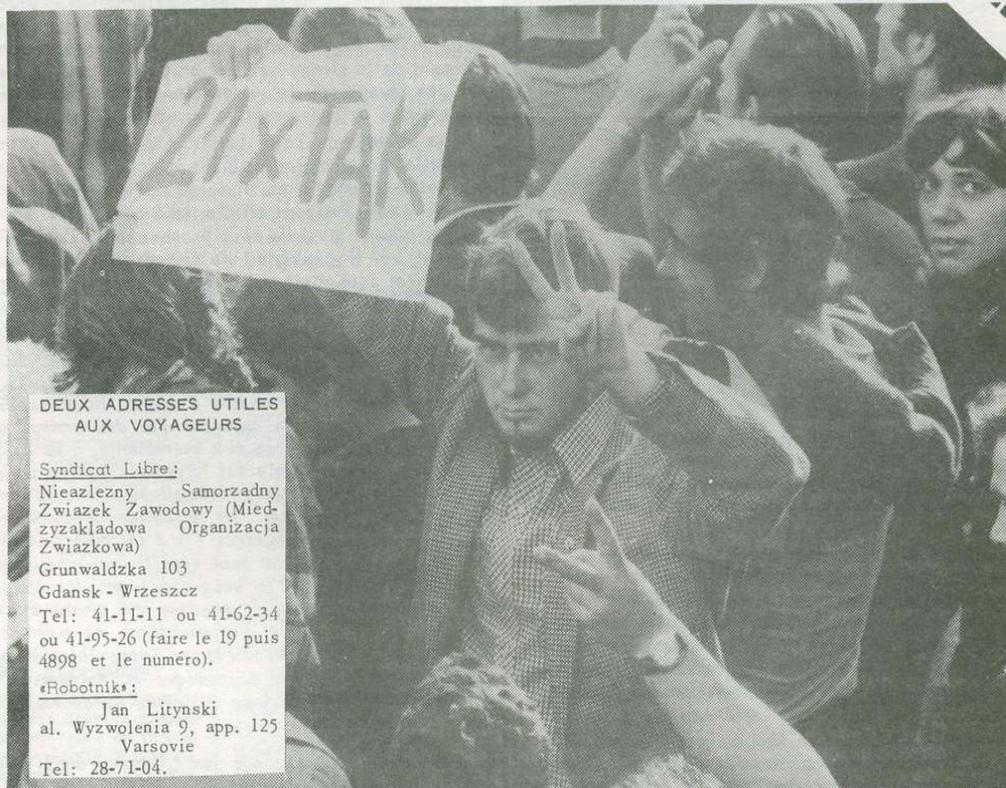
geants syndicalistes continueront à travailler comme ouvriers»).

Enfin la volonté d'autonomie et d'indépendance affirmée («Une personne ayant une fonction de direction dans les instances d'une organisation politique ne peut avoir des responsabilités dans le syndicat») met fin au monolithisme politique qui caractérise les pays de l'Est. Qu'on le veuille ou non, les ouvriers polonais ont puissamment contesté le léninisme, ses structures, ses objectifs. Ce sont des points qui ne manqueront pas d'influencer les prochaines luttes dans les pays de l'Est.

Mais la victoire a ses dangers, repérables pour qui ne veut pas tomber dans un triomphalisme qui flatte plus qu'il n'analyse. Ainsi l'affrontement ouvrier avec l'Etat ne vient pas d'une claire conscience de l'ennemi mais plutôt de l'absence d'organismes ou de structures tampons entre l'Etat-Parti et la société polonaise. L'interlocuteur le plus proche, c'est déjà l'Etat. Et c'est de là que surgit le premier risque qui guette les nouveaux syndicats: celui d'une récupération qui en fasse un instrument de médiation. Les signes inquiétants sont présents. Kania, nouveau premier secrétaire du POUV veut que «Les nouveaux syndicats soient un rouage de la démocratie socialiste». Certains «experts» poussent à la coexistence avec la bureaucratie et enfin, plus grave, le projet de statuts des syndicats «autogérés» proposent que l'un de ses buts soit «de tenter d'harmoniser les intérêts des travailleurs avec le fonctionnement de l'entreprise» (art. 3).

Alors que la crise économique polonaise ne peut que continuer à s'aggraver, que feront les syndicalistes face à elle? que feront-ils face à la gestion des œuvres sociales? Malgré le danger russe, l'affrontement avec la bureaucratie communiste est, à long terme, inévitable. Cette fois-là, la victoire est moins sûre, à moins que d'ici là la classe ouvrière russe se mette, elle aussi, en marche.

Tony ALVAREZ.



DEUX ADRESSES UTILES AUX VOYAGEURS

Syndicat Libre:
Niezależny Samorządny
Związek Zawodowy (Mied-
zylakładowa Organizacja
Związkowa)
Grunwaldzka 103
Gdańsk - Wrzeszcz
Tel: 41-11-11 ou 41-62-34
ou 41-95-26 (faire le 19 puis
4898 et le numéro).
«Robotnik»:
Jan Litynski
al. Wyzwolenia 9, app. 125
Varsovie
Tel: 28-71-04.



Pays-Bas **L'ETE DES KRAKERS**

Pas de logement, pas de couronnement!», «1871, Commune de Paris; 1980, Commune d'Amsterdam!». Ces slogans ont rythmé les émeutes qui ont marqué le couronnement de Béatrix. Le même jour, quelques 220 bâtiments ont été occupés dans tout le pays.

Les événements du 30 Avril, après les grèves sauvages de Rotterdam en automne 79 (*) et les barricades de début Mars à Amsterdam, marquent l'effondrement du consensus social qui dominait jusqu'ici le pays.

Le mouvement des «Kraakers» prend sa source dans la scandaleuse situation du logement. Dans le seul Amsterdam, il y a 53.000 personnes sur des listes d'attente, alors que de nombreux immeubles sont destinés à la démolition ou maintenus vides par la spéculation. Si à cela on ajoute qu'ici le «squatt» n'est pas illégal (s'il n'y a pas effraction), on se retrouve avec plus de 10.000 squatters occupant quelques 5.000 immeubles! Et les «Kraakers» ne se contentent plus d'occuper des logements anciens, mais s'en prennent maintenant à des appartements de luxe à peine terminés, à des bureaux...

Ce qui frappe le plus les observateurs c'est l'immense capacité d'auto-organisation de ce mouvement. S'il est loin d'être homogène (rappelons qu'il touche plusieurs dizaines de milliers de personnes) il est, particulièrement dans les grandes villes, d'une efficacité redoutable. A Amsterdam, par exemple, les «Kra-

kers» possèdent des permanences dans plus de vingt quartiers, des cafés, des «boutiques juridiques», plusieurs émetteurs-radio et sont en contact téléphonique permanent à travers un «Central Alerte». De plus, organisés par quartier, ils versent (à la place des loyers) des contributions qui, centralisées, permettent de faire face aux réparations nécessaires dans certaines maisons et aux déménagements «intempestifs» imposés par la répression.

Ce mouvement aux caractéristiques nettement libertaires (action directe, autonomie, fédéralisme) marque l'irruption massive, sur la scène politique néerlandaise, d'une opposition radicale et extra-parlementaire. «Elsevier» (journal patronal style «L'Expansion») s'en émeut: «Le plus grave danger pour notre société est de constater la perte d'influence des organisations traditionnelles au profit des groupes anarchistes de plus en plus influents, dans le mouvement des «Kraakers» par exemple. Il est intolérable que des drapeaux noirs flottent en permanence sur de nombreux immeubles d'Amsterdam».

Cet été, ces drapeaux ont continué à flotter; la lutte s'est poursuivie comme en témoignent, ci-après, des camarades néerlandais. ■

(*) Voir «Agora» n° 1.

• JUILLET 1980

Les «Kraakers» (squatters) occupent un certain nombre d'appartements de luxe récemment construits près de la gare centrale, sur le *Prins Hendrikkade* (Quai du Prince Hendrik). Ces appartements, dont les loyers sont très élevés (4.000 Frs) sont la propriété de l'*Exploitiemaatschappij Huizenbouw Amstelveen* (So-

ciété d'exploitation et de construction «Amstelveen») spécialisée, comme ses consœurs, dans la spéculation immobilière.

Considérant que ce genre de situation constitue une véritable provocation pour tous ceux/celles qui sont à la recherche d'un logement à Amsterdam, les Kraakers appliquent leur nouvelle stratégie qui consiste à passer à l'action directe contre toute forme de

spéculation capitaliste.

La société exploitatrice porte immédiatement plainte et, fin Juillet, le Juge W. Borgerhoff-Mulder rend son verdict: dans les 15 jours qui suivent, les appartements doivent être évacués.

Les kraakers répondent par une déclaration publique dans laquelle ils dénoncent: «(...) la "Justice" qui une fois de plus prend parti pour les spéculateurs du

Grand Capital (...) Nous nions toute validité à ce jugement qui va à l'encontre des intérêts des mal-logés. C'est pourquoi nous ne quitterons pas les lieux.

En même temps, les krakers barricadent les lieux et accumulent du matériel d'auto-défense. Ils/elles déploient une banderolle géante sur laquelle on peut lire: «Nous évacuer? N'y pensez pas!» le tout agrémenté de drapeaux noirs.

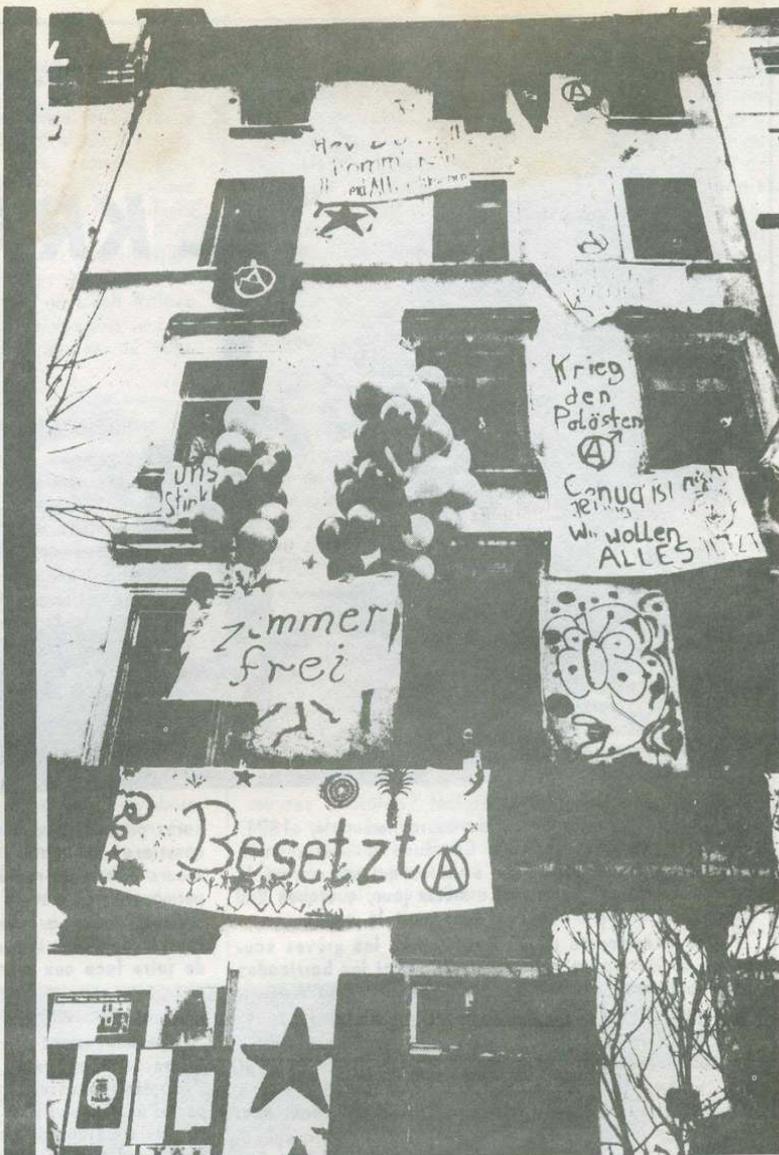
Les jours passent et les krakers sont toujours là... Le Gouvernement et la Presse de droite s'indignent: «Si dans ce pays, on ne peut même plus faire respecter une décision de Justice, c'est que "l'Etat de Droit" est gravement menacé par l'anarchie» (De Ruiter, ministre de la Justice).

C'est que Polak, maire social-démocrate d'Amsterdam (et, à ce titre, ayant autorité de police) est bien emmerdé. Sa réputation est déjà plus que compromise après les affaires de la Vondelstraat et du Couronnement du 30 Avril. Lui et son Parti, le PVDA (PS), vont multiplier les tentatives de mougouilles pour convaincre les krakers de s'en aller «pacifiquement».

Le PVDA propose une réunion de conciliation avec les «représentants» des krakers dans ses locaux. Réponse des krakers: «Pas de négociations secrètes, si vous voulez discuter, venez dans la rue et faites-le devant tout le monde». Démocratie directe oblige! Bien entendu, les «socialistes» refusent. Puis c'est au tour des syndicats: «Nous comprenons le problème des squatters, mais il faut respecter les décisions de la Justice». Ils ont autant de succès que leurs petits copains du PVDA, c'est-à-dire aucun. Le week-end des 16/17 Août, Polak prévient que l'évacuation est imminente. Les flics des ME (Unités Mobiles) commencent à converger vers Amsterdam. Le week-end se passe tandis que le «Conseil des Eglises» intervient à son tour, sans plus de succès.

● MARDI 19 AOUT 80, 16 H 30:

La radio pirate des krakers avertit: «Ils arrivent». «Ils», ce sont 3.000 membres des ME, de la Maréchaussée (Gendarmerie) suivis d'auto-mitrailleuses, de bulldozers blindés, de motopompes et de 3 énormes grues hydrauliques. Sur les plateformes des grues, des membres de la B.S.B. (commandos de la Maréchaussée entraînés par la B.G.S. allemande) munis de carabines à viseurs télescopiques. De petits groupes brandissant des drapeaux noirs lancent des pierres sur les



«1980, Commune d'Amsterdam!»

flics dans la rue puis se retirent.

C'est alors la surprise la plus totale pour les flics qui surveillaient le bâtiment depuis plusieurs jours: sur les 70 krakers sensés occuper les appartements, il n'en reste que... 2 plus quelques journalistes!

L'un d'entre eux lit au mégaphone une déclaration: «Nous avons décidé, face à ce gigantesque appareil policier, de refuser l'affrontement dans le bâtiment même... ce qui ne veut pas dire que nous renonçons à notre lutte et à notre volonté d'occuper partout où nous le jugerons nécessaire. Nous gardons notre lutte en main et décidons nous-mêmes de ce qu'il y a lieu de faire». Le second kraker apparaît à son tour et brandit ironiquement un bouquet de fleurs. Les flics sont totalement médusés (on va savoir

très vite que les occupants se sont enfuis par une galerie creusée à travers le mur donnant dans une église adjacente).

Mais entre temps, plusieurs milliers de personnes commencent à bombarder les flics à coup de pierres, etc... dans les rues proches du Prins Hendrikkade. La police charge dans les rues et avenues autour de la Gare Centrale, utilisant une compagnie montée sur side-car (technique piquée, cette fois, aux flics français). Les affrontements sont brefs mais violents (des manifestants sont jetés dans le canal). Les flics, ridiculisés devant le bâtiment qu'ils assiégeaient, sont attaqués de toute part.

Puis, le bruit court que les ME vont s'attaquer au *Groote Keijser*. Ce bâtiment, occupé depuis plusieurs mois dans un autre

quartier d'Amsterdam, est devenu le symbole du mouvement. C'est de là qu'émet la radio.

Les manifestants se regroupent alors dans ce secteur et dressent des barricades. En fin d'après-midi, Polak et ses sbires assurent qu'ils ne toucheront pas au Groot Keijser pour cette fois et les barricades sont alors démantelées dans la soirée.

Le bilan de la journée s'élève à une vingtaine de blessés (dont la moitié chez les flics) et à peu près autant d'arrestations.

• OU VA LE MOUVEMENT DES KRAKERS ?

est maintenant la question que tout le monde se pose en Hollande. Actuellement, une chose est certaine: la fraction la plus active du mouvement (que la presse appelle le «noyau dur») a perdu toutes ses illusions en ce qui concerne les Partis de gauche et les Syndicats. La tendance est donc à une accentuation du caractère autonome de la lutte et à une prise de conscience anti-capitaliste globale. Il est intéressant de constater par ailleurs l'utilisation systématique de «symboles» anarchistes (drapeaux noirs, «A» cerclés, etc...) par les krakers bien qu'ils n'aient dans leur majorité que peu ou pas de rapports directs avec le mouvement libertaire spécifique hollandais. Les partis de tous bords ne s'y trompent pas lorsqu'ils parlent d'un «ébranlement en profondeur de la démocratie parlementaire».

Le problème est d'autant plus sérieux que le mouvement des krakers est en Hollande un véritable mouvement de masse dans lequel on retrouve toutes les composantes du prolétariat.

Si les occupants du Groot Keijser peuvent se permettre de défier ouvertement les autorités depuis plusieurs mois, c'est que ces dernières savent très bien à quoi elles doivent s'attendre si elles tentent un coup de force.

Ceci dit, personne (y compris nous-mêmes) ne peut prévoir l'évolution de la situation. Nous ne pouvons que constater une tendance actuelle.

La bourgeoisie sent bien le danger. L'un de ses représentants, membre du VVD (Parti Libéral) n'a-t-il pas déclaré après l'affaire du Prins Hendrikkade:

«L'évacuation du Prins Hendrikkade en soi ne vaut pas la peine de risquer des morts, mais la défense de l'Etat de Droit, si!».

Walchers Anarchisties
Kollektief.

Irlande

Pour en finir avec les Block-H!

Irlande, une guerre impérialiste qui n'en finit pas. Les britanniques y trouvent l'occasion de s'illustrer militairement et de faire de ce pays un champ d'expérimentation de la répression européenne d'avant-garde. Sur l'ensemble des territoires anglais et irlandais, plus de 3.000 personnes sont détenues du fait de la guerre. Dans les ghettos catholiques d'Irlande du Nord de nombreuses familles ont quelqu'un en prison. Dans ces mêmes ghettos, 40% de la population active est sans emploi. Comme si cela ne suffisait pas, on y a ajouté l'arbitraire le plus total. En 1971 est mise en place la procédure «d'internement administratif»: plus besoin de jugement, ni de procès. En 1976, le statut politique des prisonniers est supprimé.

Et puis, il y a ces nouveaux camps de concentration que sont les Block-H. A Long-Kesh, à 16 kms de Belfast, sont détenus, dans des conditions d'hygiène et de brutalité intolérables, quelques 400 hommes. Les femmes, elles, sont isolées à la prison d'Armagh. Depuis longtemps, les détenus réclament le statut politique et pour appuyer leur revendication ils refusent d'endosser l'uniforme pénitencier, ce qui leur vaut (pour certains depuis trois hivers) de vivre nus sous leurs couvertures. A Armagh, comme à Long-Kesh, femmes et hommes font également une «grève de l'hygiène» pour protester contre l'insalubrité qu'on leur impose. Quant aux brutalités, il suffit de savoir que nombre de gardiens sont membres d'organisations extrémistes protestantes.

Depuis peu, l'IRA provisoire a rompu son isolement en acceptant de s'engager dans une campagne unitaire contre les Block-H qui a vu converger toutes les forces de gauche et d'extrême-gauche parmi lesquelles nos camarades libertaires irlandais de l'A.W.A. (Anarchist Workers Alliance). En Juin, une manifestation en faveur des «droits de l'homme» dans les prisons britanniques a rassemblé plus de 4.000 personnes à Belfast.

En France, une pétition nationale circule sous l'égide du journal «Irlande Libre» (1, rue Keller, 75011 Paris) et du Comité Irlande (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris).



Anarchistes irlandais en manif.

Espagne

C.N.T., ruptures consom- mées

Après la rupture provoquée par le déroulement scandaleux du V^e Congrès (qui a eu lieu à Madrid en décembre 79), la CNT dite rénovée a tenu un Congrès Extraordinaire les 25, 26 et 27 juillet derniers, à Valence. Y ont pris part, non pas les 120 syndicats et 500 délégués que les organisateurs disaient attendre, comme ils avaient cru bon de le dire à la presse, mais 70 syndicats et quelques 150 délégués (autant d'invités et observateurs). Trois régionales étaient absentes: Extrémadure qui n'existe pour ainsi dire pas; Rioja qui ne représente que quelques dizaines de militants; Galice surtout qui fonctionne de façon autonome et ne veut, pour l'instant, rien savoir des deux comités nationaux, bien qu'elle ait récusé le V^e Congrès.

Les débats se sont tenus selon un déroulement remarquable: respect des règles de fonctionnement, possibilité de présenter et défendre des motions minoritaires... Les syndicats représentés ont, par ailleurs, révélé une certaine unité de vue et une réelle présence à la base, dans les luttes (Michelin à Vitoria, Ensidesa à Gijon).

Néanmoins, la CNT-rénovée se voit guettée par deux dangers bien précis: le réformisme et le nationalisme. Le premier ne date pas d'hier... Ce courant a toujours existé, historiquement, dans la CNT. Bien qu'étant nettement minoritaire, il pourrait se trouver renforcé, si les militants n'y prennent garde, par la possible entrée, à terme, de courants autogestionnaires de l'USO et oppositionnels de la CSUT de Ca-

talogne. Quant au nationalisme, il a également pointé le bout de son nez (quoique timidement encore) à travers les interventions de certains délégués venus des régionales confrontées à ce problème: Catalogne et Euskadi.

Ceci dit, le Congrès a permis aux syndicats représentés de se doter d'une stratégie syndicale commune: participation aux négociations collectives; impulsion des sections syndicales d'entreprises; participation tactique et non de principe à certaines élections syndicales. Ont également été débattus les thèmes de structure organisationnelle et des relations internationales notamment.

Signalons aussi que, parallèlement à ce Congrès et dans la même ville, la CNT-historique organisait des journées anarcho-syndicalistes qui ont attiré assez peu de monde (quelques centaines de personnes). Il est vrai que la région choisie est à forte implantation de la CNT-rénovée... Il est vrai, surtout, que le mouvement libertaire espagnol dans son ensemble, et la rupture n'en est qu'une des raisons, connaît aujourd'hui une baisse impressionnante d'effectifs militants et ce, quelle qu'en soit la tendance.

Le représentant de l'AIT présent à ces journées anarcho-syndicalistes a déclaré ne pas reconnaître la CNT-rénovée ce qui, après coup, a dû bien faire rigoler cette dernière dans la mesure où, au cours du Congrès, elle avait déjà pris l'accord de ne pas reconnaître la fantomatique AIT et d'aller vers la reconstruction d'une Internationale digne de ce nom... ■

Solon.

CONGRES DE VALENCE

Nous avons choisi de reproduire ci-dessous de larges extraits de l'accord sur les Elections Syndicales pour deux raisons essentielles: c'est celui, tout d'abord, auquel les délégués ont accordé une importance capitale; ensuite, malgré une analyse sensiblement identique de la nature de ces élections entre les «rénovés» et les «historiques», il signifie une rupture totale avec le boycott actif adopté par ces derniers. Reste à savoir si cette «première» dans l'histoire de la CNT permettra effectivement de jouer le rôle qui lui a été dévolu ou si l'intégration se fera inévitable... Attendre pour voir!

(...) Les élections syndicales sont, comme la C.N.T. n'a cessé de le répéter, une forme organisationnelle étrangère au mouvement ouvrier révolutionnaire, avec laquelle l'Etat a tenté de freiner ce dernier en imposant des structures qui entraînent l'acceptation du syndicalisme réformiste.

Les comités d'entreprise, créés par le capital pour se substituer à l'action des sections syndicales d'entreprise, renferment de grands défauts:

a) Ce sont des organes de délégation, c'est-à-dire des organes dans lesquels on délègue, par Loi, les fonctions de décision qui relèvent des assemblées d'usine, et les pouvoirs de négociation que les sections syndicales, de par leur nature, ont ou devraient avoir.

ELECTIONS SYNDICALES

b) Ce sont également des organes corporatistes.
(...) c) Ils se constituent en organes de collaboration avec le patronat. Dans la majorité des cas, face à des mobilisations radicales spontanées ou face à la nécessité de radicaliser une lutte (avec tous les problèmes que cela suppose: descendre dans la rue, ordre public, etc.), les comités, suivant les consignes de leurs partis réformistes, pacifient les travailleurs et réalisent de véritables pactes sociaux avec le Capital au niveau des entreprises.

Les dernières élections syndicales ont eu diverses conséquences, aussi bien pour notre organisation que pour le mouvement ouvrier. Parmi ces conséquences, nombreuses et diverses, nous pensons qu'il faut mettre



l'accent sur les suivantes :

- a) Isolement de nos militants dans le cadre des entreprises.
- b) Marginalisation de notre Organisation syndicale dans les entreprises.
- c) Diminution progressive du nombre d'adhérents et de militants en raison de notre carence réelle d'alternative.
- d) Elles ont rendu possible, à cause de ce qui précède, une criminalisation de notre Organisation par le patronat et les centrales syndicales collaborationnistes.
- e) Difficulté toujours plus accrue de faire connaître nos sigles et notre alternative à un éventail plus large du Mouvement Ouvrier.(...)

Face à cette situation et devant la nécessité d'une organisation afin que puisse venir le jour où nous, les travailleurs, nous nous affronterons au Patronat et à son Etat, il est nécessaire d'oublier le boycott symbolique et d'accepter la participation représentative en rapport direct avec le degré de conscience des travailleurs et non pas en fonction d'un volontarisme sans force réelle.

Considérant que les comités d'entreprise issus des élections de délégués, représentent pleinement la continuité des entités syndicales franquistes, leur caractère hiérarchique, mandataire et autoritaire; et considérant que ceci ne fait que dissimuler les centrales syndicales réformistes qui, en s'appuyant sur eux, se développent dans les entreprises à seule fin de ne pas laisser croître le mouvement syndical révolutionnaire et les décisions directes des travailleurs dans les assemblées.

C'est pourquoi nous pensons que la C.N.T. peut annoncer aux travailleurs qu'elle se présente aux élections syndicales avec une cohérence bien définie et sans se leurrer. Elle se présente en tant que syndicat afin de pouvoir disposer de la liberté de mouvement nécessaire qui ne lui est pas permise maintenant. Et

elle peut annoncer que la C.N.T. s'engage à continuer à réaliser le syndicalisme révolutionnaire - anarcho-syndicalisme - qui l'a caractérisée, c'est-à-dire à travailler syndicalement dans les entreprises pour tous les travailleurs.

Pour tout ceci, et étant donnée la situation différente de nombreux comités d'entreprise qui, de par leurs particularités, peuvent représenter un organe transformable, c'est-à-dire qu'existe la possibilité de changer leur fonctionnement, la C.N.T. considère que ses délégués ont également l'obligation, là où de telles possibilités existent, de vider les comités de leur contenu hiérarchique pour les transformer en des organes d'expression des travailleurs et des sections syndicales.

Les délégués de la C.N.T. mettront à la disposition de leurs sections syndicales ou de leurs syndicats une lettre de démission signée afin d'assurer leur non-corrupcion, de telle sorte que la section ou le syndicat en question puisse en faire usage comme il lui conviendra.

De même, les délégués de la C.N.T. ne participeront en aucun cas à une organisation inter-sectorielle ou inter-entreprises, en soulignant aussi bien ausein du comité que dans les assemblées que cette coordination doit se réaliser à travers les organes syndicaux correspondants.

Pour conclure, il nous faut dire que nous n'acceptons pas les élections syndicales comme principe car elles sont une forme de représentation anti-syndicale, imposée par le Patronat et son Etat, mais que face à la situation sociale précédemment exposée nous devons nous prononcer pour un oui tactique qui se concrétise par :

- Renforcement de l'action syndicale à travers les sections syndicales dans toutes les entreprises où elles peuvent s'implanter, en prenant en compte le fait que la décision est de la compétence exclusive des sections syndicales.
- Participation aux élections de délégués aux comités d'entreprise dans tous les endroits où le rapport des forces existant ne permet pas d'imposer les sections syndicales. ■

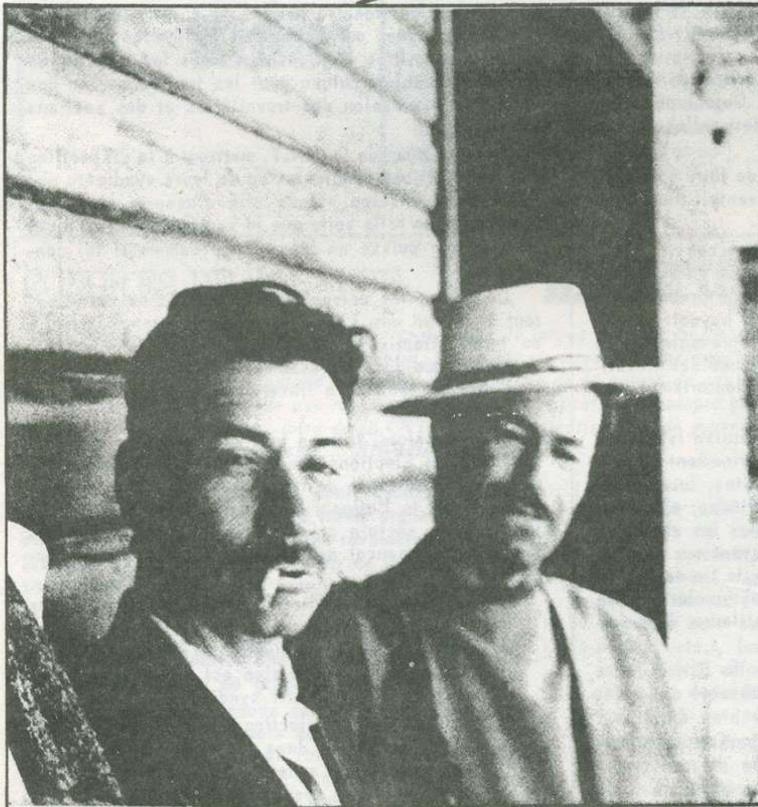
Mexique

ans cette Amérique Latine périodiquement secouée par des mouvements révolutionnaires (récemment, au Nicaragua et El Salvador), dans ce sous-continent où le bruit des bottes semble être le lot quotidien (en Bolivie, dernièrement), le Mexique a toujours donné de lui l'image d'un pays politiquement stable, démocratique à souhait...

D'ailleurs, nous dit-on, le Mexique n'est-il pas ce pays qui n'a jamais voulu reconnaître l'Espagne de Franco alors qu'il entretenait de bonnes relations avec Cuba? Et puis, la «réforme politique» de 1978 n'a-t-elle pas été jusqu'à légaliser le P.C.?

Hélas, pour qui tend un peu l'oreille, il y a bien longtemps que cette façade s'est fissurée...

LA CRISE QUI VIENT



Le Mexique, ce sont tout d'abord ces 65 millions d'habitants sur un territoire grand comme quatre fois la France, mais dont les 60% de la population se concentrent dans des villes comme Mexico qui, avec ses 14 millions d'habitants, voit quelques trois millions d'entre eux s'entasser dans le plus grand bidonville du monde. Avec un taux de croissance démographique qui compte parmi les plus élevés du monde, sa population augmente de deux millions de personnes chaque année.

Mais, outre le gaz, l'uranium, le charbon, la plus grande production d'argent du monde, le fer, le zinc, le soufre (et j'en passe...); outre aussi ses produits agricoles comme le coton, le café... le Mexique est aujourd'hui au 6^o rang mondial en réserves prouvées de pétrole. Et si les réserves potentielles venaient à être confirmées, il serait ainsi propulsé au 1^o rang mondial... On voit, du coup, l'intérêt soudain suscité par ce pays!

Le petit voyage touristique de Giscard, en 1979, et qui lui a permis de ramener dans ses bagages un accord de fourniture à la France de 5 millions de tonnes de pétrole à compter de cette année, en est la preuve. On voit

également se bousculer au portillon Renault, PUK, Creusot-Loire, la BNP, Paribas, Rhône-Poulenc, Gervais-Danone et l'illustre Club Méditerranée... De même, les USA se sont empressés, aussitôt la nouvelle répandue, de baptiser le Mexique de «nouvelle Arabie Saoudite de l'an 2000» et d'y aller de leurs prévisions, toutes plus précises les unes que les autres: une équipe de spécialistes de la CIA se penche tout particulièrement sur l'affaire. Car au moment même où l'Iran fait des siennes et où les Etats-Unis cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement, quelle aubaine de découvrir des puits de pétrole devant la porte même de la maison! D'autant plus que la proximité des USA est un garant indiscutable de la bonne marche politique du Mexique. Aujourd'hui, plus personne n'en doute; un ancien ministre mexicain ne déclarait-il pas que: «Le plus puissant ciment de la nation mexicaine, c'est la présence du colosse américain à nos portes. Si nous laissons le désordre s'installer chez nous, c'est lui qui viendra rétablir l'ordre.» (1).

● UN POPULISME IMMOBILISTE ●

Cette stabilité politique du Mexique ne date pas d'hier... Après les retombées de la Révolution mexicaine et dans la foulée des entreprises de récupération du mouvement, se crée d'abord le Parti National Révolutionnaire qui deviendra, en 1946, Parti Révolutionnaire Institutionnel, après une brève apparition comme Parti Révolutionnaire Mexicain. Ainsi, depuis le début des années 30, sous des étiquettes changeantes et interchangeables, le P.R.I. veille et gouverne.

Le P.R.I., c'est le parti populiste classique, comme en comptent un bon nombre d'autres pays latino-américains (l'APRA au Pérou, le péronisme en Argentine) (2). Il se dotera, bien sûr, d'un important réseau de structures pour quadriller le pays et perfectionnera son rôle de contrôle social en impulsant la création de deux centrales syndicales: la Confédération des Travailleurs Mexicains (3), pour la classe ouvrière; la Confédération Nationale des Paysans, pour les campagnes.

L'ascension à la présidence de Lopez Portillo, en décembre 1976, se produit dans une période de très forte agitation sociale, conséquence d'une grave crise provoquée par son prédécesseur, Luis Echeverria (4). C'est en 1970 que ce dernier accède à la

présidence du Mexique et son mandat prendra fin sur une des crises économiques les plus importantes du pays. Mais c'est Lopez Portillo qui, en tant que ministre des finances, déclenchera cette situation: libérant les prix de l'énergie, s'ensuit une fuite éperdue de capitaux (estimée à 4 milliards de dollars), une inflation galopante, une dévaluation de 100% du peso...



Giscard avec Lopez Portillo

Ainsi, avec un mouvement ouvrier étouffé par une énorme bureaucratie syndicale pro-gouvernementale, Lopez Portillo n'a pas eu trop de mal à faire payer aux travailleurs les frais de cette crise. Et les perspectives qui s'offrent à eux ne sont pas, à vrai dire, reluisantes. Le ministre mexicain du secteur public et du développement industriel déclarait: «Si nous parvenons à faire croître notre économie au rythme de 9 à 10% sur une période de 10 ans, alors nous pourrions raisonnablement espérer résoudre le problème du chômage dans les années 90. Il n'est pas réaliste de compter le résoudre avant».

Avec un chômage et un sous-emploi qui touchent la moitié des Mexicains (et en poussent 800 000 à émigrer aux USA chaque année ou à y rechercher un emploi saisonnier pour plusieurs millions d'entre eux); avec aussi une baisse du pouvoir d'achat de 40% entre 1977 et 1979, c'est la question agraire qui cristallise essentiellement les conflits sociaux, dans ce pays où 39% des habi-

tants sont paysans et où seuls 14% des terres sont cultivées.

● PROBLEME AGRAIRE ET GUERRE DE CLASSES ●

Le PRI ne cesse de se présenter comme le gardien des «idéaux révolutionnaires et de la Constitution de 1917». Une Constitution qui stipulait notamment la garantie d'un salaire minimum, la protection des travailleurs agricoles, l'impossibilité d'une concentration des terres en de grands domaines... Aussi, faut-il préciser qu'aujourd'hui 90% des travailleurs agricoles perçoivent des salaires en-dessous du minimum légal. De même, malgré l'appellation de «petits propriétaires», de véritables latifundistes ont vu le jour à l'ombre de la Constitution. Aux côtés d'une exploitation agricole archaïque dans le sud du pays, une agriculture de pointe se développe. Sa production est essentiellement destinée à l'exportation (notamment vers les Etats-Unis) trouve son bastion dans les Etats du Nord du Mexique où le taux de mécanisation est le plus élevé du pays et qui totalisent les 25% des surfaces fertilisées ainsi que plus des 50% des terres équipées pour l'irrigation. La grande culture apparaît ainsi entre les mains de quelques 65 000 «petits propriétaires» comme les désigne le discours officiel.

La découverte de pétrole dans le Sud a déjà entraînée la perte de milliers d'hectares cultivées. Et ceci se produit au moment même où les recherches pétrolières se multiplient dans cette zone, au moment aussi où Lopez Portillo annonce la fin de la répartition des terres, laissant de trois à quatre millions de familles démunies du moindre lopin... Nul doute que la fièvre pétrolière viendra grossir encore plus leur nombre déjà impressionnant!

Dans ces conditions, les conflits sociaux les plus importants se produisent dans le Sud, dans ledit «Mexique Indien» (Etats de Guerrero, Oaxaca, Chiapas...). Ici, l'agitation paysanne y est amplifiée par le problème indien: cette minorité politiquement opprimée, culturellement dépossédée, économiquement exploitée...

On comprend mieux, dès lors, les informations qui nous parviennent faisant état d'une répression très dure et, il faut bien le dire, déjà devenue monotone... dans cet «flot de démocratie dans une mer de dictatures» que la légende voudrait faire du Mexique. Les polices parallèles, les groupes para-militaires, les séquestra-

SANS FRONTIÈRES

tions et disparitions accompagnées des tortures et mutilations, ne sont pas une exclusivité du Brésil, de l'Uruguay ou de l'Argentine. Le Mexique s'est doté, lui aussi, d'une équipe de spécialistes en démolitions humaines: la «Brigade blanche».

Comme le capitalisme a déjà su nous en convaincre tout au long de son existence, il ne saurait reculer devant aucun moyen pour imposer sa loi de la valeur: une histoire jalonnée de crimes, massacres et génocides... Ainsi, la Banque Interaméricaine de Développement, au capital financier nord-américain, a pu marchander ses prêts en échange d'une réduction du taux de natalité dans les pays latino-américains. Aussi, le Mexique s'est-il empressé, depuis la présidence de Luis Echeverría, de lancer une vaste campagne dans ce sens. Une campagne qui se concrétisa, dans le Valle de Toluca et la Sierra de San Andrés, par l'activité remarquable et remarquée d'un «groupe éducatif» financé par les USA et qui s'appliqua tout particulièrement à mettre en pratique tout un plan de stérilisation des indiennes mazahuas... (5).

«Depuis 1970, nous avons recensé 478 séquestrations dont les autorités nient forcément l'existence. En 1978, le gouvernement, qui niait jusque-là l'existence de détenus politiques, a libéré 1900 personnes, mais 54 prisonniers n'ont pas été relâchés. Aujourd'hui, il nie de la même façon le cas des séquestrés» (6).

De même, le 31 mai dernier, l'armée massacrait plusieurs dizaines de paysans dans l'Etat de Chiapas et quelques temps auparavant, un autre massacre de paysans avait été perpétré à Veracruz où furent assassinés vingt paysans (7).

ET LE MOUVEMENT LIBERTAIRE, AU MEXIQUE ?

Après une influence non négligeable, au début du siècle, dans la Révolution mexicaine, la CGT, la grève générale de 1916, la Commune de Veracruz en 1920-1922 et les grèves dans les tramways, le mouvement libertaire vivra, au Mexique, une longue période de «traversée du désert». Certes, la Fédération Anarchiste Mexicaine, rassemblant des groupes épars de la CGT et de la Fédération Anarchiste du Centre, sera créée en 1941. Mais la F.A.M. reste marginalisée, avec une implantation plus que réduite, exception faite de son influence notable, dans les années 50 et 60, parmi les communautés



Petits propriétaires ?

paysannes de Nayarit et dans le district fédéral.

Et puis, c'est 1968 avec une forte agitation non seulement étudiante mais aussi paysanne qui sera noyée dans le sang le 2 octobre sur la place de Tlatelolco. L'après-68 verra la F.A.M. se doter d'une publication régulière: «Regeneracion», mais ses groupes, composés pour l'essentiel de vieux militants, resteront marginalisés. Ce n'est qu'en 1970 que la Fédération vit une période de revitalisation, lors de l'entrée d'un groupe de jeunes camarades. Mais la répression ne tarde pas à s'abattre.

Le premier coup dur sera l'assassinat, en juin 1971, du militant José Moreno Redon. En 1972 quelques militants qui diffusaient le journal sont séquestrés par la police. Cette même année, un camarade du groupe «Ricardo Flores Magón» est abattu à Durango. De fait, cette période de 1973-1977 durant laquelle la F.A.M. interviendra aux côtés des travailleurs de la métallurgie, du bâtiment, de l'habillement et en soutien aux luttes paysannes, sera riche en initiatives, mais qui ne parviendront pas à lui donner un poids réel.

Le fait le plus important semble être l'apparition récente, au cours de ces trois ou quatre dernières années, de nombreux groupes anti-autoritaires et libertaires, dont certains ont une réelle

influence. Dans les milieux universitaires d'abord, surtout à Mexico, où existent de nombreux collectifs libertaires en Architecture, Vétérinaire, Droit, Economie, Anthropologie, Sciences Politiques, etc... De même, certains de ces groupes ont une influence évidente sur des syndicats indépendants, et interviennent sur des terrains comme: sexualité, écologie, femmes, éducation alternative, anti-psychiatrie, contre-culture... Ce genre de collectifs existent dans tout le pays, mais ont bien souvent une vie éphémère et restent assez isolés les uns des autres.

«Le principal problème des libertaires mexicains aujourd'hui est l'absence de la moindre coordination. C'est ce qui a fait qu'au moment des répressions la réponse ait été inexistante: par exemple, entre 1977 et les premiers mois de 1978, le Mouvement Démocratique Universitaire d'Oaxaca impulse un mouvement autonome, étroitement lié aux paysans de la région. La répression étatique se centre sur les paysans d'Oaxaca et le mouvement, aux fortes caractéristiques libertaires, est étouffé; si lors de ces événements, une solidarité libertaire efficace s'était développée, le résultat aurait été fort différent. Nous pouvons citer les cas des camarades Efraen Calderonjara du Front Syndical Indépendant du Yucatan ou Rodolfo Aguilar, du quartier populaire de Chibuabua, assassinés respectivement en 1974 et 1977, sans qu'il y ait eu la moindre riposte de la part des libertaires mexicains» (8).

Souhaitons que les camarades mexicains sachent tirer les enseignements de leurs échecs, qu'ils parviennent à dépasser l'état actuel de dispersion et qu'ils puissent enfin avoir un poids spécifique dans la lutte des classes d'un Mexique qui vit aujourd'hui des moments décisifs. Et ce n'est pas moi qui le dit:

«L'avenir proche sera pour le Mexique une période critique, car les tensions sous-jacentes qui ont éclaté au grand jour sous le précédent président Echeverría, prenant la forme d'une agitation sociale et d'une appropriation de terres par les paysans, demeurent toujours» (9).

Selon AMOROS.

(1) Cité par J.-P. Clerc, dans son article «Progrès et piétinements», «Le Monde Diplomatique», mars 1979.

(2) Voir le très intéressant article de James F. Petras «La social-démocratie en Améri-

que Latine», «Le Monde Diplomatique», juin 1980. On y découvre les liens étroits qui unissent l'Internationale Socialiste et certains de ces partis populistes, dont le P.R.I.

- (3) Le dirigeant de la C.T.M., Fidel Velasco, se trouve à sa tête depuis 1941 et ne semble pas disposé à lâcher le poste...
- (4) Il s'agit de celui-là même qui était ministre de l'Intérieur lorsque, à la veille des Jeux Olympiques, se produisit le massacre d'étudiants qui manifestaient sur la Place des Trois Cultures de Mexico, le 2 octobre 1968.
- (5) Cité par un camarade libertaire mexicain dans un article «El despertar del indio», «Bicicleta» n°26.
- (6) Déclaration de German Segovia, porte-parole du Comité national pour la défense des persécutés et prisonniers politiques mexicains. «Libération» du 2 juin 1980. Voir également «Le Monde Libertaire» n°361, du 5 juin 1980.
- (7) Déclaration de Rosario Ibarra de Piedra, membre de la délégation en Europe du Front National contre la répression. «Rouge» n°926, du 4 au 10 juillet 1980.
- (8) Tiré d'un article de la Coopération Libertaire Latino-Américaine. «El movimiento libertario in Messico», publié dans «Revista Anarchica» n°72, mars 1979.
- (9) «Business Week», New-York, le 15 janvier 1979.



UN EX GUERRILERO PARLE

■ Qu'est-ce qui t'a poussé vers la guérilla?

□ Bon, soyons francs, aujourd'hui je le vois plutôt comme du romantisme, voire comme une réaction de désespoir.

■ Ça s'est produit après 68, non?

□ Oui. Moi, comme mes camarades, nous sommes des enfants de 68, où nous vîmes que les voies démocratiques se fermaient et, de plus, ce réveil fut brutal. Nous avons ouvert les yeux et nous nous sommes lancés là-dedans, tête baissée. Mais aujourd'hui je peux le dire: ce fut une tentative désespérée.

■ C'est très difficile de les vaincre militairement?

□ Oui. Mais malgré cela, notre lutte ne fut pas, comme en d'autres lieux du Mexique, une lutte de survie. Ce fut une lutte, je le répète, de désespoir et nous nous sommes éloignés de la lutte réellement de masse.

■ Dans quelles zones intervenais-tu?

□ Bon, moi j'étais ici, à Mexico, dans le district fédéral. La lutte guérillera a eu beaucoup de force et avec un soutien populaire et paysan surtout à Guerrero où l'Armée, dans sa tentative d'écraser la guérilla, alla jusqu'à raser des bourgades entières au napalm. Elle eut aussi du poids à Guadalajara, Sinaloa, Oaxaca et dans la ville de Mexico où j'étais. Actuellement, les organisations auxquelles j'appartenais sont totalement démembrées.

■ Vous aviez des contacts avec la population?

□ Oui, mais minimes. Les nécessités mêmes de la clandestinité nous poussaient toujours plus vers un repli sur soi, de sorte que nous connaissions l'ouvrier, mais lui ne nous connaissait pas. Nous connaissions le paysan, mais lui ne nous connaissait pas. La lutte elle-même nous accula à des cercles fermés, très difficiles à déborder et empêchant les contacts extérieurs.

■ Y avait-il des femmes dans la guérilla?

□ Bien entendu, et assez nombreuses même. Il y en avait aussi dans les prisons clandestines. De même, de nombreuses camarades étaient dans les prisons de femmes.

■ La répression est-elle la même contre les femmes que contre les hommes?

□ Oui, c'est la même répression, la même torture, le même genre de vexations, le même traitement. Peut-être pire encore pour elles parce qu'il y a les abus plus physiques: les viols, les menaces et tout ça.

■ Vois-tu une issue à la guérilla au Mexique?

□ Je crois que l'expérience des années 72, 73, 74 et un peu 75 n'a pu que démontrer son inefficacité. Cette lutte est une lutte à long terme, à l'aide de travail, d'études, de patience. C'est ce que nous n'avons pas compris à l'époque. Dans une certaine mesure, ce n'est pas valable pour certaines régions du pays. Pour certaines régions, la guérilla est une lutte de survie, de lutte propre, qui est déjà plus justifiable (je parle de Guerrero, le Nord du pays, Oaxaca) où la répression et l'extermination contre des secteurs très importants de la population paysanne les a radicalisés et poussés à grossir nos rangs. Mais, en définitive, aujourd'hui je pense que c'est une lutte longue encore qui doit être menée et que nous devons nous préparer, car nous n'avons aucune préparation. Nous étions fraîchement sortis des fourneaux de 68. Nous n'avons pas compris que la Révolution c'est le peuple qui la fait et non pas des groupuscules qui se proclament l'avant-garde du peuple. Car ce qu'il se produit, c'est qu'ils exterminent ces groupes et c'est une véritable hémorragie de gens que je considère comme très valables.

Des gens qui luttèrent pour les ouvriers, mourraient, mais pour les ouvriers ces gens-là étaient tout simplement des inconnus; ils n'avaient connaissance ni des causes, ni des raisons de la mort de ces personnes.

■ Travail à la base, alors?

□ C'est ça! Travail à la base! Ceci ne se termine tout simplement jamais et ça ils ne peuvent le tuer avec des balles.

■ Et quelles voies crois-tu possibles pour dépasser la situation actuelle?

□ D'une façon catégorique, la liaison avec les masses. Un travail patient avec les ouvriers mais, je le répète, il s'agit d'un travail de longue haleine... ●

De «Askatasuna» n°6, janvier 1980.

Suisse

«macht aus dem staat gurkensalat!»*

*«Faites de la salade de concombres avec l'état!»

Il y a maintenant dix ans que la jeunesse zurichoise attend des autorités les crédits nécessaires pour aménager la «Rote Fabrik» en centre autonome de culture et de loisirs. En 1977, la population de la ville votait en faveur du projet, mais en Mai 80 ces locaux servaient toujours d'entrepôt.

Le 30 Mai dernier, las d'attendre et écœurés par les crédits de 81 millions de francs suisses prévus pour la rénovation de l'Opéra... (la culture bourgeoise a, décidément de ces urgences!) — crédits finalement votés le 8 Juin — las donc de se faire flouer des centaines de jeunes se rassemblent devant l'Opéra à l'occasion d'une première et y affrontent une police extrêmement dure. Le jour suivant, une seconde manifestation était chargée par la police: vitrines cassées, portes enfoncées, début d'incendie, nouvelles arrestations et encore des blessés!

Ces deux journées sont le «bulletin de naissance» d'un mouvement qui ne va cesser de s'amplifier au cours du mois suivant.

Le 4 Juin se tient une assemblée générale où l'on projette un film vidéo montrant les brutalités policières, film qui est interdit le lendemain par Gilgen (chef du Département de l'Instruction publique). Les auteurs du reportage, deux étudiants, sont recherchés ce qui provoque l'extension du mouvement aux lycées et l'Université... Le 9 Juin, le film est projeté à l'Université devant 2 à 3000 étudiants. La manifestation en ville se solde par de nouveaux affrontements avec les flics.

Deux jours plus tard se tient une manifestation monstre avec 4000 personnes: les flics, présents avec toute leur panoplie, interviennent... Le 28 Juin, enfin, la Municipalité cède: les jeunes auront «leur» centre. Mais le Parti Socialiste qui a servi de médiateur sera partie prenante dans la gestion et, de fait, contrôlera tout!

Le 2 Juillet, la ville ouvre le centre «autonome». Mais dans la nuit du 12 au 13 Juillet, 6000 personnes descendent dans la rue. Là, le mouvement dépasse le thème du centre autonome. Ayant pris pour mot d'ordre «Aucun pouvoir à personne», les manifestants

passent devant la Mairie en scandant: «Macht aus dem staat gurkensalat!»* Chargée par la police, la manifestation prend une toute autre tournure: une véritable nuit de barricades.

Après une brève trêve estivale, le mouvement reprend en s'étendant. C'est, tout d'abord, une manifestation de 200 personnes à Berne, le 28 Août, pour réclamer la création d'un centre autonome dans cette ville. A Zürich, le 30 Août, 1000 manifestants ont à subir, pour la nième fois, les charges policières. Une seconde nuit de barricades se produit entre les 6 et 7 Septembre. Mais, prenant pour prétexte la poursuite des «troubles», la Municipalité décide, non pas de dissoudre les «spéciaux anti-émeute», mais la fermeture du centre autonome, le 10 Septembre dernier. Cette provocation entraîne une nouvelle nuit de barricades entre les 11 et 12 Septembre. Deux jours plus tard, les flics sèment à nouveau le désordre dans le centre de Zürich...

Au départ relativement isolé,

ce mouvement s'est élargi de manifestation en manifestation. Il a su se doter de structures ouvertes à l'expression de tous, mais aussi de toute une infrastructure qui a fait ses preuves durant ces derniers mois, comme les assemblées générales ou encore les radios pirates particulièrement utiles lors des affrontements pour signaler les déplacements des flics. Et puis ces jeunes protestataires ne cessent de ridiculiser les autorités. Ainsi, au cours du mois de Juillet, deux membres du Conseil Municipal qui avaient eu la témérité d'accepter un débat télévisé pour porter la contradiction aux protestataires, ont dû affronter deux jeunes qui ne cessaient d'ironiser et d'axer leurs interventions sur le thème: «Il faut fusiller tous les jeunes»...

Signalons, pour conclure, que le mouvement anarchiste zurichois prend une part active à cette lutte de caractère libertaire et que quelques camarades ont pas mal d'ennuis: amendes, procès, etc...■

Pour de plus amples informations:
Libertäre Presse Agentur
Postfach 686
8026 Zürich.

(*) «Faites de la salade de concombres avec l'Etat».



«Nous sommes les cadavres de la culture de la ville».

CARREFOUR

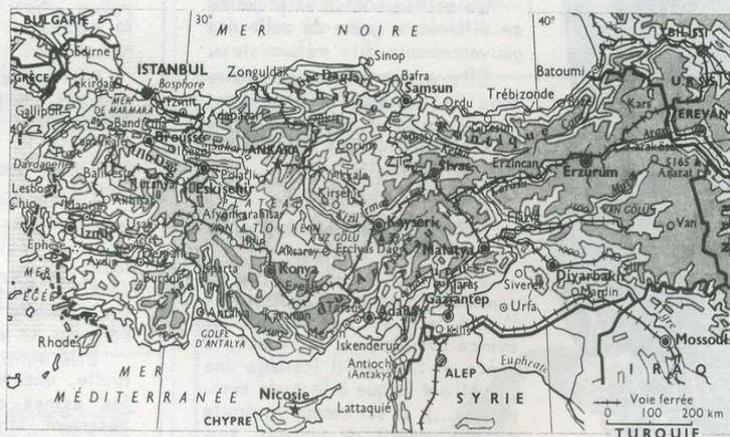
DES POUVOIRS

Quand on parle de la Turquie on pense, inévitablement, à Istanbul, carrefour du monde et plaque tournante entre l'Asie et l'Europe... Mais la Turquie c'est aussi un peuple avec ses luttes et sa misère!

C'est encore, et tout récemment, un nouveau coup d'Etat militaire. Mais ne nous y trompons pas! Comme le disait K. Evren, président du Conseil national de sécurité, le 12 Septembre dernier: « Cette décision historique » de l'Armée a été prise « par amour pour le pays », alors... D'ailleurs, n'est-elle pas intervenue « en application de la loi » qui lui donne « la mission de sauvegarder et maintenir la République turque (...) pour préserver l'unité et l'intégrité du pays, empêcher la menace d'une guerre fratricide, restaurer l'autorité de l'Etat (nous y voilà!) et vaincre tous les obstacles qui empêchent le bon fonctionnement de la démocratie? Ben voyons, puisqu'on vous le dit...

Gouvernement et Parlement dissous; partis et syndicats interdits (excepté le modéré Turk-Is); journaux saisis; état de siège dans tout le pays: faut ce qu'il faut pour sauver la démocratie!

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce putsch dans le prochain article sur la Turquie.



SITUATION GEOPOLITIQUE

Coincé entre l'Occident et l'Orient, ce pays de 42 millions d'habitants a une des plus fortes évolutions démographiques d'Europe, ce qui équivaut à dire que, pour un pays capitaliste sous-développé, le taux de misère et de chômage y est très élevé (5 millions de chômeurs...).

En voie de développement, l'exode rural s'accroît d'année en année au profit des grandes métropoles urbaines (Istanbul, Ankara, Adana, Izmir, Mersin, Iskenderun...).



Pays d'Asie Mineure, la Turquie, depuis Ataturk (littéralement « le père de la Turquie ») s'est toujours revendiquée pays européen. Pourtant, la population, sans être d'origine Arabe (le peuple turc vient de Mongolie...) est à majorité Musulmane!

Vaste comme une fois et demi la France, elle est confrontée depuis toujours aux rigueurs du climat et à la morphologie disparate du sol; d'immenses zones désertiques couvrent le Centre et l'Est du pays, laissant l'habitant se concentrer sur les bandes côtières (Mer Noire, Mer Egée, Mer Méditerranée) et dans les grands centres industrialisés.

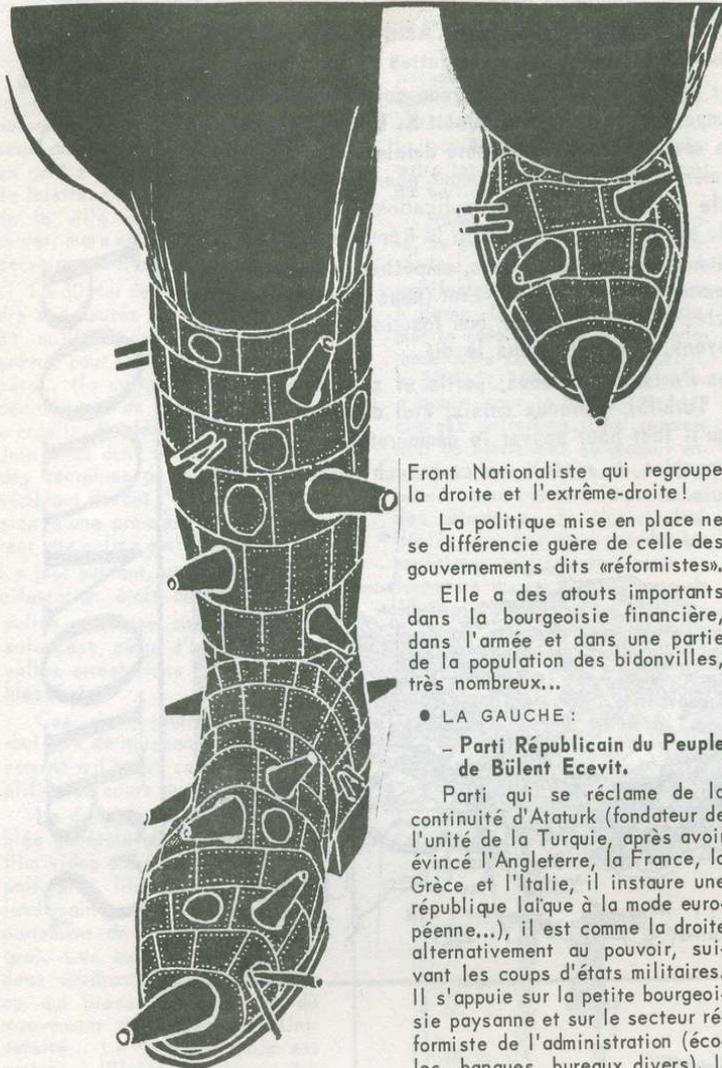
LES FORCES POLITIQUES

● L'EXTRÊME-DROITE :

- Parti du Salut National de Necmettin Erbakan.
- Parti de l'Action Nationale d'Alpaslan Turkes.
- Mouvement Nationaliste.
- Parti de la confiance.
- Parti de la démocratie.

Très fortement implanté dans le pays et plus particulièrement dans le monde rural, le fascisme à la turque s'appuie sur le Nationalisme et l'Eglise Corannique pour développer son efficacité...

un peuple pillé, exploité, matraqué.



Front Nationaliste qui regroupe la droite et l'extrême-droite!

La politique mise en place ne se différencie guère de celle des gouvernements dits «réformistes».

Elle a des atouts importants dans la bourgeoisie financière, dans l'armée et dans une partie de la population des bidonvilles, très nombreux...

● LA GAUCHE :

- Parti Républicain du Peuple de Bülent Ecevit.

Parti qui se réclame de la continuité d'Ataturk (fondateur de l'unité de la Turquie, après avoir évincé l'Angleterre, la France, la Grèce et l'Italie, il instaure une république laïque à la mode européenne...), il est comme la droite alternativement au pouvoir, suivant les coups d'états militaires. Il s'appuie sur la petite bourgeoisie paysanne et sur le secteur réformiste de l'administration (écoles, banques, bureaux divers). Il a l'appui d'un secteur non négligeable de l'armée!

Ses rapports sont très proches de la social-démocratie allemande ou française; il représente la fraction progressiste du Capital turc.

- Parti Ouvrier Turc :

Illégal selon les régimes, c'est en fait le Parti Communiste Turc (l'emploi du mot communiste est interdit en Turquie!).

Ecartelé en plusieurs tendances (pro-chinoise, pro-russe ou pro-albanaise), son efficacité est opérante dans les milieux industrialisés à travers le syndicat Disk. Néanmoins, son développement ne se réalise que dans les milieux laïques, vu que la religion musulmane interdit le communisme.

Jusqu'à présent, tous les gouvernements, réformistes ou conservateurs, ont été obligés de distribuer les ministères à ces formations pour avoir la majorité à l'Assemblée...

Actifs à tous les niveaux, et principalement à celui de la barre de fer et de l'explosif, les «commandos» et «groupes» fascistes font régner la terreur sur les campus universitaires (les Universités sont fermées, souvent pendant un an...), les quartiers ouvriers (mitraillages de bars, d'associations ouvrières, de syndicats), etc...

● LA DROITE :

- Parti de la justice de Suleyman Demirel.

Alternativement au pouvoir, cette formation y accède dans le

- Le syndicat ouvrier DISK :

Illégal selon les régimes, même de «gauche», son action est très importante dans toutes les villes industrialisées (Istanbul, Izmir, Mersin, Izmit, Adana, Iskenderun). L'action du P.C. Turc y est prépondérante et il regroupe la tendance conscientisée du prolétariat turc.

- Les «TÖB DERS» (coopératives d'enseignants) :

Ils regroupent les enseignants progressistes du pays et a pris ce nom parce que les syndicats d'enseignants sont illégaux.

L'action du Parti Républicain du Peuple y est hégémonique; ces associations se veulent révolutionnaires, pour le «socialisme»; elles sont en butte permanente aux agressions fascistes dirigées par l'Eglise.

Très écoutées par la paysannerie, elles jouent le rôle qu'a joué l'école en France sous la Troisième République (*«l'instruction amène la révolution», «l'instruction développe la force du pays»; «l'instruction mettra fin à la domination du capital international», etc...*).

Les femmes institutrices commencent à y faire une apparition timide, mais ne s'y expriment pas!

● L'EXTREME-GAUCHE :

Très importante dans le Disk, les Töb-Ders et le P.C. Turc, elle se réclame du marxisme-léninisme ou du maoïsme; isolée dans le milieu du travail, elle est présente dans le milieu enseignant et universitaire.

Elle entreprend, à l'heure actuelle, une «longue marche vers les usines et les campagnes», désertant les facultés pour le monde rural.

- et les anarchistes ?

Présents dans le syndicat Disk et les Töb-Ders, leurs actions sont très clandestines; très peu de groupes se réclament ouvertement de l'idéologie libertaire!

Il apparaît que l'apport théorique du mouvement vient de l'immigration turque en France ou en Allemagne, de même que pour les maoïstes.

Chaque attentat ou action terroriste est «mis sur le dos» des anarchistes, qu'il soit de «gauche» ou de droite et les gouvernements respectifs en font de même...

Leur présence est très importante à Istanbul et Ankara, bien que des groupes diffus existent dans toute la Turquie. Lors de l'assassinat de Puig Antich par Franco, l'ambassade d'Espagne à Ankara a été complètement isolée du monde extérieur; en effet, les ouvriers du Gaz et Electricité avaient coupé eau et électricité à

la battisse et d'importantes manifestations eurent lieu...

Paradoxalement, ce sont les marxistes-léninistes qui mettent le plus d'acharnement à les dénoncer où que ce soit!

● L'EGLISE :

Comme dans tous les pays, chrétiens ou musulmans, son pouvoir se diffuse dans toutes les classes sociales.

Son action, identique à celle de toutes les églises, permet de maintenir le prolétariat des villes et des campagnes en état de dépendance absolue à l'égard du Capital.

Elle est la propriétaire terrienne la plus riche du pays (chaque personne qui meurt - et qui a des terres, bien entendu - lègue à l'église une partie de ses biens pour s'assurer le paradis!), son pouvoir est aussi important que le nombre de mosquées dans lesquelles on prêche le fanatisme et on prépare la guerre contre l'Occident chrétien.

Elle est, évidemment, le soutien de la bourgeoisie turque et permet à celle-ci d'avoir une «souplesse de sécurité».

A l'heure actuelle, sa lutte principale est dirigée contre l'école laïque qui produit «des chiens de païens»: elle emboîte le pas à l'Iran et ses mollahs.

SITUATION POLITIQUE
ET SOCIALE

De par sa situation géographique, la Turquie joue un rôle important au niveau de l'équilibre des forces stratégiques dans le monde. Seul pays européen à être frontalier - avec la Norvège et la Finlande - de la Russie; elle est aussi le seul pays d'où l'on puisse contrôler la flotte russe en Méditerranée. En effet, c'est à travers le Déroit des Dardanelles que les flottes russe, bulgare et roumaine passent, en provenance de la Mer Noire...

C'est également le seul pays d'où l'on puisse surveiller, par stations radar rapprochées, le Turkménistan et l'Ukraine et donc donc sûr leurs bases militaires.

Pays adhérent à l'OTAN, la Turquie bénéficie d'aides militaires énormes de la part des USA et des pays européens (surtout la RFA...). Elle est donc complètement liée à l'impérialisme de la Banque Mondiale et aux intérêts des USA; c'est un peuple pillé en permanence, exploité, matraqué par la toute puissance des

multinationales (Ford, Renault, Michelin, Fiat, etc.) qui survit misérablement dans le chaos le plus absolu.

Les chutes de régimes successifs, au gré de l'armée, sont légion! On enregistre, depuis 79, plus de 5000 assassinats politiques et il est monnaie courante que l'armée intervienne dans les conflits et les grèves, en tirant sur les grévistes (comme à Izmir où l'armée a tué plus de 60 ouvriers de la métallurgie - Renault - et a véritablement investi les quartiers ouvriers où elle a canonné les maisons des «rouges»). Tout ceci paraît être à la hauteur de la politique de domination instaurée par les pays capitalistes industrialisés.

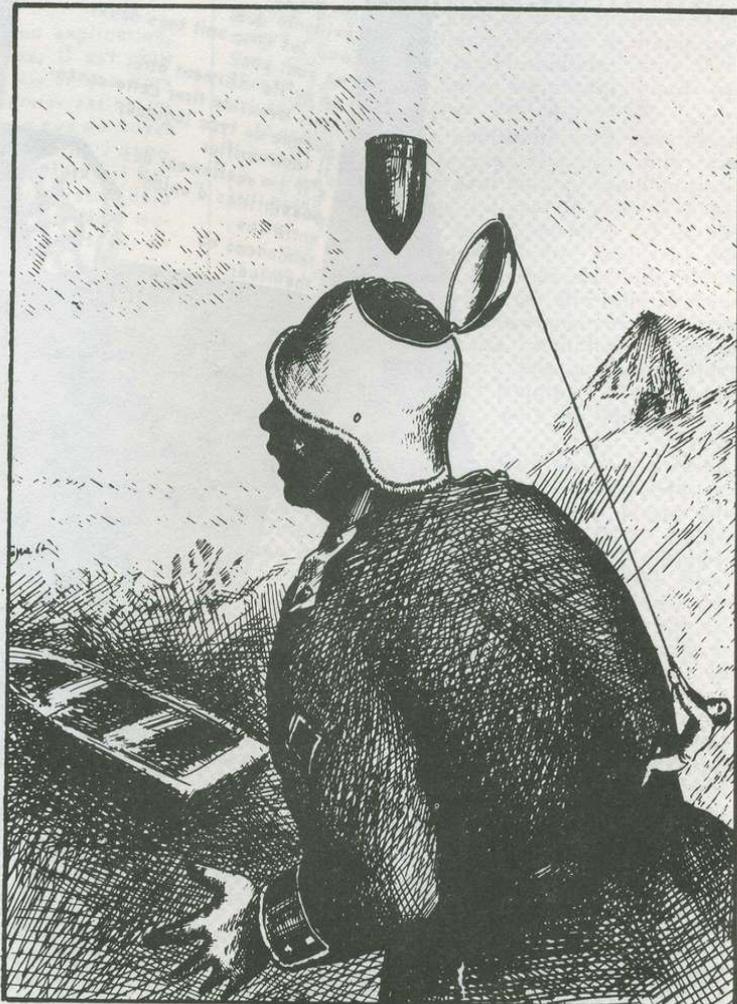
Confronté à une américanisation galopante de sa société, le peuple turc se trouve souvent dans des situations complètement délirantes. Un exemple: le parc automobile du pays est en train, sous l'égide de Ford et de Renault, de se développer considérablement; on construit des garages dans des régions désertiques

où il n'y a pas de véhicules à réparer et encore moins de personnes pour en acheter (les seules voitures vendues sont des Renault 12 et des camions Ford qui valent le double qu'en Europe!!). Dans les villages, les accidents de la circulation font énormément de victimes, mais il n'y a pas de médecins et moins encore d'hôpitaux - le plus proche se trouve souvent à 250kms - on laisse donc les gens crever aux bords des routes...

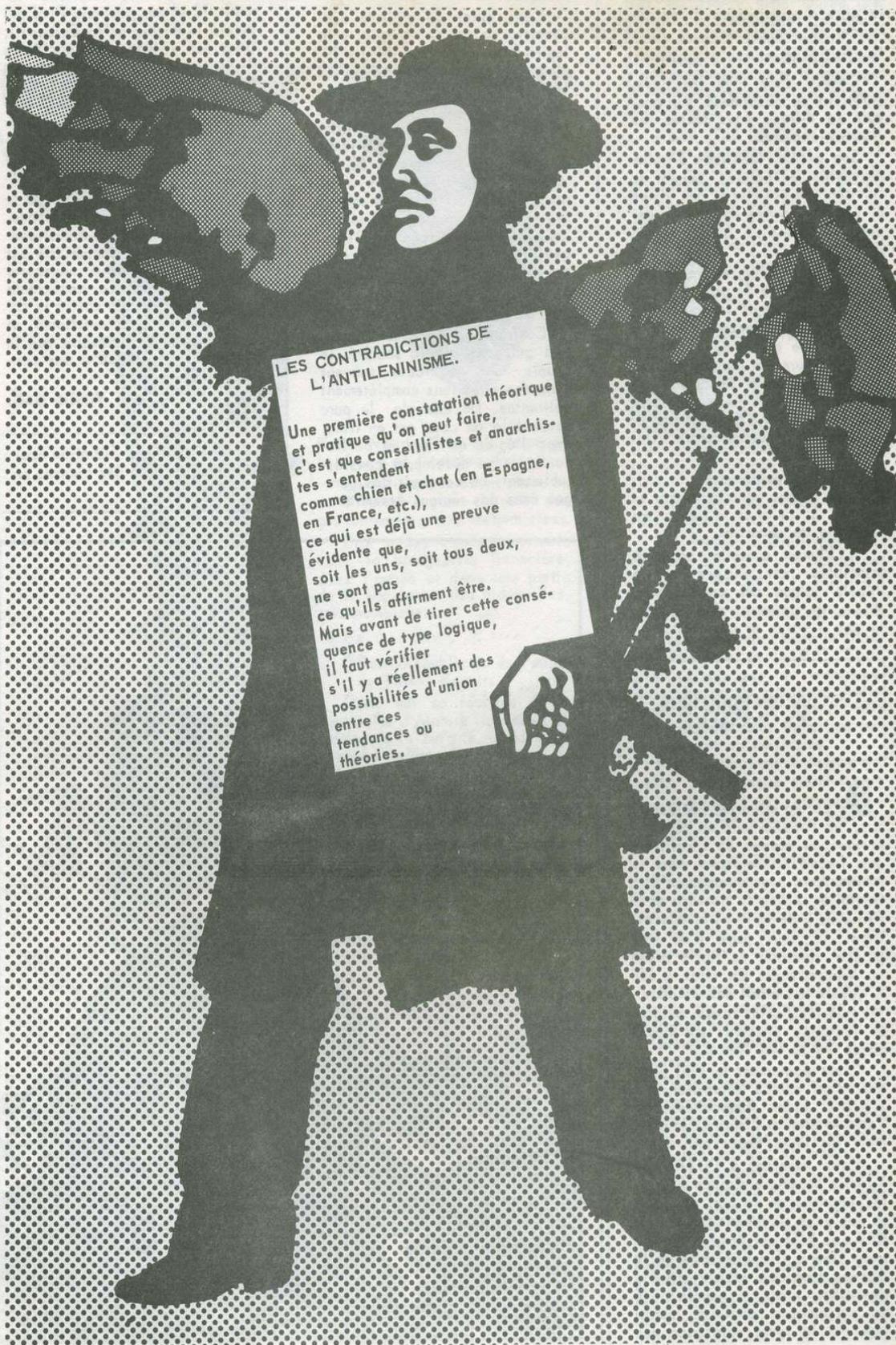
Pays où le contraste entre la ville et la campagne est énorme, où le besoin entre les investissements réels et le paupérisme est délirant, la Turquie nécessite une classe sociale consciente pour lutter à la fois contre le capital national et international, et cette classe ne peut être que le prolétariat des villes et des campagnes. ■

YUSUF DAĞ.

Prochain article: Situation économique et lutte des classes en Turquie.



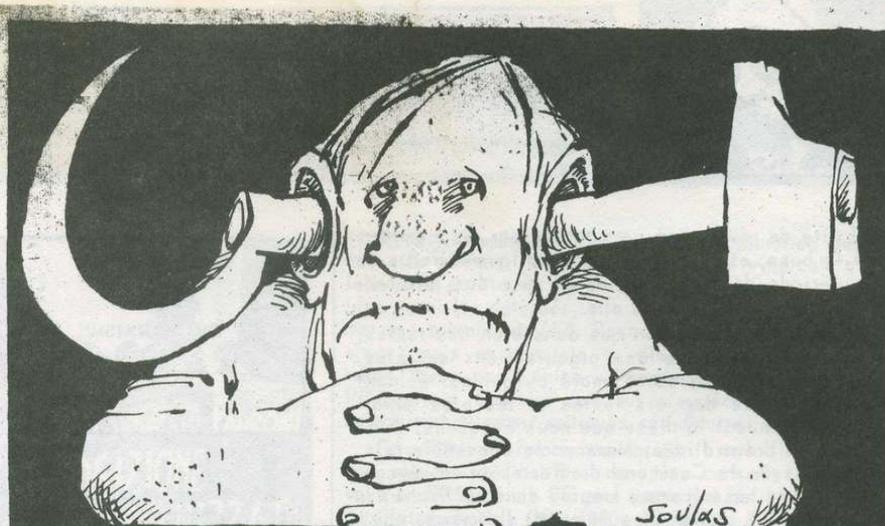
DE L'ANTILENINISME



LES CONTRADICTIONS DE L'ANTILEONISME.

Une première constatation théorique et pratique qu'on peut faire, c'est que conseillistes et anarchistes s'entendent comme chien et chat (en Espagne, en France, etc.), ce qui est déjà une preuve évidente que, soit les uns, soit tous deux, ne sont pas ce qu'ils affirment être. Mais avant de tirer cette conséquence de type logique, il faut vérifier s'il y a réellement des possibilités d'union entre ces tendances ou théories.

«...c'est
la
faute
de
l'autre»



LA SEPARATION ENTRE
MARXISTES ET ANARCHISTES

Bien que chaque courant ait son explication, à savoir «c'est la faute de l'autre», il est clair que le problème n'est pas simple: «Si ce que Marx a dit de Bakounine est vrai, ce dernier est un infâme, sinon c'est le premier; il n'y a pas de moyen terme» (1). Max Nettlau dans «Histoire de l'Anarchie» (1935) avance l'hypothèse que Marx ait manipulé l'Internationale parce qu'il y existait déjà une situation très confuse. Et bien que Marx magouilla tant et plus au congrès de La Haye, en fait vis-à-vis des travailleurs «nous criions très fort contre Marx et les marxistes parce qu'ils tentaient de faire triompher dans l'Internationale leur programme particulier. Mais, mis à part la loyauté des moyens employés et sur lesquels il est maintenant inutile d'insister, nous faisons comme eux, c'est-à-dire que nous cherchions à nous servir de



Frank Mintz.

(*) Cet article est la version française - avec de légères modifications stylistiques - d'un article publié par la revue espagnole «Negaciones» de Madrid en automne 1978. La rédaction de cette revue m'avait demandé d'approfondir mon point de vue sur le conseillisme et la guerre d'Espagne et la vision obtuse que celui-ci se faisait de celle-là («L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire», Maspéro, p. 235-236).

l'Internationale pour atteindre nos buts de parti. La différence consistait dans le fait que, en tant qu'anarchistes, nous comptions surtout sur la propagande et, voulant faire du prosélytisme anarchiste, nous poussions à la décentralisation, à l'autonomie des groupes, à la libre initiative individuelle et collective, alors que les marxistes, étant autoritaires, voulaient imposer leurs idées à coup de majorités plus ou moins fictives et au moyen de la centralisation et de la discipline. Mais tous, bakouninistes et marxistes, nous cherchions également à forcer les choses, plutôt que de compter sur la force des choses» (2).

Anselmo Lorenzo confirmait cette conclusion lorsqu'il écrivait: «Je considère aujourd'hui que les affirmations qu'on peut faire au nom d'un groupe, grand ou petit, qu'il s'appelle société, association, ligue, parti, masse, foule, n'ont de valeur que si elles tendent à être soutenues par chacun et l'ensemble des individus» (3). Cette conception est remarquable car elle relie la théorie à la pratique individuelle et non pas aux luttes entre comités. C'est cette conviction qui guida une grande partie des militants qui appliquèrent l'autogestion en 1936-39 malgré, d'abord le silence des organisations, puis le frein qu'elles mirent à cet élan.

Néanmoins, il n'y a jamais eu, que je sache, de dénonciation claire de la bureaucratization, des magouilles, comme phénomène propre aux marxistes et aux anarchistes; cette tare a été désignée comme typiquement marxiste, et le marxisme lui-même a été repoussé comme la lèpre. Pourtant, Bakounine n'avait pas caché son admiration pour le système de Marx et sa haine pour le caractère de ce dernier. Par la suite, sans doute en réaction contre le développement de la social-démocratie, se déclencha une forte campagne antimarxiste parmi les penseurs anarchistes (Kropotkine, Tcherkessof, Rucker), et le rôle des luttes ouvrières fut nuancé par une forte insistance sur le volontarisme (Landauer, Malatesta). De toute façon, deux points séparent fondamentalement les tactiques marxistes et anarchistes: ce sont le parlementarisme et la question paysanne, qui déjà chez Bakounine apparaissent comme inutiles (les élections) et fondamentales (les paysans).

Si un marxisme bakouniniste s'était développé, il aurait donc été antiparlementaire et aussi ouvert aux paysans qu'aux ouvriers, sans compter la méfiance envers tout organisme qui ne fonctionnerait pas selon la rotation des tâches et la pos-



REPERES

Bakounine: "les ouvriers à partir du moment où ils sont devenus représentants ou gouvernants du peuple, cessent d'être des ouvriers".

sibilité de révocation permanente par les membres de la base; et cette méfiance implique le refus de la période de transition et du rôle des intellectuels.

On dira avec raison que dans bien des textes, Bakounine esquisse des organisations secrètes, et parle même de voter, mais ce qui est évident c'est que les derniers textes et les plus importants défendent la thèse que nous évoquons. Dans le même ordre d'idée, Marx parla une seule fois, à propos de la Commune de Paris, de la révocation par la base (comme Lénine dans «L'Etat et la Révolution»), mais il se démentit lui-même, environ quatre ans plus tard, dans «Analyse du livre de Bakounine "L'Etat et l'Anarchie"» (4). Aux arguments (encore théoriques à l'époque) de Bakounine que les ouvriers «à partir du moment où ils sont devenus représentants ou gouvernants du peuple, cessent d'être des ouvriers» (5), Marx répond que de même qu'un capitaliste est toujours un capitaliste, un ouvrier le demeure, et que «Si monsieur Bakounine avait seulement connaissance de la position d'un gérant dans une fabrique coopérative ouvrière, toutes ses rêveries seigneuriales iraient au diable»; et d'ajouter en conclusion: «monsieur Bakounine a seulement traduit l'anarchie de Proudhon et de Stirner en sauvage dialecte tartare, c'est-à-dire "la libre organisation des masses ouvrières de bas en haut" (sottise)».

Marx n'évolua donc pas dans sa conviction sur le centralisme indispensable pour imposer la révolution, ce que démontrent les «Tartares» (ou soviétiques) dans leurs éditions.

DU MARXISME AU CONSEILLISME

Il me semble que sans les dures critiques que fit Rosa Luxembourg dans le cadre de la social-démocratie, le conseillisme ne serait pas apparu aussi ouvertement. Son œuvre fondamentale date de 1906 «Grèves de masses, parti et syndicats»: l'apparition spontanée des soviets permet à Rosa de tirer les conclusions suivantes - les masses peuvent avoir d'elles-mêmes une conscience de classe «pratique et active-; le Parti doit «prendre et garder la direction réelle, gouverner tout le mouvement dans le sens politique» (6); il faut contrôler davantage les syndicats et combattre la bureaucratisation (le fonctionnarisme). «Ainsi s'est constitué cet étrange état de choses: le même mouvement syndical qui, en bas, dans la vaste masse prolétaire ne fait absolument qu'un avec le socialisme, se sépare nettement en haut dans l'édifice administratif du Parti socialiste, et se dresse devant lui comme une deuxième puissance indépendante» (7). Rosa critique le syndicalisme et le Parti, afin que le Parti contrôle mieux les masses. Mais cette critique contient des éléments qui vont devenir essentiels dans les polémiques futures: capacité des masses à mener à bien des mou-



Relier la théorie aux pratiques individuelles.

Armenjol

Marx: "monsieur Bakounine a seulement traduit l'anarchie de Proudhon et de Stirner en sauvage dialecte tartare".



«Contre l'accord syndicats-patrons».

vements révolutionnaires sans le Parti; rivalité entre le Parti et l'organe syndical; opposition entre les travailleurs et le syndicalisme.

Evidemment, pour Rosa comme pour Marx, l'anarchisme était purement négatif: «La révolution russe (de 1905)... non seulement n'est pas une réhabilitation de l'anarchisme, mais encore équivaut à une liquidation historique de l'anarchisme», «il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires», etc.

Pannekoek commence sa réflexion en cherchant une voie entre le réformisme de la social-démocratie allemande et l'anarchisme (8) et en arrive ensuite à défendre, en 1912, la primauté du sens de l'organisation des travailleurs, qui doit déboucher sur une force consciente et puissante, opposée à un parti qui priverait les masses d'initiatives et d'actions spontanées et qui «réduirait la capacité révolutionnaire du prolétariat au lieu de la stimuler».

Le saut qualitatif à la critique définitive est fait avec la première guerre mondiale et le national-chauvinisme (précurseur du national-socialisme?) de la social-démocratie. L'apparition des conseils ou soviets en Allemagne dans les années 1918-1920 entraîne des ruptures idéologiques profondes.

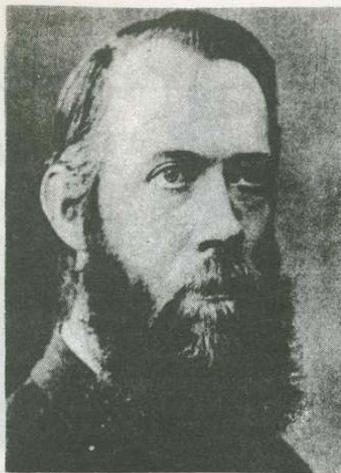
Au cours du congrès constitutif du Parti Communiste d'Allemagne (30-12-1918/1-1-1919), Otto Rühle répond à la proposition de lutte électorale que cela «équivaldrait à un suicide. Nous ne ferions qu'aider à chasser la révolution de la rue pour la transporter au parlement. Pour nous, il ne peut exister qu'une tâche: renforcement de la puissance des conseils d'ouvriers et de soldats.» Et Rosa lui répondait: «L'optimisme du camarade Rühle est fort beau, mais nous ne sommes pas plus avancé pour ça. Ce que je vois jusqu'à présent, c'est la non-maturité des masses appelées au renversement de l'assemblée nationale» (10). La position de Luxemburg fut repoussée par le congrès. Quant aux conseils, bien qu'elle les évoque dans ses discours, Rosa les subordonnait concrètement au Parti: «J'estime erronée la proposition des camarades de Hambourg tendant à former des organisations uniques économique-politiques (einheitsorganisation), car à mon avis les tâches des syndicats doivent être reprises par les conseils d'ouvriers, de soldats et d'usines» (11).

Rosa Luxemburg défendait la subordination des conseils au Parti (s'occuper de la partie syndicale et laisser le politique), mais vue l'impopularité de cette idée parmi les délégués, elle évita le vote et fit nommer une commission (12). Rosa fut par la suite assassinée, mais on constate qu'elle voulait imposer la même thèse que Lénine — l'année suivante — contre l'Opposition Ouvrière (ce qui n'empêche qu'ils se soient mutuellement critiqués sur d'autres points).

Otto Rühle évolua rapidement car il travaillait avec des anarcho-sindicalistes dans les conseils et, envoyé en URSS par le PC pour participer au II^e congrès de l'Internationale (VII-1920), il déclara à son retour que le régime n'avait de soviétique que le nom, qu'il existait une domination de la bureaucratie bolchévique et que «les ouvriers russes sont encore plus exploités que les ouvriers allemands» (13).

Pannekoek ne suivit pas cette évolution, bien qu'étant donné la situation du syndicalisme allemand, il ait dénoncé le caractère par nature réformiste du syndicat en soi, tout en gardant le point de vue social-démocrate et marxiste traditionnels.

En effet, avant et pendant la Première guerre mondiale — et on le voit déjà dans les écrits de Rosa Luxemburg en 1906 —, le syndicalisme allemand n'était qu'une structure réformiste. L'apport de Pannekoek consistait à avoir dépassé les considérations de Malatesta, Monatte et Lénine (14) et d'avoir conclu que le syndicat était irrécupérable, inutile pour la lutte révolutionnaire: «Dans le capitalisme développé, et plus encore à des époques impérialistes, les syndicats deviennent d'énormes confédérations qui ont les mêmes tendances que l'Etat bourgeois dans sa période de formation. Il se crée en elles une classe (15) de fonctionnaires, une bureaucratie, qui contrôle toutes les ressources de l'organisation — fonds, presse, salaires des fonctionnaires —. Cette bureaucratie a même des pouvoirs plus grands, de telle sorte qu'au lieu d'être les serviteurs de la collectivité, ils en deviennent les maîtres et s'identifient aux organisations. Et les syndicats ressemblent ainsi à l'Etat et à sa bureaucratie en ce sens qu'en dépit des formes démocratiques, la volonté des membres est incapable de do-



«Les syndicats ressemblent à l'Etat». ANTON PANNEKOEK.



Görtter: "Si les tactiques russes de la dictature du Parti et de la domination du chef continuent, ce ne sera pas seulement une stupidité, mais un crime".

miner celle de la bureaucratie. Toute rébellion se casse contre l'appareil bien établi des ordres, des affaires d'argent, des statuts, avant de toucher la hiérarchie (...), cette situation, donc, a souvent entraîné des oppositions des adhérents, en Angleterre, en Allemagne et en Amérique: ils se mirent en grève d'eux-mêmes, contre le désir des leaders ou les décisions du syndicat en personne (...). Si la révolte faiblit, l'ordre d'avant se rétablit: il sait comment s'imposer malgré la haine et la tristesse impuissante des masses et l'absence d'une vision claire et d'un objectif unitaire. Il est maintenu par le besoin profond de l'organisation syndicale, comme seul moyen de trouver des forces dans le nombre (des adhérents) contre le capital» (16).

Cette longue citation qui semble une description actuelle date de 1920 et elle se poursuit par l'affirmation que: «Ce potentiel contre-révolutionnaire ne peut être détruit ou diminué par un changement de personnes, par le remplacement des leaders réactionnaires par d'autres de gauche ou «révolutionnaires» (...). La révolution ne peut être victorieuse que si elle détruit cette organisation, c'est-à-dire, en se donnant une structure organisationnelle révolutionnaire si complète qu'elle devienne quelque chose de complètement différent» (17).

Mais à côté de cette vision, presque d'aujourd'hui, il y a des œillères marxistes qui cachent la réalité. Ainsi le sectarisme, «la science marxiste», «le système et la dictature soviétique», «le parti communiste, l'avant-garde la plus claire du prolétariat» (18). C'est encore plus net chez Görtter. A l'opposé de la position tranchée de Rühle contre Lénine, Pannekoek n'émet que quelques réserves: Lénine et l'URSS «renoncent à appuyer directement la révolution dans les autres pays», «la période qui peut conduire la Russie sur la voie du communisme peut disparaître» (19). Görtter lui ne mâche pas ses mots: «si les tactiques russes de la dictature du Parti et de la domination du chef continuent encore après toutes les désastreuses conséquences qu'elles ont entraîné, alors ce ne sera pas seulement une stupidité, mais un crime, un crime contre la révolution» (20). Mais le plus remarquable est le refus des paysans dans tous les textes, soit par le silence soit par le fait que «ce prolétariat (russe) était faible et non formé et presque perdu parmi les masses paysan-

nes infinies» (21). Enfin, sur l'appréciation portée sur les anarchistes, si en 1909 Pannekoek écrivait que «le révisionnisme et l'anarchisme» sont «des deux faces de la petite bourgeoisie» (22), en 1920, en revanche, il note au passage que les traditions prolétariennes de lutte demeurent vivantes chez les anarchistes. Rühle collaborait avec les anarchistes dans les conseils, le spartakisme, on aurait donc pu penser que Görtter aurait eu une position ouverte, mais il était dans le Parti avec des prises de position que pourraient lui envier les euro-communistes tardifs: «Comparez les idioties des anarchistes, des syndicalistes et des membres qui ne veulent pas le Parti» (Rühle) «Nous devons donc mener une lutte très dure à la fois contre la Troisième Internationale et les Russes comme Lénine, Zinoviev et Radek, et contre les syndicalistes, les anarchistes et les autres» (24).

Quelle différence avec les camarades qui s'unirent avec Rühle: exclus du Parti, anarchistes, partisans des soviets dans la AAUDE-E (Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands-Einheitsorganisation - Union Générale Ouvrière d'Allemagne-Unitaire), sur les bases suivantes: «3. - Le but final de l'AAU est la société où tout pouvoir est aboli, le chemin vers cette société passe par la dictature du prolétariat qui est la volonté des ouvriers déterminant exclusivement l'organisation politique et économique de la société communiste grâce à l'organisation en conseils»,

«4. - Les tâches les plus urgentes de l'AAU sont: a) la destruction des syndicats et des partis politiques, obstacles principaux à l'unification de la classe prolétarienne et au développement ultérieur de la révolution sociale, laquelle ne saurait être ni une affaire de parti ni une affaire de syndicats (...).»

«5. - L'AAU rejette toutes les méthodes de combat réformistes et opportunistes, elle s'oppose à toute participation au parlementarisme et aux conseils d'entreprise légaux; car cette participation signifie le sabotage de l'idée des conseils»,

«6. - L'AAU rejette fondamentalement tous les chefs de profession. Il ne peut être question de soi-disants chefs que comme conseillers».

On pourrait penser que les idées de Pannekoek étaient déformées par les événements rapides et intenses qui avaient lieu et par son long passage dans la social-démocratie. Mais Pannekoek maintient une



Les paysans sont-ils révolutionnaires?

Luxembourg: "la révolution russe équivaut à une liquidation historique de l'anarchisme, il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires".



grande partie de ses positions dans son œuvre principale «*Les Conseils Ouvriers*» de 1942 (26).

Il y a une ressemblance étonnante entre l'œuvre de Pannekoek et la «*Conquête du Pain*» de Kropotkine : simplicité lumineuse de la langue; démarche proche: «*Tâche, Lutte, Ennemi, Guerre, Paix*» dans «*Les Conseils Ouvriers*» et «*Lutte, Travail, Discussion*» dans la «*Conquête du Pain*» (qui est en fait la seconde partie de «*Paroles d'un Révolté*» qui évoque «*L'Ennemi, la Guerre*»). La même remarque a été faite récemment (27). Nos deux auteurs font les mêmes affirmations: que le travail est une habitude, qu'un changement révolutionnaire entraînera une morale, qui est inhérente à l'homme, que la nature de la production sera changée par les travailleurs, que les statistiques seront fondamentales, que le refus du travail ne peut avoir lieu (les objections étant discutées), que la séparation entre les manuels et les intellectuels disparaîtra, que la société sera dirigée par la libre discussion entre les travailleurs.

On peut remarquer que Kropotkine développe plus la décentralisation des industries, ce que Pannekoek ne pose à aucun moment — que je sache. Outre cette lacune importante, Pannekoek n'aborde pas carrément le problème des rémunérations contrairement à Kropotkine. Ces deux points marquent un retard de Pannekoek sur la pensée de Kropotkine — que le premier ne pouvait ignorer —, ce qui est pour le moins inquiétant puisque Pannekoek écrivait, avec un plan semblable à celui de Kropotkine de 1892, en 1942.

D'autre part, comme Kropotkine en 1892, Pannekoek parle par généralisation: «*les ouvriers*», «*les travailleurs*». Si nos deux auteurs soulignent la nécessité de la prise de conscience globale des travailleurs et le danger d'un parti prétendument porteur de la Vérité, ils ne sont pas très concrets. Pannekoek montre ainsi, non seulement son mépris pour l'anarchisme — en ne citant pas Kropotkine, en déformant les réalisations anarcho-syndicalistes pendant la guerre civile (28) —, mais il ne modifie pas sa vision des années 20. La classe ouvrière est un tout, vue sa situation dans la production; les paysans n'ont pas de conscience révolutionnaire, c'est une «*classe particulière, avec une mentalité et des points de vue spécifiques, étrangère aux idées et aux buts de la classe ouvrière*» (29). Cette vision marxiste classique conduit Pannekoek à résoudre toute difficulté par le «*truc*» du retard paysan: «*En Russie, par exemple, la révolution de 1917 provoqua une expansion industrielle accélérée; les ouvriers affluèrent en masse dans les usines nouvelles, mais, plongés encore dans l'ignorance crasse, propre à la vie rurale, ils furent incapables d'enrayer les progrès de la bureaucratie qui, alors, se constituait en nouvelle classe dominante*» (30). Et Pannekoek donne l'exemple de l'Allemagne de 1933 avec la prise du pouvoir d'Etat (c'est-à-dire du capitalisme), par un parti.

Mais Pannekoek ne se demande pas pourquoi une classe ouvrière débarrassée des influences paysannes — en Allemagne — a pu être tellement manipulée. Il semble que Pannekoek n'ait pas lu ou compris Wilhelm Reich, ni Bakounine, et leurs textes sur les ouvriers et sur le nazisme, sur le rôle des paysans. Pannekoek ne pose pas non plus les problèmes de la vie quotidienne et le féminisme déjà mis en valeur par les surréalistes et Kolontai; alors que chez les anarchistes espagnols ceci était relativement courant (31).



Une société où tout pouvoir est aboli.

ECHecs DES SYNTHÈSES

Les groupes conseillistes, tout en ayant sauvé de la disparition et propagé les textes de Pannekoek et Görter, n'ont jamais été à première vue très nombreux: un en Hollande, un autre en France, un en Autriche et un autre, enfin, aux Etats-Unis dans les années 1950, mais grâce à la maladie groupusculaire des scissions (par antipathies personnelles ou divergences sur les textes «*sacrés*») ils augmentèrent. Rejetant à la fois le communisme, l'anarchisme et le syndicalisme (ne parlons pas des classes sociales non «*ouvrières*»!), les conseillistes se coupaient de pas mal de possibilités: il leur en restait une, la pratique autonome. Elle fut également repoussée: «*...il est évident que nous ne pouvons affecter en rien le cours des évènements*».



REPERES

Pannekoek: "Cette situation d'impuissance demeure jusqu'à ce que la nécessité de résister devienne si impérative qu'une explosion ait lieu".

ments. Notre impuissance illustre ce fait qui devrait être évident pour tous. L'histoire est faite par les seules vastes masses». «Si nous devons suivre les suggestions de nos critiques et "nous enfoncer dans la lutte de classes" notre caractère "léniniste" deviendrait tout à fait évident» (32).

Sans doute à cause de cette immobilité dans la pratique, les scissions sont fréquentes tout comme les critiques acerbes de la bureaucratie et de l'activisme, critiques qui faussent parfois la réalité de l'anarcho-syndicalisme dans l'Espagne de 1936-1939 (voir la note 28): «Contrairement aux affirmations de la CNT, les collectifs n'avaient pas, avant la révolution, de tradition et personne, même les organisations révolutionnaires, ne défendait de tels organismes». «Les ouvriers, dans les rues, et les paysans dans les champs, luttaient pour un monde nouveau qui n'avait pas été "préalablement conçu" par les organisations ouvrières» (33).

La falsification — ou l'oubli parce que je connais l'auteur — consiste en passer sous silence la propagande anarchiste et syndicaliste en faveur de la reconstruction sociale par tous, depuis les années 1870 et en particulier les années 31-36, avec justement un livre intitulé «Le Monde Nouveau» de l'anarcho-syndicaliste français Pierre Besnard, qui décrit, à partir de Kropotkine, des modèles qui seront imités pendant la guerre d'Espagne. Même l'UGT socialiste et le PC — quelques années avant la guerre — parlaient de collectifs, de conseils, de soviets... Mais le schéma conseilliste, aussi faux soit-il, respecte le critère anti-syndical de Pannekoek, bien qu'il présente ce que Pannekoek ne voulait pas voir: la capacité révolutionnaire des paysans...

Une tentative pour dépasser la scolastique fut celle de l'ami chilien Lain Diez: le communisme de conseil «était un marxisme régénéré, qui savait extraire de Marx ce que la passion et l'aveuglement politiques des partis autoritaires, de nature réformiste ou jacobine, avaient laissé dans l'oubli et sans application. Comme d'autre part il se produisait une évolution similaire dans l'anarchisme, après de longues années de stagnation idéologique, nous assistons aujourd'hui au spectacle d'un désir sincère d'établir des liens, qui font présager une synthèse prochaine et la réconciliation définitive des deux tendances de la 1^{re} Internationale qui résument toutes les luttes et tous les espoirs de la classe ouvrière et de l'humanité» (34).

Ce désir est encore à l'état de projet. Même Daniel Guérin n'a pas entrepris cette tâche. L'Internationale Situationniste détenait, par sa position même, la synthèse marxisme-anarchisme, mais la frénésie du personnalisme interne et le culte du dadaïsme politique coupèrent court à l'expansion des sympathisants. Peut-être une des rares applications non destinées au spectacle et au vieux monde — conséquence inattendue — fut la revendication du conseillisme par le M.I.L. (*).

(*) Le M.I.L. (Mouvement Ibérique de Libération) était un groupe révolutionnaire d'action intervenant essentiellement en Catalogne dans les années 71-73. Peu après l'accord de «dissolution de l'organisation para-militaire MIL» plusieurs de ses membres étaient arrêtés parmi lesquels Salvador Puig Antich qui sera garroté le 2 Mars 1974 (ndlr).

«Pannekoek a été, sans doute, l'auteur qui a le plus influencé les membres du M.I.L., qui cherchèrent à faire connaître les théories les plus réalistes des conseils ouvriers en laissant de côté l'aspect utopique de sa pensée» (35). Comme précédemment avec la citation de Lain Diez, j'ignore ce que peut vouloir dire là-bas «l'évolution» et ici «l'aspect utopique». En fait, à travers les presque cinq cents pages des «Conseils Ouvriers», il n'y en a pas une qui soit clairement en faveur de la lutte armée, si ce n'est une phrase: «Et cette situation (d'impuissance) demeure jusqu'à ce que la nécessité de résister devienne si impérative qu'une explosion ait lieu, d'abord dans des petits groupes où la tension était la plus forte, pour s'étendre ensuite aux vastes masses» (35).

Le principal obstacle à une synthèse, à un rapprochement entre conseillistes et anarchistes est le maintien des chapelles politiques et groupusculaires, qui tournent autour d'une figure (Dunayevskaya, Rubel, Guérin, Mattik, etc.) ou d'une étiquette (conseillisme, anarcho-syndicalisme, anarcho-communisme, etc...). Leurs réactions sont la tendance à l'exclusivité de la Vérité et au refus de la coordination, aussi autonomes, socialistes et révolutionnaires soient-elles.

Auparavant, la balkanisation révolutionnaire existait dans les partis, maintenant c'est parmi les partisans de la coordination non-bureaucratique. Cependant, l'histoire et le présent offrent maints exemples d'un travail concret réalisé sans œillères (L'autogestion de 1936-1939, la vie des groupes à l'intérieur et hors de la CNT d'aujourd'hui). Et surtout, on peut remarquer la tendance actuelle au refus des hiérarchies «révolutionnaires» dans le monde, et un besoin de théoriser ce fait pour le transmettre: «Minus» à Hong-Kong (*) avec des ex-gardes rouges; l'apparition du «syndicat libre» en URSS, les multiples grèves sanglantes et longues aux États-Unis. Il y a donc un mouvement international plus ou moins conscient (voir les critiques des phénomènes de violence, de refus du travail, d'opposition à l'application des décisions des majorités, etc.) auquel répondent les réactions hystériques et violentes des gouvernements et des organisations «prolétariennes» classiques. ■

Frank MINTZ.

(*) «Minus» est le nom de la publication d'un groupe libertaire de Hong-Kong sur lequel nous avons publié un article dans le n° 2 d'«Agora» (ndlr).



Rhème: "Pour nous il ne peut exister qu'une
tâche: renforcement de la
puissance des conseils d'ouvriers et de soldats".



NOTES

- (1) Anselmo Lorenzo, «El proletariado militante», ed. Alianza, p. 185.
- (2) Malatesta, 1914, cité par Nettlau dans «Histoire de l'Anarchie», p. 135.
- (3) Anselmo Lorenzo, op. cit., p. 418.
- (4) Inclus dans Marx-Engels-Lénine «Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme», Moscou, 1973; rappelons que le titre de la traduction française de 1967 est «Etatisme et Anarchie» (la science soviétique de la traduction retarde un peu...).
- (5) Voir une traduction plus juste grammaticalement, Bakouine «Œuvres», IV, p.347, ed. Champs Libres.
- (6) p.61, ed. Spartacus.
- (7) p.78, ed. Spartacus; p.15 et p.16 pour les citations suivantes.
- (8) 1909, «Les différences de tactique dans le mouvement des travailleurs»; dans l'édition de D.A. Smart «Pannekoek and Gorter's Marxism», Londres, Pluto Press, 1978, p.15 «(l'anarchisme) s'ennivre de slogans révolutionnaire et cherche à prendre le pouvoir par des putschs, puis se traîne aux pieds de la grande bourgeoisie...».
- (9) 1912, «Théorie marxiste et tactiques révolutionnaires», op. cit., p.73 (souligné par Pannekoek).
- (10) André et Dori Prudhommeaux, «Spartacus et la commune de Berlin 1918-1919», ed. Spartacus, minutes du congrès, p.47-48.
- (11) op. cit., p.55 (souligné par l'éditeur).
- (12) Selon Smart, op. cit., p.32.
- (13) Selon Denis Authier, «La gauche Allemande», Vieille Taupe, 1973, p.158.
- (14) Malatesta appuyait la nécessité pour les anarchistes d'être dans les syndicats parce qu'ils ne sont pas révolutionnaires, sans se laisser absorber ni manipuler. Monatte exigeait l'intégration de l'anarchisme dans le syndicalisme. Et Lénine considérait que les travailleurs, et donc le syndicalisme, étant inconscients, le Parti devait apporter la conscience révolutionnaire. Quant au cas controversé de l'anarcho-syndicalisme espagnol - s'il confirme ou non la thèse de Pannekoek - mon opinion est qu'il la corrobore en partie, comme je l'écris dans mon livre, mais dans la CNT: aussi bien ceux qui eurent une pratique autogestionnaire que ceux qui participèrent au gouvernement, se disaient anarcho-syndicalistes (et il n'y eut pas dans l'exil d'apparition de tendance anti-syndicale). On ne peut donc affirmer que tout le mal était anarcho-syndicaliste et tout le

bien était l'autogestion, car ce serait contredire totalement les faits. De toute façon, on peut souligner que Pannekoek dénonçait le syndicalisme dans le «capitalisme développé»...

- (15) D'un point de vue marxiste de classes (productrices de biens) ce mot surprend, parce qu'il correspond à un concept anarchiste (détenir un pouvoir).
- (16) Smart, op. cit., p.114, texte de 1920 «Révolution mondiale et tactiques communistes».
- (17) op. cit., p.115-116.
- (18) op. cit., p.93, 101, 107, 108, toujours de Pannekoek.
- (19) op. cit., p.143, 147.
- (20) Smart, op. cit., p.152; 1921 «L'organisation de la lutte de classe du prolétariat» (souligné dans l'original).
- (21) op. cit., p.133 (1920).
- (22) cité par Smart, op. cit., p.14.
- (23) op. cit., p.109.
- (24) op. cit., p.166-167; 1921.
- (25) Denis Authier, op. cit., p.110-111.
- (26) L'édition la plus sérieuse est celle de Béliabaste, 1972 (trad. de l'anglais et du hollandais). Il semble que les éditions dans les autres langues - sauf le hollandais - soient des traductions de la traduction française, ou bien omettent la version hollandaise.
- (27) Kropotkine «Œuvres», Maspéro, 1976, p.429-431.
- (28) J'ai déjà insisté dans mon livre sur Wagner. On peut remarquer que lorsque Korsh fit le compte-rendu du livre de la CNT «L'œuvre constructive de la révolution espagnole» (actuellement ré-édité), il n'écrivit pas dans la revue conseilliste «Living Marxism» où il collaborait, mais dans «Zeitschrift für Sozialforschung», également publié aux Etats-Unis. Traduit dans «Problèmes de la construction et du logement dans la révolution espagnole 1936-1939», de Bernard Catlla, 1976, ed. de l'auteur (B. Catlla, 66800 Saillagouse).
- (29) op. cit., p.114.
- (30) op. cit., p.88.
- (31) Voir dans mon livre, p.262, un texte de 1922 de Galo Díez, sur la critique d'un syndicaliste qui prêche le socialisme hors de chez lui et qui à la maison est un misérable exploiteur de sa compagne et de ses enfants. Pour Pannekoek on peut noter qu'il maintient son critère sur la révolution et le paysannat en 1952 dans une lettre à la revue «Socialisme ou Barbarie», dans Castoriadis «L'expérience du mouvement ouvrier», 10/18, p.264 et suivantes du tome 1.
- (32) Sam Moss «Cahiers du communisme de conseil», IV, 1969, n°3, p.37 (=«Living Marxism» n°6, IV-1939).
- (33) «Cahiers de discussion pour le socialisme de conseil» n°8, IV-1968 (texte de A., 30-6-1967).
- (34) Ecrit en 1948, préface à «La filosofía de Lenin» de Pannekoek, ed. chilienne, p.IX, ed. esp. 1976, p.17-18; dans l'édition française «Lénine philosophe» (Spartacus, 1970) le texte ne figure pas, ni non plus deux extraits de lettres de Pannekoek à propos de son texte (refusés par les traducteurs!).
- (35) Telesforo Tajuelo «El M.I.L., Puig Antich y los G.A.R.I.», Paris, Ruedo Ibérico, 1977, p.66.
- (36) op. cit., p.488. ■





DU (FAUX) ' ANTILÉNINISME

f.mintz

Sans tomber dans l'exagération ou le paradoxe, force est de reconnaître que les idées libertaires, anti-autoritaires et antiléninistes, par définition, ne sont pas complètement dégagées des défauts qu'elles critiquent chez les autres idéologies (1).

Le premier grand problème est celui de l'attitude face au progrès, à l'évolution.

Pour Bakounine, le progrès est lié à l'action des révolutionnaires, à la prise de conscience qu'elle entraînera parmi les exploités (en dépit des intérêts contradictoires). Dans une de ses dernières lettres (15-2-1875), malgré le découragement dû au fait que «*Jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire*», il écrit aussi à propos du militantisme des Jurassiens et des Belges que «*rien ne se perd dans le monde*» (2).

Chez Kropotkine, dans «*Paroles d'un Révolté*», commencé cinq ans plus tard, on a, au contraire, l'affirmation répétée de l'imminence de la Révolution (de même que dans «*La Conquête du Pain*»). Dès 1904, cependant, Kropotkine nuance ses affirmations, pour reconnaître en 1919 «*la profondeur de la réaction*», «*l'extension coloniale*», «*encore à prévoir une série de guerres*» (3).

Malgré ces nuances, le sens profond de l'anarchisme tel qu'il a été répandu, fut l'optimisme démontré par «*L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste*» (livre d'Elisée Reclus). Même si Malatesta critiqua (bien tard) l'optimisme suscité par les œuvres de Kropotkine, Malatesta lui-même oublia de signaler que son volontarisme insurrectionnel représente également une vision mécaniste et déterministe.

A cause de cette «foi» en l'Histoire, de nombreux textes de propagande anarchiste ressemblent à la littérature trotskyste, soviétique ou apostolique: - répétition de formules-clichés («*nous l'avions dit*», «*nos idées pénètrent*») à propos de faits isolés; - critiques acerbes des rivaux politiques (sans donner leur position exacte); - évocation des grands morts, des grands événements du Mouvement (avec un calendrier et un style presque religieux); - grande place aux groupes de la même idée à l'étranger (sans replacer ces groupes dans la réalité). Cette mentalité obtuse (fidèle aux idées et fermée au

concret, à l'adaptation) me semble issue du mythe du progrès, et même de la croyance que la mort n'efface pas les œuvres humaines. La propagande et/ou l'action exemplaire réveilleraient l'expérience révolutionnaire passée des travailleurs (4).

En fait, la répression physique peut faire disparaître un mouvement (les Albigeois au XIII^e siècle, l'anarchisme coréen en 1950-54) ou le rendre insignifiant (anarchisme aux USA et en URSS). La dispute de Marx et de Bakounine a eu le mérite de montrer l'insuffisance des prévisions sur l'imminence de la révolution en Grande-Bretagne et en Allemagne à cause du développement du capitalisme, ou sur l'arrivée de la révolution dans les pays slaves et latins à cause du caractère de la psychologie nationale: les révolutions russe et espagnole ont aussi mal finies que les sociaux-démocraties anglaise et allemande.

L'histoire des moments révolutionnaires correspond à des crises prévisibles économiquement (mauvaises récoltes, mauvaise gestion) ou politiquement (rivalités de classes ou de groupes, guerres d'expansion latentes), mais l'étincelle se produit (1910 au Mexique, 1917 en Russie, 1936 en Espagne, etc.) ou ne se produit pas (par exemple pour la France, les grèves de 1906-1909, 1936, les grèves de 1953, etc.).

Ces fantaisies de la date de l'arrivée de la révolution constituent le **deuxième problème** qui doit converger la pensée autoritaire et la pensée libertaire.

Les militants se lancent dans l'activisme absolu pour entraîner les masses: attentats anarchistes de la fin du XIX^e siècle et bandes armées marxistes-léninistes dans les années 1960-80 en Amérique Latine, en Allemagne et en Italie. Ou bien, à l'inverse, c'est la propagande répétitive, la diffusion de textes anciens (dans le genre secte protestante) et la préparation d'une organisation solide: Mai 1968 a d'abord été refusé par la F.A. et l'O.C.I. parce que c'étaient des «petits bourgeois» et des «provocateurs» qui «l'avaient lancé» (*). Il ne faut pas «user» les militants dans des «escarmouches» sans intérêts! On peut remarquer qu'un mouvement sans tradition comme le situationnisme arrive en quelques années à se scléroser et à radoter comme les groupes cités.

Le fond du problème, c'est la croyance au monopole du savoir, au rôle du prof. Je me rappelle d'une discussion sur le Portugal en 1974 et la question-réponse d'un camarade (vieux militant italien): «Est-ce qu'il y a des anarchistes organisés là-bas? (Non) Alors il ne peut y avoir de révolution!». Kropotkine a pourtant démontré, tout comme Bakounine, la créativité des masses, leur conscience politique aigüe lors des conflits populaires. Et l'expérience soviétique et espagnole l'ont confirmé. Mais la force de l'illusion du savoir efface généralement chez les militants autoritaires et libertaires l'initiative des masses. «S'il y a un diable dans toute l'histoire humaine, c'est ce principe du commandement» dit Bakounine (5). Sans tomber dans la discussion aussitôt tranchée par les marxistes, les chrétiens, les psychanalistes, etc., en faveur du rôle de chef et de hiérarchie dans les sociétés humaines, il est sûr que l'éducation habitue la majorité des gens à obéir dans les circonstances les plus diverses.

La recherche d'une solution efficace, sans l'illusion de la rapidité, pour un terme proche et à partir de la théorie n'est pas plus clair chez les autoritaires que chez les libertaires. Chez les marxistes, les textes du maître justifient à la fois dans des régions semblables: la lutte armée, la coexistence pacifique (collaboration entre dictatures) et le réformisme (euro-communisme, capitalisme d'Etat), chez les libertaires, les textes des maîtres (Bakounine, Ferrer, Robin, etc.)

justifient aussi dans des zones identiques: la lutte armée, le choix d'une dictature contre une autre (à un moment en Suède et en Argentine) et le réformisme (manie exclusive de l'espérantisme, la pédagogie, la non-violence, le syndicalisme, la sexualité, etc.).

En théorie, il devrait y avoir des contrats mutuels, une synthèse, mais en pratique «la richesse et la complémentarité» sont absentes. Les options tactiques se doublent du défaut précédemment évoqué de la croyance en la meilleure solution choisie (chaque groupe, chaque prof considère sa matière comme le nombril du monde). Et tous de se croire supérieurs parce qu'ils sont les plus fidèles au message du maître.

Ces trois grandes questions (attitude face à l'histoire, aux non-politisés, au message idéologique) ne sont pas en gros différentes entre des pensées radicalement opposées sur ces mêmes questions.

Le passé démontre que «l'efficacité» vient autant ou plus d'une connaissance, d'une stabilité dans un milieu que de l'attitude «politique». Les étudiants du 22 Mars à Nanterre ont eu un impact parce qu'ils n'étaient pas parachutés du dehors. L'Ukraine, Kronstadt, l'Espagne foisonnent d'exemples positifs d'actions locales avec des militants du terroir entraînés par les autres et entraînant les autres. Les foyers de guérilla en Amérique Latine ont presque tous échoué (Guevara et ses Cubains en Bolivie) parce qu'ils répondaient plus à des manipulations extérieures qu'à une volonté ressentie par les exploités.

Le facteur local est important, mais non essentiel pour «enthousiasmer les masses», car Tito, Castro, chefs de leur guérilla, arrivent à gêner leur soutien populaire par leur hiérarchie (caste, mafia, etc.).

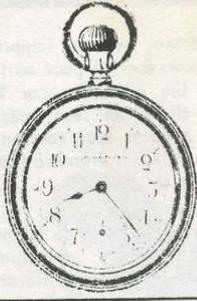
La connaissance du milieu d'une part et le refus de la facilité de l'autre (la participation électorale, les faveurs hiérarchiques) sont les garants d'une attitude libertaire, d'un véritable anti-léninisme. En ce sens on peut dire que les étiquettes politiques correspondent plutôt rarement à la pratique, lorsque l'accent est mis sur une tactique, une interprétation exagérément stricte d'une idée au détriment d'une connaissance élémentaire de soi-même (jouer au petit chef, donner des ordres avec satisfaction). «On ne peut prêcher la fraternité et être ensuite susceptible, vindicatif, critiqueur, bagarreur, diffamateur ou envieux» (6). ■

Frank MINTZ.

- (1) Tomas, «La CNT tiene un brillante porvenir... detras de elle», *Nada* n°3; *Conférence sur le Consensus et la répression, janvier 1980, Paris*.
- (2) A. Lehning, «Michel Bakounine et les autres», *10/18*, p. 342-343.
- (3) Kropotkine, «Paroles d'un Révolté», éd. Flammarion, 1978, p. 255 et ss.
- (4) *C'est presque le mythe platonicien de la caverne*.
- (5) *Oeuvres*, éd. Champ Libre, t. VI, p. 18.
- (6) Galo Diez, «Esencia ideologica del sindicalismo», 1922, p. 38.



«S'IL Y A UN DIABLE DANS TOUTE L'HISTOIRE HUMAINE, C'EST CE PRINCIPE DU COMMANDEMENT».



LA COLONNE DE FER

LA REVOLUTION ESPAGNOLE;
ON A BEAUCOUP PARLE DE LA
COLONNE DURRUTI,
DE SES ACTIVITES, DE SES RESPONSABLES...
MAIS, APRES UNE VASTE CAMPAGNE DE
DENIGREMENT,
UNE
CHAPPE DE PLOMB
SEMBLE S'ETRE ABATTUE SUR LA
COLONNE DE FER:
LA PLUS INTRANSIGEANTE DES COLONNES,
S'IL EN FUT;
LA PLUS HOSTILE A L'ENTREE DES
"CAMARADES MINISTRES" AU
GOUVERNEMENT;
LA PLUS REFRACTAIRE A LA MILITARISATION
DES MILICES.
IL Y AURAIT BEAUCOUP A ECRIRE
SUR SES ACTIONS,
COMME PAR EXEMPLE SON RETOUR
DU FRONT A VALENCE,
LE 1^o OCTOBRE 36,
POUR S'EMPARER D'ARMES ET MUNITIONS
QUI LEURS FAISAIENT
CRUELLEMENT DEFAUT, EN DESARMANT
LES CORPS DE POLICE
DE LA VILLE...IL
FAUDRAIT AUSSI ABORDER LE PROJET DE
"HOLD-UP" DE LA
BANQUE D'ESPAGNE AFIN DE NE PAS
REPETER L'ERREUR COMMISE
PAR LA COMMUNE
DE PARIS...
NOUS AVONS DEMANDE AU CAMARADE
NESTOR ROMERO, QUI
A REALISE
UNE ETUDE APPROFONDIE DU SUJET,
DE BROSSER,
DANS LE CADRE
RESTREINT DE CETTE RUBRIQUE,
UN PORTRAIT RAPIDE
DE LA
COLONNE DE FER.



Nous allons former une Colonne!... Il faut former une colonne tout de suite», entend-on sans cesse dans ce monastère de la «Calle Orihuela» à Valence, en ce début Août 1936. Ce ne sont pas, bien entendu, des moines qui échangent de tels propos, mais des centaines de jeunes militants qui ont transformé l'établissement en «Caserna» provisoire. «Oui, il faut former une colonne, une colonne de fer!» lance quelqu'un dans la foule... C'est cela «Una columna de Hierro»... Et le mot fit fortune nous raconte un ancien milicien...

En effet la «Colonne de fer» allait, très vite, devenir célèbre, la plus célèbre des colonnes libertaires, vraisemblablement, après celle de Durruti. Mais à l'inverse de celle-ci, son prestige ne provenait pas du charisme d'un leader universellement connu. Tout au contraire, c'est de son action collective que naquit sa popularité, car, si certains de ses principaux animateurs avaient une certaine notoriété dans la région du Levant, aucun ne disposait d'une stature comparable à celle des grandes figures nationales du Mouvement libertaire.

Alors, pourquoi et comment cette célébrité? Pourquoi cette haine, ce dénigrement systématique des uns, à l'extérieur comme à l'intérieur du M.L., et cette admiration des autres? Pourquoi, en un mot, cette passion dans les jugements portés sur l'action de la Colonne de Fer? Il n'est pas inutile, pour tenter de répondre à ces questions, de survoler rapidement l'histoire de ces miliciens qui plus que d'autres furent qualifiés d'«Incontrolados».

On le sait, à Valence, le 19 Juillet 1936, les événements ne prirent pas la même tournure qu'à Barcelone ou à Madrid. Il fallut attendre les premières heures du Dimanche 2 Août pour que tombent les casernes occupées par les militaires soulevés. Jusque là, la plus grande confusion avait régné dans les sphères du pouvoir comme dans les instances dirigeantes des organisations politiques et syndicales: Fallait-il ou non croire au loyalisme de ces militaires qui malgré une proclamation publique de loyalisme refusaient d'ouvrir les portes des casernes? Les militants des diverses organisations, quant à eux, ne restèrent pas inactifs pendant ces 15 jours d'indécision officielle. Ainsi, des groupes se formèrent qui décidèrent de monter vers Tétel, à la rencontre des troupes fascistes, pour tenter de stopper leur avance. Une petite colonne, par exemple, formée de jeunes militants de



Puerto de Sagunto et de Gardes Civiles fidèles à la République prit la route de Tétel. Arrivée à La Puebla de Valverde, à une vingtaine de kilomètres de Tétel, la colonne fit une halte de repos et là, brusquement, les gardes se mirent à tirer sur les militants. Une véritable tuerie, plusieurs dizaines de morts, des blessés tentant de fuir, et quelques rescapés qui purent retourner à Valence, rendre compte de la trahison des gardes.

On comprend, alors, pourquoi les quelques centaines de miliciens qui formèrent à Valence la Colonne de Fer prirent la route de Tétel. Le premier engagement sérieux se produisit à Sarion, sur le Maestrazgo, le 13 Août, et les fascistes furent mis en fuite. Enfin la Colonne atteignit La Puebla où s'établit son Comité. Car, entre La Puebla et Tétel se trouve Puerto de Escandon, un col, autour duquel l'ennemi a pris position. Après une première tentative pour forcer le passage, le front s'établi là, dans ces terres arides, à quelques 15km de l'objectif.

Rien, jusqu'ici, on le voit, qui singularise dans son activité militaire, la Colonne de Fer des autres unités libertaires du front

d'Aragon. Cependant, les militants de Valence avaient ouvert les portes de San Miguel de los Reyes, ce sinistre pénitencier, et libéré les prisonniers politiques et de droit commun. Nombre de ces derniers choisirent de s'intégrer à la Colonne et de partir au front. Mais là encore rien d'exceptionnel car, partout, en ce début de Révolution les anarchistes ouvrirent les prisons. Simple-ment, et bien qu'il soit difficile de le vérifier, les droits communs étaient peut-être plus nombreux dans la Colonne de Fer mais surtout, le Comité de la Colonne revendiqua et justifia la prise en charge de ces prisonniers à un moment qui pouvait sembler mal choisi aux responsables nationaux de la C.N.T., au moment justement où tout était fait pour convaincre les miliciens de la nécessité de la militarisation des colonnes:

«Il est vrai que nous avons dans notre Colonne les camarades prisonniers de San Miguel de los Reyes. Mais il fallait bien voir qu'ils devaient être libérés et que quelqu'un affronte la responsabilité de les conduire au front. Nous qui avons toujours accusé la société de toutes ses faiblesses, nous les considérons comme des frères et avec nous, ils partent risquer leur vie, et avec nous ils luttèrent pour la liberté. (...)»

Ainsi s'exprimait le Comité de la Colonne de Fer dans le journal de Valence «Nosotros» le 19 Février 1937, alors que de tous côtés, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Organisation, il n'était question que de discipline et de militarisation. Et pour ne pas être en reste «Linea de Fuego», le journal de la Colonne publiait le 25/11/1936 un long article au titre révélateur dans sa concision: «La disciplina, base del fascismo».

Car la vraie question qui dressa la Colonne contre les responsables du M.L. fut celle de la militarisation. Bien sûr, la Co-

«Linea de Fuego» est tiré sur 4 pages à La Puebla de Valverde par des militants du Syndicat de «Artes Graficas» de Valence. C'est un quotidien imprimé, d'information, bien sûr, mais où la plus grande place est faite à tout ce qui touche au domaine culturel. Ainsi sont publiés des poèmes, des nouvelles, des critiques littéraires et bien sûr des articles sur la politique, la sociologie, la philosophie, l'économie etc... Quelques permanents signent quotidiennement leur rubrique mais de nombreux militants s'expriment dans le journal sur les problèmes de leur vie quotidienne, sur le fonctionnement de la Colonne ou sur les grands problèmes nationaux. Par l'intermédiaire de «Linea de Fuego» sont discutés les problèmes particuliers de la Colonne et sont convoquées les A.G. Et puis parfois sont annoncées les épousailles en «Union libre» d'un tel ou d'une telle devant le secrétaire du Comité.

N. R.

lonne de Fer forma des groupes d'intervention qui pratiquèrent des incursions à l'arrière, qui prétendaient faire la révolution partout, tout de suite. Par exemple à Valence :

«La Colonne de Fer est descendue plusieurs fois à Valence. Elle descendait y appliquer une justice sommaire (Bajaba a administrar justicia escueta)(...) et la Colonne de Fer mit fin à toutes ces anomalies en un acte de souveraine volonté dont la moindre vertu ne fut pas d'exaspérer tous les ronds-de-cuir planqués et de recevoir l'approbation de toutes les consciences libres.

Une fois levés les obstacles à l'arrière-garde, les hommes de la colonne retournèrent à leurs parapets.»

Linea de Fuego, 24/10/1936.

Bien sûr il y eut les Collectivisations forcées, et ce ne fut certainement pas une mince erreur (1). Bien sûr, des règlements de comptes sanglants se produisirent dans la région auxquels participèrent les groupes de la Colonne, mais là encore rien qui fut absolument différent de ce qui se passait ailleurs, sinon une certaine véhémence dans la revendication et la justification des actions effectuées :

«C'est parce que cette société que nous préconisons et vers l'édification de laquelle nous marchons ne peut être conçue, édiflée et perfectionnée que par les parias qui pendant des siècles ont subi le fléau de l'exploitation et de l'esclavage, par la faim, la misère et le mépris, que ce furent d'authentiques prolétaires, les centurions de la Colonne de Fer qui vinrent à Castellon. Ils vinrent y accomplir une œuvre éminemment révolutionnaire de prophylaxie sociale afin que le terrain ainsi assaini puisse recevoir les premiers jalons sur lesquels doit prendre appui le nouvel Etat que la Révolution, avec toute sa vigueur et sa réalité, a instauré pour racheter, non seulement l'Espagne, mais l'humanité entière.

La Colonne de Fer et le groupe «Los Inseparables» ont réalisé à Castellon une œuvre de justice et d'orientation. Abolir les injustices et orienter les consciences ou brûler en des brasiers purificateurs les procès-verbaux, constats, instructions judiciaires et dossiers criminels établis contre les pauvres d'esprit, les faibles, les humbles. (...)

(Extrait d'un long article paru dans «Fragua Social», le 10/10/1936).

Par contre, si l'on en juge par les articles parus dans «Linea de Fuego», le journal de la Colonne, au lendemain de l'entrée de la C.N.T. au Gouvernement de Largo Caballero le 4 Novembre 1936, l'indignation était à son comble, et les miliciens du Puerto de Escandon ne machèrent pas leurs mots à l'adresse des responsables nationaux :

«Le télégraphe nous transmet la nouvelle, que nous insérons par ailleurs, de l'entrée de la C.N.T. au Gouvernement.

C'est dire que l'on accepte ce que l'on a toujours dénoncé mettant en pièces, ainsi, les fondements de nos idées.

Dorénavant, on ne parlera plus de liberté mais de soumission à «Notre Gouvernement», seul organe compétent pour diriger la guerre et la vie économique.

Quatre ministères sont attribués à l'Organisation Confédérale qui ne répondent en rien aux arguments en faveur de la création du Conseil National de Défense. (2)

Quatre ministères secondaires occupés par quatre individus qui ne se sont jamais intéressés aux problèmes qui maintenant leur seront posés. Nous verrons ainsi, un abbé-remont du Syndicat des Manufactures et Textiles, très averti des choses de la guerre, au ministère de la Justice. Un orateur (oratrice) et écrivain, spécialiste de thèmes sentimentaux et sociaux à la Santé publique, et un propagandiste professionnel au Commerce.

En fait, il n'existe pas de Départements (3) mais des Ministères, il n'y a pas d'hommes experts en la matière, capables d'initiatives personnelles, mais des politiciens incompétents, ineptes.

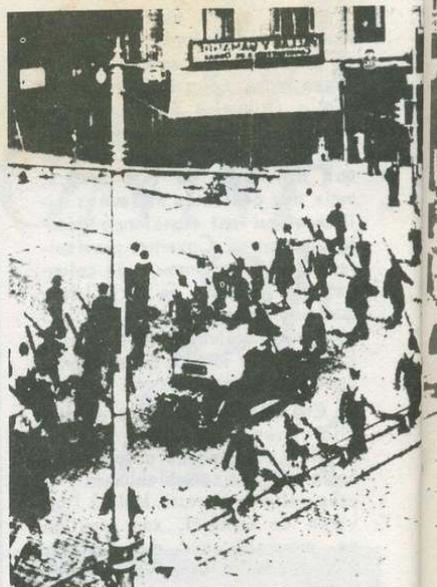
L'histoire continue, l'Etat demeure et tout cela au nom d'une Organisation qui se dit libertaire.

Jusqu'à quand camarades?»

(Texte mis en évidence dans un encadré en 3^e page de «Linea de Fuego» du 4 Novembre 1936).

Ainsi débuta ce nouveau combat des miliciens de la Colonne de Fer, au sein de leur propre organisation, contre la militarisation qui concrétisait sur le terrain la politique de participation des anarchistes à l'Etat.

Ce combat marque son apogée le 5 Février 1937 par la convoca-



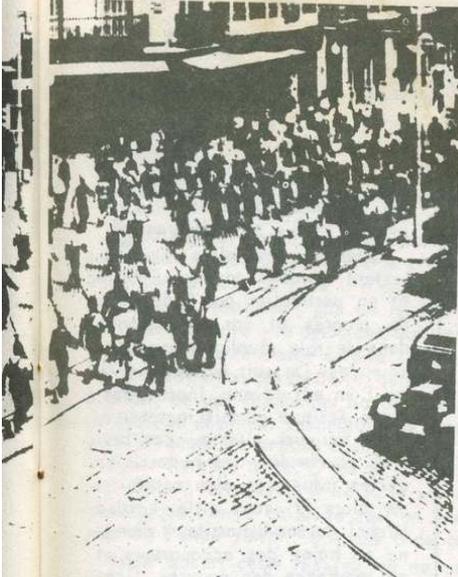
défilé d'anarchistes à Barcelone
coll. Cossira

tion d'un Plénum national des Colonnnes Confédérales et anarchistes à Valence. C'est, bien sûr, la Colonne de Fer qui convoque, en toute indiscipline d'ailleurs, sans même tenir compte de l'existence des différents Comités nationaux du M.L. (Ceux-ci seront invités après le début de la réunion et adopteront l'attitude d'observateurs. Ils devront supporter les critiques virulentes, aussi bien de certains partisans que des adversaires de la militarisation).

Après des débats pratiquement ininterrompus et passionnés d'un bout à l'autre le Plénum se prononcera le 7 Février à 6h du matin... pour la militarisation.

La Colonne de Fer est vaincue, définitivement. Elle deviendra en Mars 1937 la 83^e Brigade Mixte.

Est-il possible, maintenant, d'avancer des éléments de réponses aux questions préliminaires? Il semble bien que l'on puisse affirmer que ce qui fit la réputation parfois détestable de la Colonne de Fer fut, au fond, son opposition dans les faits et par les actes à la politique suivie par les instances dirigeantes du M.L. Et de fait, tout le problème posé par la Colonne ne peut se formuler que par d'autres questions maintes fois posées mais toujours sans réponses: Pourquoi la participation de la C.N.T. au Gouvernement? Pourquoi le M.L. n'envia-t-il jamais sérieusement l'instauration d'une guerre de guérillas? Deux questions dont on pressent qu'elles sont intimement liées et dont, semble-t-il les réponses sont à chercher dans l'idéologie même, au sens large du terme, de l'Anarchosyndicalis-



me espagnol de la première moitié de ce siècle. Mais, ce travail reste à faire. Il faudra bien s'y mettre un jour. ■

Nestor ROMERO.

- (1) Epineux problème que celui-ci. Exemple: Quand telle Colonne, la Colonne de Fer disons, entre à Sarion ou à La Puebla et proclame le Communisme libertaire et la «Prise au tas» y a-t-il coercition ou non? Quel est le rôle de l'Assemblée du village dans tout cela? Que représente cette Assemblée alors que souvent les jeunes sont au front dans l'un des deux camps? etc... Voir sur ce sujet: Mintz: «L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire», page 51 «Collectivisation forcée ou spontanée» (Bélibaste, 1970). Egalement et entre autres: «Historia oral de la Guerra Civil española de Ronald Fraser, Tome II, pages 62 et suivantes.
- (2) Consejo Nacional de Defensa: Alors que la pression se fait de plus en plus grande pour l'unification du commandement et la participation de la CNT au Gouvernement, celle-ci lance l'idée de Conseil National de Défense. On peut se poser la question de savoir dans quelle mesure ce slogan n'était pas destiné à préparer les esprits à la prochaine collaboration.
- (3) Le Conseil devait être constitué de Départements et non de ministères. Vertus du vocabulaire!?

autonomie contre militarisation

Intervention d'un délégué de la Colonne de Fer au Plénum Régional de Valence (approuvée par la colonne et reproduite par son organe «Linea de Fuego», le 17 novembre 1936, Front de Téruel):

«La Colonne de Fer doit exposer sa structure, son organisation interne. A ce sujet, la discussion doit porter sur divers points. D'abord sur celui de la militarisation. Car il y a un décret du gouvernement qui prévoit la militarisation de toutes les colonnes, et il y a des camarades qui croient que la militarisation arrange tout.

«Nous, nous disons qu'elle n'arrangera rien.

«Face aux caporaux, sergents et officiers sortis des académies, totalement ignorants, parfois, des problèmes de la guerre, nous présentons notre organisation, nous n'acceptons pas la structure militaire. La Colonne de Fer et toutes les colonnes de la CNT et de la FAI, et même d'autres qui ne sont pas confédérales, n'ont pas accepté la discipline militaire.

● Commandement unique ou coordination?

«Dans une motion présentée et approuvée dans une réunion à Valence par la CNT, la FAI, la Colonne de Fer, etc., et dans laquelle est considérée nécessaire la création d'un organisme qui serve de liaison entre les forces qui luttent à Téruel et sur divers fronts, on demande la constitution des Comités de guerre et de Comités de colonne, en vue de former par voie de délégation le Comité d'opérations, composé de deux délégués civils et un technicien général militaire comme assesseur, pour chaque colonne, et par le délégué de guerre du Comité exécutif populaire, qui doit servir de liaison entre les colonnes de Téruel et celles des autres fronts.

«C'est-à-dire que nous, qui sommes contre ce qu'on appelle le commandement unique, nous propageons par l'exemple et la pratique la coordination de toutes les forces qui luttent. Nous ne pouvons accepter qu'un état-major, qu'un ministre, qui ne connaissent pratiquement pas la situation du terrain, qui ne sont jamais allés sur le champ de bataille, qui ignorent tout de la mentalité des hommes qu'ils commandent (quand cette ignorance ne s'étend pas, au surplus, à la technique militaire) nous dirigent d'un bureau et nous donnent des ordres, la plupart du temps insensés. Et comme nous avons dû presque toujours nous soumettre aux ordres du commandement militaire, des délégations de guerre et de l'état-major, nous devons protester et demander la destitution dudit état-major de Valence. Aussi longtemps que nous lui avons obéi, la désorientation était si grande que nous ne savions rien de la situation des autres fronts, ni de l'activité des autres colonnes: nous subissions des bombardements sans pouvoir savoir d'où ils venaient. C'est pourquoi nous proposons la création d'un Comité d'opérations, composé de représentants de chaque centrale d'organisation; nous voulons, nous, des représentants qui connaissent bien le terrain et savent où aller.

«La constitution de Comités de guerre est acceptée par toutes les milices confédérales. Nous partons de l'individu et formons des groupes de dix, qui s'arrangent entre eux pour les petites opérations. La réunion de dix groupes forme une centurie, qui nomme un délégué pour la représenter. Trente centuries forment une colonne, qui est dirigée par le Comité de guerre, dans lequel les délégués de centuries ont voix au chapitre.

«Un autre point, c'est celui de la coordination de tous les fronts. Celle-ci sera réalisée par les comités constitués par deux délégués civils, un délégué militaire comme assesseur, outre la délégation du Comité exécutif populaire. Ainsi, bien que chaque colonne conserve sa liberté d'action, nous arrivons à la coordination des forces, qui n'est pas la même chose que l'unité de commandement.

«Les marxistes et les républicains ne voulaient pas de cela, parce qu'ils disaient que les colonnes n'ont pas à discuter et que tous doivent respecter ce qu'ordonne l'état-major. Ainsi, mieux valait un échec avec l'état-major que cinquante victoires avec cinquante comités.

● Hiérarchie militaire ou fédéralisme?

«Quant à la militarisation, nous voulons bien admettre que les militaires, qui se sont adonnés toute leur vie à l'étude des tactiques guerrières, sont plus avertis que nous, et que leurs conseils valent souvent mieux que les nôtres. Par conséquent, nous acceptons leurs conseils, leur collaboration. Dans notre colonne, par exemple, l'élément militaire, dans lequel nous avons confiance, travaille de concert avec nous et, ensemble, nous coordonnons nos efforts; mais si l'on nous militarise, la seule chose qui arrivera, ce sera de bouleverser cette norme. Il y a bien la colonne Eixa-Uribes, maintenant Palacios-Urbe, qui est militarisée, mais cette militarisation a été décidée par elle-même. Nous, nous n'avons pas besoin de galons, et par conséquent, nous ne pouvons lui donner raison. Le résultat de cela est qu'on est passé d'une structure fédéraliste à une discipline de caserne, ce que précisément nous ne voulons pas.

«On parle également de milices uniques. Nous pensons que le groupement par affinités devra prévaloir demain comme aujourd'hui. Que les individus se groupent suivant leurs idées et leur tempérament. Que ceux qui pensent de telle ou telle façon unissent leurs efforts pour réaliser leurs buts communs. Si l'on forme les colonnes d'une manière hétérogène, on n'arrivera à aucun résultat pratique.

«C'est-à-dire que nous ne renonçons nullement à l'indépendance des colonnes et ne voulons nous assujettir à aucun commandement gouvernemental. Nous luttons d'abord pour abattre le fascisme, ensuite pour notre idéal, qui est l'anarchie. Notre action ne doit pas tendre à renforcer l'Etat, mais à le détruire progressivement, à rendre inutile le gouvernement.» ■

(tiré de «La Catalogne libre», d'André et Dori Proudhommeaux, Editions du «Combat Syndicaliste», Paris, 1970).

LIVRES

L'œuvre littéraire de Louise Michel

«Le claque-dents, c'est l'agonie du vieux monde. La débâcle est commencée au petit bruit sec de l'or, la danse macabre des banques valse autour de dernières bastilles. Le glas sonne sur toutes les tyrannies. Ainsi nous touchons à Germinal, à la fin de notre hiver séculaire».

Peu à peu, les œuvres «littéraires» de Louise Michel revoient le jour. On ne peut que s'en réjouir, d'autant qu'elles sont précédées d'une nécessaire «mise au point» où Jean-Claude Renault fait justice des récupérations féministes qui ont osé mettre sur la même étagère la communarde Louise Michel et la réactionnaire Georges Sand. Pendant que l'une se battait sur les barricades, l'autre, dans son boudoir, se permettait d'écrire à propos des insurgés: «Ce sont des ânes, gros-siers et bêtes, ou des coquins de bas étage. La foule qui les suit

«LES CRIMES DE L'EPOQUE»
110 pages,
«LE CLaque-DENTS»
286 pages,
Editions Plasma,
Collection Les Feuilles vives.



LOUISE MICHEL,
GASTON DEFFERRE ET LES AUTRES...

est en partie dupe et folle, en partie ignoble et malfaisante».

Bien sûr, nouvelles et roman, restent marqués par leur époque et en particulier par l'idéologie du progrès et par la croyance dans le rôle révolutionnaire des sciences. On sait aujourd'hui ce qu'il en est advenu. Inachevées, d'une écriture parfois incertaine, mais toujours vivante, ces œuvres pourfendent les hypocrisies et les injustices d'un capitalisme alors (?) sans pitié. Louise Michel, femme-dynamite, y promène sa haine des accapareurs et sa tendresse des pauvres. Dans notre monde ambigu, certaines phrases sonnent encore comme des vérités premières, comme des appels à la lutte. «Vers qui montent ces cris de l'homme ou de la bête? Il n'y a rien au ciel, rien sur la terre. Peut-être qu'ils appellent la justice qu'on ne voit pas encore».

René ARCOS.

Louise Michel a dû se retourner dans la tombe si elle a appris comment elle a été célébrée en juin dernier à Marseille.

En effet, c'est sur l'initiative d'un groupe de féministes qu'on a exhumé de l'oubli la personnalité poussiéreuse de Louise Michel, morte il y a 75 ans à Marseille, par hasard. A grands renforts de publicité, une exposition suivie d'un colloque a été organisée par le Centre d'Etudes Féminines de l'Université de Provence, aux Archives Municipales de Marseille tenues par Gaston Defferre et sa clique de politicards!!!

Les anarchistes marseillais ont donc eu droit à diverses insertions journalistiques annonçant l'événement dans la presse pourrie locale, dont «Le Provençal», quotidien que possède le même Defferre, député-maire de Marseille et président du groupe parlementaire socialiste de l'Assemblée Nationale. C'est ainsi que Michèle Grandjean, habituellement chargée du courrier du cœur et des critiques cinématographiques, a pondu un grand article aussi bête qu'hypocrite dans le style «Louise Michel Superstar ou Superwoman», dans «Le Provençal-Dimanche» du 8 juin, et qu'un certain R.B. récidive le 13 juin toujours dans le même torchon pour sanctifier la pose d'une plaque commémorative à l'endroit où serait morte la mère Michel. En fait, alors que toute la pub auparavant avait annoncé que Defferre inaugurerait une belle plaque en marbre célébrant l'héroïne de la Commune de Paris et la militante anarchiste, au numéro 15 d'un grand boulevard, cela fut fait mais... au 19, pour des raisons propres aux hautes sphères municipales. Il faudrait tout de même expliquer que l'entrée du numéro 15 avait été entre temps bombée à la peinture noire du «A» cerclé encadré des inscriptions: «Merci Connards!». Les auteurs de ce bombage voulaient sans doute perpétuer véritablement

la mémoire de Louise Michel que se sont empressés de malmener ensuite le Maire, ses suppôts et les historiens de service durant l'inauguration officielle de l'exposition faite par l'éternel député-maire et où il en a encore profité pour continuer à se foutre des méchants ans en évoquant ses souvenirs de la Résistance quand il publiait clandestinement un canard à Toulouse avec les frères Lyon, anarchistes notoires et même patriotes (sic)!!! Puis il a ajouté l'évocation de ses nombreuses relations avec les anarchistes de la région (les connaissons-nous?). Il faut ici ajouter, pour la vérité historique qui ne gêne pas certains, que ce même Defferre vitupérait, dans un éditorial du «Provençal» du 24 octobre 1977, contre «les crimes commis par les anarchistes», cause de la violence actuelle avec les «délits et crimes de droit commun» auquel seuls les Cénétistes ont eu le courage de répondre, dans une lettre ouverte au député-maire, arguant du droit de réponse, ce qui a été ignoré.

Les Marseillais ont donc été cordialement invités à une belle expo dans de beaux locaux historiques et à un colloque de deux jours où des universitaires de tout poil dont ceux du cru, parmi lesquels on trouvait de tristes professeurs notamment connus pour «saquer» leurs étudiants, ont doctement disséqué la pauvre Louise Michel jusqu'à en faire une analyse barthienne et à en étudier le messianisme et l'hagiographie!!!

Heureusement que ces lieux sinistres n'ont été fréquentés que par les intellectuels du coin et leurs émules, soit une centaine de personnes, laissant indifférents les centaines de milliers d'autres Marseillais qui n'avaient probablement pas compris le sens profond de cette manifestation officielle d'édification populaire. ■

Philippe LAMOTTE.

«ADIEUX AU PROLETARIAT»

(au-delà du socialisme)

essai d'André Gorz

Editions Galilée

245 pages, Paris, 1980.

L'auteur est connu pour ses œuvres sur le socialisme, la critique du capitalisme et ses rapports avec Sartre. Mais dans ce livre il n'engage que lui-même et ne cherche absolument pas de famille idéologique. Il est fidèle en cela à la démarche intellectuelle moderne qui a une forte tendance à faire semblant de tout confier à la réflexion personnelle, détachée de toute école à priori, ce qui comme par hasard consiste à appuyer un système dominant susceptible de verser des prébendes. Et quand la «mode» change, alors la critique se fait jour dans les têtes. C'est en gros le reproche qu'on peut faire à cet essai. Il ne lutte pas contre un front idéologique comme ce fut le cas, en leur temps, d'œuvres de Panait Istrati, d'André Gide ou de Camus.

Mise à part cette réserve, je ne peux que suivre l'auteur dans sa critique du marxisme, accusé d'être une affirmation religieuse fondée sur deux postulats : «Le développement des forces productives engendre la base matérielle du socialisme; le développement des forces productives fait surgir la base sociale du socialisme, à savoir: une classe ouvrière capable de s'appropriier collectivement et de gérer la totalité des forces productives...» (p. 14). Or: «Aucune observation empirique ni aucune expérience militante ne peuvent conduire à la découverte de la mission historique du prolétariat, mission qui est, selon Marx, constitutive de son être de classe» (p. 17).

De là, Gorz passe à une analyse de la condition ouvrière et de l'évolution sociale: «Mais ce qui était postulé chez Marx n'a jamais pu recevoir de vérification pratique. Les forces productives ou, plus exactement, les techniques de production ne se sont pas développées de manière que le travail social (ou socialement nécessaire) pût devenir une activité personnelle épanouissante, ni, surtout, de manière que l'organisation et la division du travail à l'échelle de la société dans son ensemble pussent être maîtrisées, pensées et vécues par chacun comme le résultat voulu par tous de leur coopération volontaire» (p. 106-107).

Enfin, Gorz en arrive à conclure que la «classe ouvrière traditionnelle n'est plus qu'une minorité privilégiée. La majorité de la population appartient à ce néo-prolétariat post-industriel des sans-statut qui occupent des emplois précaires d'auxiliaire, de vacataire, d'ouvrier d'occasion, d'intérimaire...» (p. 96). Et à se demander, en se basant sur un document du CERES, si le refus du travail, «le ras-le-bol général, le je-m'en-foutisme» chez tous les salariés «ne constituent pas à la longue un mouvement profond de masse qui contribue à changer la société» (p. 200). Les

dernières analyses semblent privilégier l'État dispensateur de l'autogestion (p. 165, 168, 233) et la CFDT (p. 183, 225).

Il y a bien sûr d'autres points, mais le schéma général que je vois est celui que j'expose. Ce qui manque le plus, ce sont des axes de luttes concrètes, même volontaristes. Après une excellente critique du syndicalisme et des délégués non syndiqués qui finissent par être récupérés par le système (p. 66) Gorz, ayant fini son chapitre, passe à une autre analyse. Mais l'exploitation demeure, les syndicats aussi, ainsi que la nécessité de les dépasser durant les revendications: alors ?

Même imprécision au sujet du travail (qu'il faille travailler moins et qu'il soit chiant, on est d'accord), mais la finalité du travail à l'Est comme à l'Ouest est de produire mal ou de produire pour la guerre, sur le dos du Tiers Monde. Et sur ce plan, les travailleurs (au sens classique ou au sens gorzien) sont aussi coupables que leurs patrons (capitalistes et communistes): «...les ouvriers allemands, à l'égal de leurs maîtres, avaient aspiré à conquérir pour eux les matières premières moins chères (...) De leur côté, les ouvriers français et anglais se montraient pleins d'indulgence pour des conquêtes semblables...» (Kropotkine, 5-XII-1919, post-face à l'édition russe de «Paroles d'un Révolté», Flammarion, 1978, p. 277).

En ce sens, ce que Gorz signale, avec une certaine exagération à mon avis, sur les travailleurs temporaires et la désacralisation du travail peut aussi bien être canalisé vers un nouveau national-socialisme fondé sur le patriotisme et la xénophobie qu'aboutir sur une contestation révolutionnaire: émeutes populaires de Reggio di Calabria d'il y a quelques années, contrôlées par les fascistes; aspects nationalistes à Longwy en 78-79 bien que les travailleurs soient en bonne partie «métèques»; puissance et violence de certaines grèves aux Etats-Unis pour des buts 100% réformistes.

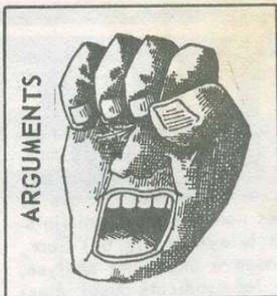
Sorti du marxisme, Gorz semble encore imprégné d'un mouvement de l'histoire ou d'un parti (CERES-CFDT?) qui amènerait «magiquement» la révolution. C'est du reste ce schématisme qui est présent dans la deuxième citation que je faisais («Aucune ... classes»): de Spartacus aux mouvements de contestation actuels il y a une ligne évidente de refus du pouvoir absolu et de l'exploitation assumée par les exploités, certaines couches, auxquelles s'unissent les autres franges de travailleurs. C'est sur la façon d'organiser le mouvement, quand il arrive, qu'il y a problème (avant-garde, révocation et rotation des tâches...). Mais le marxisme, dans le sens où Gorz l'a pris, ne concerne que les aspirants à de futurs postes, il ignore les problèmes de dictature interne et de magouilles, comme les premiers bolchéviques les ont dénoncés (Rakovski, Chiapnikov, etc.).

Finalement, c'est plutôt un livre à lire en bibliothèque qu'à acheter. ■

Frank MINTZ.

ET SI J'ALLAIS TRAVAILLER ? PAS A.U. ?

«Un mouvement profond de masse».



ELEMENTS D'EDUCATION LIBERTAIRE

Joel Spring, historien de l'éducation, a publié chez Free Life Ed. à New-York des «Eléments d'éducation libertaire» (A Primer of Libertarian Education) où il résume les principales idées des anarchistes sur l'éducation. Il vient de faire paraître un nouvel ouvrage consacré à une étude comparative des systèmes scolaires de différents pays. Il nous a expliqué, lors d'une interview réalisée à Portland, l'essentiel de sa démarche et des idées développées dans cet ouvrage.

M. E.



«SI LE SYSTEME
SCOLAIRE DEPEND DE
L'ETAT, IL DEVIENT UN
INSTRUMENT DE
L'ETAT».

□ A l'origine, les institutions publiques d'éducation, au moins aux Etats-Unis, étaient censées servir en priorité les pauvres, les minorités. Or, dès le début du XX^e siècle, on constate un lien étroit entre le système scolaire et l'idéologie de l'Etat, qui est alors celle du développement du capitalisme. Si le système scolaire dépend de l'Etat, il devient un instrument de l'Etat. Aux Etats-Unis, les capitalistes du début du siècle utilisent l'Etat à leur profit, et ils en font de même avec le système scolaire.

A partir de cette expérience historique, j'ai étudié les systèmes scolaires dans d'autres pays – en France, en Grande Bretagne, en URSS, en Chine – et j'y ai trouvé la même relation, la même structure.

■ Tu es arrivé seul à ce schéma ?

□ Non : m'intéressant à l'école, je me suis aussi intéressé à ceux qui la critiquaient, et c'est chez les anarchistes, en particulier chez Emma Goldman, que j'ai trouvé la critique la plus cohérente, que j'ai appris à poser la question : «qui contrôle l'Etat?».

■ Et tu as trouvé que ce sont les mêmes qui le contrôlent, en URSS comme aux USA.

□ Après la 2^e guerre mondiale, il règne aux Etats-Unis une très forte idéologie de l'égalité des chances, et cela entraîne le développement de l'enseignement scientifique et technique. On forme les intellectuels à des professions d'ingénieurs ou de techniciens pour mieux les insérer dans le système. A la même époque, le contrôle est en train de passer aux mains d'une élite technobureaucratique.

En URSS, il y avait eu la grande période expérimentale, pendant les années vingt et trente, avec Makarenko, avec la collectivisation de l'éducation. Mais après la deuxième guerre le système scolaire a été considéré comme un instrument non seulement pour contrôler la formation

des intellectuels, mais aussi leur place dans le système social. En outre, on rencontre les mêmes objectifs dans les systèmes scolaires de ces deux pays; le système est fait de telle sorte qu'il forme des travailleurs et les distribue dans la production, tout cela dans le cadre d'une société technocratique. Une bonne partie de la formation dispensée consiste à adapter les gens au système, au travail, pour qu'ils servent la société — il s'agit simplement aux USA et en URSS, de maîtres un peu différents, mais il faut les servir de la même façon.

C'est particulièrement la nouvelle classe d'intellectuels techniciens qui sert le capitalisme monopolistique. Il peut y avoir des conflits, parce que cette nouvelle classe a ses intérêts propres et cherche à les défendre, mais elle doit aussi se défendre, convaincre le capitalisme monopolistique qu'elle est indispensable pour gérer le système. En URSS, les intérêts propres de la nouvelle classe sont peut-être encore plus affirmés, ont dépassé le stade de la conflictualité. Mais c'est la même structure.

■ **Peux-tu préciser ce que tu entends par capitalisme monopolistique ?**

□ Aux Etats-Unis, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, on assiste au développement des grandes entreprises, des trusts dans l'énergie, le sucre, etc. C'est quand ils se tournent vers l'Etat qu'ils deviennent monopolistes, quand ils se mettent à servir l'Etat comme mécanisme pour assurer leur contrôle sur le marché. Le monopole, dans ces termes, représente les privilèges accordés par l'Etat.

■ **Ce que tu observes au sujet des techniciens et ingénieurs, de l'utilisation de l'école pour servir la production, est-ce que tu le vérifies aussi dans la recherche ?**

□ Absolument: dans tous les pays européens, on assiste à une centralisation croissante de la recherche, et à une dépendance accrue de la recherche à l'égard des institutions officielles. Prenons l'exemple de la France: avant la deuxième guerre, c'étaient les scientifiques eux-mêmes qui réclamaient des fonds gouvernementaux pour la recherche, Madame Curie était à la tête du mouvement. Après la guerre, on a songé à lever un impôt sur l'industrie pour financer spécifiquement la recherche scientifique, l'ensemble de la recherche. A cette époque, les scientifiques pensaient qu'ils contribuaient à l'avènement d'une société meilleure, de la société



Marc Patrut - Viva

«Le système n'arrive plus à adapter l'éducation au marché du travail»

utopique, et que plus le gouvernement les y aiderait, moins ils dépendraient de l'industrie privée. Eh bien, dès que le gouvernement s'est intéressé à la recherche, dès la deuxième guerre, ça a développé d'abord les techniques de destruction, en particulier la recherche nucléaire, qui n'est pas particulièrement pacifique.

■ **Et puis il a mis au pas les chercheurs, canalisé les fonds là où cela lui convenait, décidé qui avait droit de faire de la recherche ou pas...**

□ On observe deux phénomènes convergents: l'Etat contribue à former, à produire une nouvelle classe de techniciens, et cette classe a tout intérêt à ce que l'Etat se mêle le plus possible de la recherche et de l'éducation.

Les arguments consistent à dire que la société peut et doit être gérée pour son propre bien, que le bien-être social dépend d'une meilleure planification, et que c'est la classe techno-bureaucratique qui est le mieux à même de le faire. En plus, c'est la classe qui pourrait le mieux servir les intérêts des pauvres, des ouvriers, leur faire monter les échelons de la société pour parvenir jusqu'à cette nouvelle classe. C'est cela, en vérité, l'idéologie de l'égalité des chances...

■ **Tu n'es pas seulement historien, tu es aussi militant et tu participes à la critique en actes du système. Qu'est-ce qui se passe maintenant aux Etats-Unis, comment les gens luttent-ils ?**

□ Il faut se souvenir que dans les années soixante on a eu trop de candidats à l'éducation supérieure, trop de techniciens formés par le système; ces dernières années, on assiste à des tentatives de limiter l'accès aux «collèges». En fait, le système n'arrive plus maintenant à adapter l'éducation au marché du travail, et les enfants des pauvres, des ouvriers sont soit formés à des métiers pour lesquels ils ne trouveront pas de travail à la sortie de l'école, soit même plus formés du tout, on leur apprend tout juste à lire et à écrire. La réaction, c'est d'abord un rejet du système scolaire qui prend la forme de grève des impôts, de fermetures d'écoles, de retour à l'enseignement à la maison, aux écoles alternatives. L'Etat essaie de forcer les enfants à aller à l'école (ou les parents à les y envoyer), mais comme la Constitution garantit en principe la liberté d'expression on peut lutter jusque devant les tribunaux. Certes il y a un important secteur d'écoles privées aux Etats-Unis, mais une faible partie seulement sont pour les gosses de riches, la plupart sont des écoles catholiques pour les enfants d'ouvriers, des minorités catholiques pauvres. Là où ce mouvement est contradictoire, c'est quand on demande l'aide de l'Etat pour les écoles privées, les subventions ne servent qu'à rendre les écoles privées plus officielles, donc plus contrôlées. Mais tout ça est en pleine mouvance, ça évolue de jour en jour. ■

propos recueillis par
Marianne ENCKELL.



Pa Chin.

UN DES
 ECRIVAINS LES PLUS
 POPULAIRES DE
 CHINE.
 L'UN DES PLUS MECONNUS
 EN OCCIDENT
 OU ON COMMENCE
 A PEINE
 A TRADUIRE SES
 ŒUVRES (*).
 ET POURTANT, S'IL NOUS
 INTERESSE ICI,
 C'EST
 QUE SON
 ITINERAIRE PERSONNEL
 SE CONFOND,
 PARFOIS
 A S'Y MEPRENDRE,
 AVEC
 L'HISTOIRE DU
 MOUVEMENT LIBERTAIRE
 CHINOIS.
 S'IL FALLAIT UNE PREUVE
 POUR TEMOIGNER DE
 CE LIEN, LE
 PSEUDONYME
 LITTERAIRE CHOISI
 SUFFIRAIT :
 PA CHIN (PREMIERE
 SYLLABE DE BAKOUNINE
 ET DERNIERE DE
 KROPOTKINE).

(*) On peut lire en français: *Cœur d'Esclave* (nouvelle), *Asie-Information* n°7, 1966; *Famille* (Flammarion); *Nuits Glacées* (Gallimard); *Le jardin du repos* (Laffont).

la longue marche de pa chin

«Je n'ai qu'un dieu, l'humanité!»

Né le 25 novembre 1904 à Chengdu, capitale du Sichuan, au sein d'une famille de mandarins et propriétaires, Pa Chin découvre, dès 1919, l'anarchisme en lisant l'*Appel à la Jeunesse* de Kropotkine dans une traduction chinoise. «Je n'imaginais pas qu'il existât un tel livre au monde! C'était ma propre pensée, mais exprimée avec une netteté, une précision dont j'étais bien incapable. Ces idées fortes et excitantes, ce style plein de chaleur consumèrent le cœur du jeune homme de quinze ans que j'étais». (Mon Enfance).

C'est cette lecture qui l'amène à prendre contact et à militer au sein du groupe libertaire *Chun-She* (Société Egalitaire) qui publie *Ping Ming Chih Sheng* (La Voix du Peuple). Il y rédige quelques articles radicaux et proclame: «Je n'ai qu'un Dieu, l'humanité!».

EMMA GOLDMAN, LA «MERE SPIRITUELLE»

Comme de nombreux chinois, il part à Paris en 1927 poursuivre ses études (1). Il y écrit son premier ouvrage, *Destruction*, où il narre la vie exaltée d'un jeune intellectuel chinois qui sacrifie sa vie à la révolution à l'époque de Chang Kai-shek. Ce livre le rend célèbre à l'âge de 25 ans. Désormais il sera connu en Chine comme un «jeune révolutionnaire anarchiste et romantique».

Pa Chin réside un temps à Londres où il fait la connaissance d'Alexander Berkman, Max Nettlau et surtout Emma Goldman (2) qui le marquera très profondément. A partir de 1925, il entretiendra avec celle qu'il appelle sa «mère spirituelle», une longue correspondance. Pa Chin

avait d'ailleurs déjà lu avec enthousiasme des œuvres de Goldman traduites en chinois dans *Nouvelle Jeunesse* qui était la revue du Mouvement du 4 mai. Il écrira, plus tard, une *Biographie* de la militante américaine et, à plusieurs reprises traduira des articles d'Emma (3). Enfin, il la décrira souvent dans ses romans. Ceux-ci étaient d'ailleurs souvent peuplés de présences libertaires, de portraits de Bakounine accrochés aux murs... Son grand héros, dans *Rêverie en mer* (1932) est Sholem Schwazbart, anarchiste juif qui tua, à Paris, le général tsariste Simon Pétlioura responsable des massacres ukrainiens de 1919-1920.

De retour en Chine, il s'établit en 1929 à Shanghai et publie immédiatement *Du Capitalisme*, adaptation de l'*ABC de l'anarcho-communisme* d'Alexander Berkman. Dès lors, il réservera son pseudonyme, Pa Chin, à ses publications littéraires, et signera de son vrai nom, Li Fei-Kan, ses œuvres politiques.

LES ANNEES NOIRES DE LA REPRESSION

La situation politique qu'il trouve à son retour est marquée par la répression dirigée contre les écrivains. C'est l'une des périodes noires (1927-1937) pour les intellectuels chinois qui avaient connu un large renouveau avec le Mouvement du 4 mai (avec en particulier l'adoption de la langue parlée en littérature), et l'influence du grand écrivain Lu Hsun, celui qui en avril 1918 disait de façon prémonitrice: «la culture chinoise est un festin de chair humaine».

Car en 1927, c'est l'échec de la première révolution. La répression qui s'abat sur les écri-

vains révolutionnaires n'empêche pas l'existence d'une grande effervescence culturelle. En effet, nombreux sont ceux qui ne pouvant plus intervenir directement sur le cours de la révolution, s'orientent alors vers la littérature. L'un des principaux centres de cette résistance intellectuelle est Shanghai qui permet un refuge sûr par l'existence des concessions étrangères (anglaises, américaines, françaises...) dans la ville même.

En 1930 est créée la *Ligue des Ecrivains de gauche* à laquelle Pa Chin refuse d'adhérer. Ce refus lui vaut de féroces attaques de la part des écrivains communistes (en particulier Hsu Mou-Yung) qui l'accusent de «*déviatisme trotsko-fasciste*» (1). La plus grande figure de la littérature chinoise d'alors, traducteur des textes marxistes, Lu Hsun, prendra sa défense.

C'est l'année suivante, en 1931, que paraîtra *Famille*, roman qui rendra célèbre Pa Chin dans toute la Chine. Ce roman constitue une dénonciation habile de la famille féodale chinoise et une critique des superstitions. «*Quand la confiance dans les hommes commence à chanceler, on a recours aux dieux*».

DU NATIONALISME AUX TRADUCTIONS ANARCHISTES

En 1935, de retour du Japon, Pa Chin prend la direction des éditions *Vie Culturelle* et aide ainsi à l'introduction en Chine de la littérature occidentale. Il traduit Gogol, Tourguéniev, les contes d'Oscar Wilde, et fait publier Hugo, Flaubert...

En 1937, éclate la guerre sino-japonaise. Elle va provoquer une union nationale chinoise, et par là même mettre fin à la répression. Pa Chin s'identifiera à cette lutte nationaliste et après la libération, fera une brève carrière politique en tant que député du Sichuan au Congrès national des Peuples.

Alors que le communisme étend son hégémonie, Pa Chin va se prendre d'enthousiasme pour le rôle joué par la CNT et la FAI dans la révolution espagnole. «*Dans le champ de la littérature chinoise, je suis le seul à oser parler de ces deux groupes*».

En 1940, il quitte Shanghai et va s'installer à Kunming, province du Yunnan, important centre culturel de la Chine. Il y crée une maison d'édition, *Wen-shua Sheng buo*. Jusqu'en 1945, il aura une intense activité de traducteur libertaire et publiera les *Oeuvres*

complètes de Kropotkine, des ouvrages de Bakounine et Malatesta. Son frère apprendra même le russe pour pouvoir traduire les *Mémoires* de Herzen.

Les temps deviendront cependant de plus en plus durs pour l'expression libre des écrivains. A partir de 1949, dans les rééditions des œuvres de Pa Chin, le nom d'Emma Goldman ne sera plus prononcé, les portraits de Bakounine cèderont la place à ceux de Mao, et on re-écrira les fins de ses romans jugés trop pessimistes.

LA REVOLUTION CULTURELLE ET L'OGRE MAOÏSTE

En 1966, c'est une deuxième période noire qui s'ouvre. Avec la Révolution Culturelle, beaucoup d'écrivains sont emprisonnés, on ferme des bibliothèques, on interdit des publications et les traductions des œuvres occidentales. Pa Chin n'échappe évidemment pas à cette répression : ses livres sont critiqués en tant que «*gigantesques graines empoisonnées*».

«*En août 1966, j'ai été mis à l'écart et qualifié de sommité réactionnaire. Yao Wen-Yuan a déclaré que j'étais l'ancêtre de l'anarchie en Chine et les 14 volumes de mes œuvres ont été blâmés. Moi-même j'ai été soumis à la critique devant les masses et à la télévision. J'ai été privé de mes droits politiques et je n'avais plus le droit d'écrire (...). En 1968, dans les rues de Nankin, étaient placardés des da zi bao qui affirmaient que j'étais un traître à la nation (...). Au début de la Révolution culturelle je travaillais à l'Association des écrivains, je balayais, travaillais à*

la cantine et quelquefois je vidais les égoûts et les toilettes (j'y ai au moins appris ce qu'on doit faire quand un lavabo se bouche).

«*D'octobre 66 au début de 70, j'ai été contraint à des autocritiques par écrit et à la télévision. Puis, à partir de 70, j'ai passé deux ans et demi à l'Ecole des Cadres du 7 mai (4) où je cultivais des légumes, mais je pouvais rentrer chez moi une fois par mois (...)*».

Enfin, en 1973, Pa Chin est autorisé à vivre dans sa maison et à faire des traductions. Ceci au prix de quels compromis pour survivre? La révision de ses livres en porte témoignage. Aujourd'hui, les seuls travaux originaux qu'il envisage, viseraient, selon ses termes, à dénoncer «*la bande des 4, mais dans la ligne du Président Mao*». Au bout de son très long itinéraire d'engagement, l'ogre maoïste l'a-t-il définitivement avalé? ■

René ARCOS.

- (1) *Sur les raisons et les conséquences de cette émigration, voir Les origines du mouvement libertaire en Chine d'Albert Meltzer.*
- (2) *Emma Goldman (1869-1940), anarchiste américaine. Voir l'ouvrage Emma Goldman: épopée d'une anarchiste, Hachette, 1979.*
- (3) *En particulier, Sur l'émancipation des femmes, Le théâtre de Strinberg, et un article sur Ibsen.*
- (4) *Après la Révolution Culturelle de nombreux camps de rééducation par le travail furent rebaptisés par Mao, Ecoles des Cadres du 7 mai. C'est là qu'aboutirent de nombreux intellectuels et cadres du Parti.*



«*Quand la confiance dans les hommes commence à chanceler, on a recours aux dieux*».



LES GAUCHISTES
DE LENINGRAD

● Une des particularités de Leningrad est qu'il y existe depuis des années, en dépit des démantèlements successifs, au moins un groupe gauchiste. Le dernier en date (après l'écrasement du *Groupe anarco-communiste de Skobov-Tsourkov* en 78) les *Communards-révolutionnaires* connus aussi sous le nom d'anarco-hippies était en entier dans la clandestinité et tentait d'échapper aux recherches de la police. Trois de ses membres ont été condamnés le 25-12-79: Vladimir Mikhaïlov et Alexei Stassevitch à trois ans et Alevtina Kotchevoï à un an. (Le groupe cherche à établir des contacts avec des organisations anarchistes occidentales. Ecrire à leur correspondant à l'étranger, Andreï Okoulov, c/o Lev Routkevitch, Rasumovskigasse 9-11/23, A-1030 Wien, Autriche, qui transmettra).

REUNION INTERNATIONALE
DES CENTRES LIBERTAIRES
DE DOCUMENTATION

● Les 24, 25 et 26 Mai s'est tenue, à Lyon, une rencontre des centres adhérents à la Fédération Internationale des Centres d'Etudes et de Documentation Libertaire.

La journée du 24 a essentiellement portée sur la présentation des divers centres, leurs activités récentes. Lyon n'en est qu'à l'état embryonnaire, mais la librairie «La Gryffe» a organisé des débats et conférences. Wetzlar a notamment publié deux brochures. Milan s'est axé sur l'organisation du colloque international sur l'autogestion en 79; cette année, 4 séminaires étaient prévus dont 2 ont déjà eu lieu: Droit et Anarchisme, l'Imaginaire social. Les deux autres doivent porter sur: l'Ethique, Anarchisme et Economie. Barcelone qui est parvenu, tant bien que mal, à dépasser sa

grave situation à la suite de l'incendie en novembre 79, a édité en fac-similé la presse libertaire espagnole clandestine de 1945 à 1966. Bordeaux poursuit son travail de classement et d'acquisition d'archives ainsi que des activités culturelles. Paris dont les débuts ont surtout portés sur la parution d'«Anarchives» (la publication de la Fédération), entreprend maintenant un travail de classement et prépare une exposition sur la presse libertaire. Ce travail est mené en liaison avec le Centre de Propagande et de préciser que le C.E.R.E.L. ne se définit pas comme strictement libertaire, il a exposé ses activités: mise en place d'une bibliothèque de prêt, débats sur les prisons, la psychiatrie, l'Espagne et une fête qu'il organisait (qui s'est tenue, en Juin dernier, dans l'Aude).

Après cet exposé, un bilan a été dressé sur les fonds que chaque centre possède. Il a été décidé la poursuite de l'édition du bulletin «Anarchives» et dont les numéros suivants seraient constitués par les catalogues de livres et périodiques dressés par Wetzlar et Milan. Parallèlement, des feuilles au titre d'«Anarchives» circuleront. Genève s'est chargé de réaliser les premières de ces feuilles avec des bibliographies sur la Russie, l'Espagne, l'Antimilitarisme, le Marxisme et l'Anarchisme.

Enfin, rendez-vous a été pris pour une nouvelle rencontre, l'an prochain, à Wetzlar (R.F.A.).



ça s'agit, autour
de nous

22 ET 23 NOVEMBRE 1980:
JOURNEES LIBERTAIRES
A MONTPELLIER

● Une rencontre entre éditeurs, libraires, auteurs, imprimeurs, cinéastes, artistes libertaires aura lieu les 22 et 23 Novembre prochains.

Ces «journées libertaires de Montpellier» seront marquées par des tables rondes, une exposition-vente de brochures, casset-

tes, disques, journaux, livres, posters, etc., et d'autres activités. Une place importante devrait être accordée à l'audio-visuel. Pour de plus amples informations

Ronald Creagh
La Roseraie A1
208, avenue de Pont-Trinquat
34000 Montpellier.

COORDINATION LIBERTAIRE

● Une coordination libertaire se met en place en Franche-Comté depuis une réunion tenue à Lure le 1^o Juin dernier et à laquelle ont participé une trentaine de personnes.

Deux axes actuellement: pas d'exclusives (il y a des militants FA, proches de l'OCL et de TAC ou inorganisés); maintien de liens avec «Le Réveil Anarchiste» de Suisse.

Pour tous contacts:

C.E.S.L.
B.P. 121
25014-Besançon-Cédex.

GROUPE REFLEX

● Le groupe Reflex est formé par des anti-autoritaires indépendants de toute organisation. Il est ouvert à tous les individus qui désirent lutter contre l'asservissement des êtres humains par ceux qui se cachent derrière l'appareil étatique.

C'est un groupe de recherche et de réflexion qui se propose de dépister, étudier et dénoncer les différents aspects de la surveillance, du conditionnement et de l'oppression, en un mot de l'occupation dont nous sommes tous les victimes et dont un grand nombre de nos contemporains n'ont qu'une conscience diffuse.

Le groupe Reflex a décidé de s'employer à coordonner toutes les informations qu'il pourra accumuler afin de les examiner dans leurs mutuelles relations pour que s'en dégage une vue d'ensemble sur la stratégie et la tactique de l'ennemi. Reflex entend par là, livrer à tous ceux qui sont en «résistance contre l'occupant» un outil de lutte efficace: la carte de la domination sous toutes ses formes.

Attention: l'ennemi ne devra rien apprendre par nos travaux si ce n'est ce qu'il essaye de dissimuler à l'ensemble de la population, c'est-à-dire son omniprésence, ses moyens immenses, mais aussi ses faiblesses.

Parce qu'il est indépendant de toute organisation et qu'il ne prétend pas en créer une mais, simplement, participer à la lutte anti-étatique et anti-capitaliste dans son ensemble, Reflex ne re-

nonce pas à éditer une publication propre mais préfère fonctionner comme une agence d'analyse qui, après avoir réuni et traité les informations éparpillées qui lui parviendront, enverra le résultat de ses travaux aux individus ou groupes susceptibles de divulguer ces connaissances (en les publiant dans leurs journaux par exemple ou en les citant dans leurs conférences, livres, etc...).

Naturellement, un tel travail ne peut être mené à bien sans la collaboration de tous. D'ores et déjà, nous demandons qu'on nous fasse parvenir tous les renseignements possibles sur les objets de notre étude, dont le premier est le suivant :

Implantation de l'appareil étatique en zone urbaine : organisation administrative, judiciaire, policière, militaire, scolaire, assistance sociale, médicale, psychiatrique et carcérale... Nous allons travailler à visualiser le quadrillage du terrain et l'encadrement avoué de la population. Notre groupe se trouvant à Marseille, cette ville va nous servir de point de référence, mais il serait souhaitable qu'une étude similaire soit entreprise sur d'autres villes. Nous pourrions envisager de travailler en contact étroit avec d'autres groupes qui se créeraient ailleurs, en France ou à l'étranger.

Les renseignements que nous demandons n'excluent aucun des aspects de la vie quotidienne, car nous voulons démasquer la main de l'ennemi derrière les contraintes souvent présentées comme fortuites ou naturelles. N'hésitez donc pas à nous faire connaître vos expériences ou vos idées. Tout matériel est utile : photos, coupures de presse, textes de lois, récits, etc...

Pour tout contact :

Philippe Lamotte
12, rue Moustier
13001 Marseille.

LE C.E.R.E.L. DEMANDE

● Que tout groupe qui édite des affiches et affichettes concernant sa propre expression, en envoie un exemplaire en vue d'un travail sur l'expression et le graphisme dans le mouvement révolutionnaire et anti-autoritaire.

● Par ailleurs, que quiconque peut aider ou donner des informations pratiques pour le sous-titrage de films, le contacte.

Centre d'Etude et de Recherche sur l'Expression Libre (CEREL)
B.P. 128

11000-Carcassonne-Cédex.

En bref... En bref... En bref... En bref...



DEUX NOUVELLES BROCHURES DE L'U.T.C.L.

● A l'occasion d'un meeting sur les pays de l'Est qu'elle organisait fin juin dernier, l'UTCL de Nancy a publié une très intéressante brochure sous le titre : «L'U.R.S.S. socialiste?».

Par ailleurs, une autre brochure vient de paraître : «Le droit à la caresse» sur les homosexuels et leur lutte.

Pour se les procurer écrire à :

Editions «L»
B.P. 333
75525-Paris Cédex-11.

UNE NOUVELLE PUBLICATION DE L'O.C.L.

● Après la disparition, au printemps 79, de son journal «Front Libertaire», l'O.C.L. décidait, il y a quelques mois, de lancer une nouvelle publication.

Deux numéros de «Courant Alternatif» ont déjà vu le jour en Mai et Juin derniers, respectivement.

On peut les commander à :
O.C.L.-Région Parisienne
33, rue des Vignoles
75020 Paris.



IZTOK N°2 revue libertaire sur les pays de l'Est

● Le n°2 d'«Iztok» en français vient de paraître. Au sommaire :

Un dossier sur la Yougoslavie comprenant trois textes de Yougoslaves qui se définissent eux-mêmes comme libertaires, le compte-rendu d'«Argumenti», revue officielle de Rijeka, qui a publié en 78 un dossier sur l'Anarchisme et le Terrorisme, un article sur la Macédoine et le problème des nationalités et des échos sur les libertaires en Yougoslavie.

Un article sur la liquidation des anarchistes en Allemagne de l'Est entre 1945 et 1955 par les occupants soviétiques et les nouveaux maîtres.

Un article sur la situation économique et sociale en Bulgarie depuis dix ans.

«IZTOK»
c/o Les Amitiés Franco-Bulgares
26, rue Piat
75020 Paris.

«L'AMINOIR» N°3

● Le numéro 3 de «L'Aminoir», journal d'expression libertaire de la région Nord-Picardie, est paru.

Au sommaire, entre autres : le comité antimilitariste de Lille; Fréquence-Nord et Radio-Lille 80; décadence et misère théâtrale en milieu métropolitain; un dossier sur l'éducation...

Le tout enveloppé par un Editio qui en appelle au «lecteurs»!!!? : envoi d'informations, participation aux réunions, lieux de dépôt, etcætera.

«L'Aminoir»
B.P. 1134
59012-Lille-Cédex.

«ASSEMBLEE GENERALE»

● Le n°1 d'«Assemblée générale», édité par le Groupe communiste-anarchiste «Emma Goldman», est paru cet été. Presque entièrement consacré à l'Italie et à la répression qu'y subit le mouvement libertaire, il annonce la création d'une librairie-coopérative «Imagine», courant septembre, au local du groupe.

«Assemblée Générale»
51, rue de Lappe
75011 Paris.

AGORA. ABONNEZ-VOUS. AGORA.



les recettes de tonton Jules

refuser redistribuer les impôts

■ COMMENT FAIRE ? ■

A chaque paiement de l'impôt, reprenez 3% (ou plus); si vous payez mensuellement, vous pouvez faire la retenue au moment du solde de fin d'année. Mais vous avez, également le droit de demander, pour l'année suivante, à revenir au paiement par tiers.

Adressez une lettre, même très brève, au ministre de la Défense, 14 rue Saint-Dominique, 75007 Paris, pour lui dire que vous renouvellez ce refus tant que le projet du camp du Larzac ne sera pas abandonné. Vous pouvez joindre une copie de cette lettre à la somme adressée au percepteur, afin qu'il ne croie pas à une erreur.

Pour la redistribution, vous faites un chèque bancaire ou postal au nom de M. le Trésorier de l'Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac, Crédit agricole 101 10640 Millau. Vous inscrivez le mot «redistribution» au dos du chèque et vous l'adressez à M. Burguière, Fon Vive, 12100 Millau.

Contactez le groupe de Toulouse. Ce groupe rédige une fois l'an, une «lettre collective» qu'il s'efforce de rendre publique avec les signatures de ceux qui acceptent les risques du «refus collectif».

Si vous désirez (pour des raisons personnelles, professionnelles, syndicales...) que votre refus reste individuel et non public, contactez quand même le groupe de Toulouse pour être compté, informé, invité aux réunions. Simplement vous ne signerez pas la lettre collective.

■ LA REPRESSION ■

● ADMINISTRATIVE: Après quelques feuilles de rappel, le percepteur se servira sur votre salaire ou votre C.C.P.; informez-en le groupe.

Depuis un an, certains percepteurs menacent de saisies mobilières. Jusqu'à présent, cette menace n'a été réalisée qu'une fois. Il s'agit en fait de tentatives d'intimidation car, pour des sommes minimes, les percepteurs préfèrent de beaucoup la saisie sur C.C.P. ou sur salaire.

Certains se posent la question de l'efficacité d'un refus-redistribution de l'impôt qui est ressaisi par le

percepteur. Le geste a d'abord une signification en lui-même de refus de collaboration volontaire à un budget qui permet l'extension des camps militaires et la militarisation. Payer, passivement ou activement, l'impôt n'est pas la même chose que d'y être contraint par un vol de l'Etat. D'autre part, le geste prend toute sa signification lorsqu'il se joint à un très grand nombre de gestes analogues dans toute la France. Aucun Etat ne peut rester indifférent à un appel public à désobéir à ses lois lorsque cet appel est largement entendu.

● PÉNALE: Pour l'instant, il n'y a eu aucun procès. Mais il importe de savoir ce que l'on risque exactement:

■ Refus individuel: aucune sanction pénale.

■ Refus collectif: «Quiconque par voie de fait, menaces ou manœuvres concertées, aura organisé ou tenté d'organiser le refus collectif de l'impôt sera puni de 3 mois à 2 ans et 3 600 à 36 000 F. d'amende» (Article 1747 du Code général des impôts).

■ Incitation: «Sera puni d'une amende de 180 à 3 600 F et d'un emprisonnement de 1 à 6 mois quiconque aura incité le public à refuser ou à retarder le paiement de l'impôt».

Les inculpations pour refus collectif et incitation ne sont possibles que sur plainte du ministre des Finances.

Coordination 3% Toulouse:

I. et D. ROUSSEE
22 bis, rue Alfred de Vigny
31400 Toulouse.



A PROPOS DES
LIBERTAIRES
ET LA GUERRE
D'ALGERIE

Mis en cause dans l'article de Roland Biard: «Les libertaires et la guerre d'Algérie», je me permets de préciser quelques points:

Il est pour le moins exagéré d'écrire que le livre d'Hamon et Rotman, «Les Porteurs de Valise» est «un sommet dans la falsification et l'interprétation tendancieuse». C'est un livre qui rapporte assez fidèlement les principaux événements de ce qui a été appelé «le Soutien». Il est écrit par des gens qui n'ont pas participé aux événements et qui se sont basés sur des interviews. Il est vrai que le rôle des militants libertaires est très peu évoqué. C'est peut-être un peu de ma faute: J'avais reçu une demande d'entrevue de la part des auteurs. Je dois dire que je n'ai pas eu confiance et je n'ai pas donné suite... J'ai donc été cité, de même que Ramet et Böziger d'après ce que d'autres ont pu dire de nous. C'est ici que le bât blesse car j'ai noté effectivement que d'autres — que je ne nomme pas pour ne pas engager de polémique inutiles — s'attribuent des actes commis par nous ou programmés par nous. Cela n'a pas beaucoup d'importance.

Il est de même excessif d'écrire: «Le camarade Guy Bourgeois, plaque-tourmente de la résistance dans la région Centre-Est». Je n'ai été que responsable d'une équipe, active, certes, mais pas du tout unique.

Il est, par contre, important pour moi de souligner, comme le fait Biard, que les réseaux n'ont pas du

tout été seulement le fait de «personnalités». Notre équipe était composée d'ouvriers et de paysans pour la majorité et aussi de ces gens que chacun de nous ont rencontrés dans leur vie de militants qui sont prêts à se dévouer sans bruit, disponibles à tous les actes généreux mais qu'on ne réussirait sans doute jamais à amener à une quelconque réunion. Je nomme ceux-là, les «simples gens» et je compte écrire bientôt un petit livre à leur sujet.

J'ajoute que la plupart des militants de l'U.G.A.C. dont certains se trouvent aujourd'hui dans l'équipe de Tribune Anarchiste Communiste ont participé peu ou prou à l'action. Même ceux qui faisaient des réserves sur le sens de l'action ne se sont pas dérobés et ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Je pense ici à celui que nous regrettons tous: Paul Zorkine.

Enfin, le courant libertaire a été — par l'intermédiaire de ma modeste personne — présent au Conseil National du Mouvement «Jeune Résistance» en compagnie du camarade Böziger, je voulais le noter.

Nous avons enfin animé jusqu'à la fin du règne de Ben Bella, l'Association de Solidarité Franco-Algérienne. Tout cela a préfiguré les contacts fructueux que TAC a pris en Mai 68.

Guy (Mâcon).

SPARTACUS
PAS
EPUISE

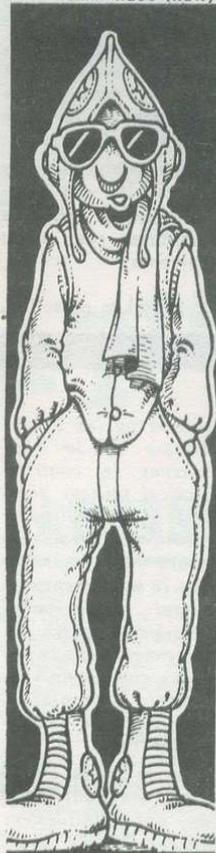
● Nous accusons réception des deux numéros d'«Agora». Et j'en profite pour vous signaler qu'une petite erreur s'est glissée dans la note de P. Astin à propos du livre de J.W. Makhal'ski. Le cahier Spartacus dû à A. Skirda «Les Anarchistes russes et les soviets» n'est pas du tout épuisé. Il existe d'ailleurs chez Spartacus plusieurs cahiers qui «tournent» autour de la «question russe» (Rocker: «Les soviets trahis par les bolchéviks», etc...). Je me permets de vous signaler cela pour la simple raison que les éditions Spartacus rencontrent de graves difficultés financières pour poursuivre la tâche que René Lefevre leur avait assignée. Une équipe de bénévoles dont je fais partie, tente de relancer par divers moyens les activités de Spartacus. Aussi, auriez-vous la gentillesse de signaler à vos lecteurs que ce cahier n'est pas épuisé... et qu'il en existe d'autres tout aussi intéressants.

Jean-Louis (Paris).

■ Au catalogue des éditions Spartacus se trouvent un bon nom-

bre de titres d'auteurs libertaires. En voici quelques-uns en vrac: Rocker, Stirner, Skirda, Leval, Barrué, Prudhommeaux, Berneri, Mett, Raynaud, Mercier Vega, etc...

Outre le rectificatif qui s'imposait, il nous faut ajouter que la disparition des éditions Spartacus serait un coup très dur pour les révolutionnaires. Nous ne pouvons que conseiller aux lecteurs de venir en aide à cette équipe d'éditeurs, et une des façons de le faire serait, sans aucun doute de passer des commandes (ndlr).



C'EST MIEUX

● Opinion sur le n°2: bien, varié et de quoi satisfaire tous ceux qui pestent de ne pas savoir ce qui se passe ailleurs; j'aurais aimé aussi que vous abordiez le social en France d'un point de vue général, parce que vous analysez de près un secteur, l'aviation (en partie) et maintenant les psys sans qu'on comprenne ce que vous voulez construire (la société fran-

Editions Spartacus
5, rue Ste Croix de
la Bretonnerie
75004 Paris.

çaise est en pleine mutation vers l'informatique, où à part des secteurs de pointe, le C.N.P.F. préfère laisser les multinationales, etc.).

Plus en détail: Psys, déjà dit. Espagne CNT: bien dit, pour le futur il faut quand même signaler que «La Lanterne Noire», «Interrogations», «Rivista Anarchica», «Tout le Pouvoir aux Travailleurs» avaient publié des articles critiques très tôt; Grèce, Hong-Kong. (pour une prochaine fois, mettre en bref où on peut avoir des renseignements plus précis: historique, adresse de canards...); Nicaragua, O.K., trop court même; Algérie, bien; livres, nouvelles, c'est mieux

Martin (Paris).



L'UTCL
CORRIGE...

• Dans le dernier numéro d'«Agora», des articles relatifs à la CNT espagnole pourraient laisser croire que la totalité du M.L. français s'est tu sur les manques à la démocratie ouvrière dans la CNT. «TLPAT» en Mai 79 prenait ouvertement position contre les exclusions des groupes d'affinités de la CNT et l'agression

de Sebas Puigcerver, membre du Comité National. L'article d'«Agora» affirme que les seules rares voix qui dénonçaient ce genre de pratiques provenaient du courant antisindicaliste. C'est au contraire notre bagarre quotidienne pour la démocratie syndicale à l'intérieur des syndicats réformistes français qui nous a permis d'analyser la situation espagnole.

Ce n'est pas par pure polémique que nous rétablissons ces faits mais par une volonté, nous pensons commune, de continuer à tirer les leçons de la reconstruction d'un pôle syndicaliste révolutionnaire en Espagne

En toute fraternité libertaire.

U.T.C.L. - relation internationale-Espagne.



(Photo J. Pierre Pireau)

COURRIER
RETRUOC

• En ce qui concerne Arles, pour nous la revue est très bonne et très intéressante et nous avons décidé de la vendre dans la mesure de nos moyens.

Par contre des camarades espagnols de Marseille que je connais bien n'ont pas apprécié les articles sur l'Espagne.

Michel (Arles).

Le n°2 me semble plus «libertaire» que le n°1, mais il ne me semble pas qu'il y eut une amérioliation «qualitative» notoire.

Il y a encore des progrès à faire; mais l'orientation actuelle me semble augurer que ceux-ci sont possibles.

Roland (Paris).

A PROPOS DE LA S.A.C,

La S.A.C. (Sveriges Arbetaren Centralorganisation), syndicat révolutionnaire suédois créé en 1910, a provoqué un certain nombre de tensions et de débats en raison de ses orientations tactiques et de ses agissements. Ces divergences devaient déboucher, dans les années 50, sur l'expulsion de cette organisation de l'Internationale anarcho-sindicaliste (AIT).

L'article que nous avons publié dans le précédent numéro d'«Agora» révélait ses particularités. Pour mieux comprendre les problèmes posés par la S.A.C., un camarade nous a fait parvenir la compilation suivante:

La rédaction.

• Deux problèmes obscurcissent le problème de la SAC: les prises de position sur certains problèmes, la personnalité d'Helmut Rüdiger.

«Un tiers des membres de la SAC sont des ouvriers de la forêt qui contrôlent quelques régions importantes et dont les organisations concluent des conventions collectives pour les quelques 30.000 ouvriers de la forêt. Dans un grand nombre de villages fo-

restiers où les syndicalistes de la SAC exercent le contrôle syndical presque sans limites, les militants travaillent aussi, en dehors de la SAC, dans le mouvement municipal libertaire, c'est-à-dire qu'ils interviennent dans la politique communale.» (H. Rüdiger, «Révolution Proletarienne», n°380, janvier 1954).

«...en Suède, l'autonomie des municipalités est relativement grande, ce qui donne

de larges possibilités pour une intervention non-politique (...). Le groupe de bûcherons, ainsi que des petits paysans, qui, des années durant, avaient travaillé dans les municipalités, se mirent en contact pour, finalement, se réunir en un congrès et constituer la Fédération des Libertaires Municipaux, en marge de la SAC...» (H. Rüdiger, «Révolution Proletarienne», n°387, septembre 1954).

Helmut Rüdiger était un polyglotte et avait des rapports internationaux très étendus (longtemps membre de l'AIT) et un prestige reconnu, surtout pour sa participation au mouvement libertaire espagnol pendant la guerre civile. Il est certain que, de même qu'en Espagne, il semble avoir été en faveur de la collaboration gouvernementale de la SAC, il appuya dans la SAC la position suivante:

«Ils (les militants de la SAC) tâchent de tirer certaines conséquences théoriques et

pratiques de l'expérience espagnole et refusent de résoudre ces nouveaux problèmes en retournant aux idées pures et immaculées d'avant la guerre civile.» (H. Rüdiger, «Révolution Proletarienne», n°380, janvier 1954).

«Au Congrès de 1953, on vota (76 voix contre 8) une nouvelle résolution sur la question de la guerre et du militarisme (...). "L'apparition du totalitarisme, du despotisme d'Etat" affirme la résolution de la SAC "fait changer le problème. La différence sociale entre la démocratie et la dictature est si grande qu'elle acquiert une importance décisive pour le syndicalisme libertaire". Après avoir constaté que les pays totalitaires ne connaissent pas de libres mouvements pour la paix contrôlés par le peuple, la SAC déclare que "le maintien de la démocratie est aussi une condition essentielle pour le maintien de l'existence du syndicalisme libertaire..."

pour cette raison, le syndicalisme libertaire prend sans hésiter le parti de la démocratie dans la lutte contre toute forme de dictature. Cela est valable aussi pour le cas où le despotisme d'Etat franchirait les frontières nationales pour étendre son domaine autoritaire et liquider toute liberté conçue dans l'esprit du syndicalisme libertaire." (H. Rüdiger, op. cit.).

Rüdiger mourut le 9 juin 1966 à Madrid où il cherchait à prendre contact avec une organisation syndicale espagnole clandestine (Evert Arvidsson dans la présentation de Rüdiger, du livre d'articles de ce dernier «Socialism i Frihet», 1969, p.7). Il s'agissait, bien sûr, de la tentative d'accord de certains cénétistes avec certains phalangistes pour exclure les communistes de la scène syndicale espagnole.

Tout cela explique le climat qui entoure la SAC aujourd'hui encore.

Arnold (Paris).

b. p.
3187
31027
toulouse
cedex

AGORA



la liberté au présent!

ABONNEZ-VOUS!

• EN VENTE A : ■ «Germinal», 19 rue des Suisses, 13200 Arles; ■ «Graffiti», 11 rue Riquet, 31000 Toulouse; ■ «Amoros», 14 rue de l'Etoile, 31000 Toulouse; ■ «L'En-Dehors», 46 rue du Mirail, 33000 Bordeaux; ■ «Groupe Sébastien Faure», 7 rue du Muguet, 33000 Bordeaux; ■ «Le Temps des Cerises», 5 bis rue Gustave Simon, 54000 Nancy; ■ «L'Étincelle», 30 rue Pasteur, 64000 Pau; ■ «Le Futur Antérieur», rue du Théâtre, 66000 Perpignan; ■ «Cercle d'Études Sociales», 48 rue des Augustins, 66000 Perpignan; ■ «La Gryffe», 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon; ■ «Ulthar», 6 rue Ste Marie des Terreaux, 69001 Lyon; ■ «La Taupe», 2 quai de l'Amiral Lalande, 72000 Le Mans; ■ «Le Jargon Libre», 6 rue de la Reine Blanche, 75013 Paris; ■ «O.C.L.», 33 rue des Vignoles, 75020 Paris; ■ «L'Autre», 3 avenue de Lattre de Tassigny, 81000 Albi; ■ «Rencontres», 36 rue de l'Hôtel de Ville, 81100 Castres; ■ «La Mandoune», 12 rue Gillaque, 82000 Montauban; ■ «Le Kiosque du Boulevard», 13 boulevard Georges Favon, 1204 Genève.

RIEN N'EST PLUS DIFFICILE, QUE DE PRÉDIRE L'AVENIR AUX GENS QUI SONT

GDANSK
PHASE 1.



MORTIS
"ADAM
ZAGAJEWSKI
POÈTE POLONAIS"
IN "EMEUTE" 4/5

GDANSK
PHASE 2.



GDANSK
PHASE 3

